



**BANQUE ARABE  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE EN AFRIQUE**



**Rapport Annuel  
2020**



@BADEAbank



[www.badea.org](http://www.badea.org)

– Données Générales .....	4
– Conseil des Gouverneurs .....	7
– Conseil d'Administration .....	9
– Lettre du Président du Conseil d'Administration .....	10
– Principaux indicateurs de performance de l'activité de la BADEA (2019-2020).....	11
– Aperçu de l'évolution économique mondiale .....	12

## **Chapitre Premier: Activité de Financement**

● Programme de réponse d'urgence face à la pandémie Covid-19 .....	22
● Engagements financiers en 2020 .....	23
● Engagements au titre des prêts du secteur public pour 2020 et leur répartition selon les piliers de la stratégie .....	25
● Engagements au titre des prêts du secteur public et leur répartition selon les piliers de la stratégie durant la période 1975 et 2020 .....	26
● Financement du secteur privé .....	26
● Financement du commerce .....	27
● Financement des opérations d'assistance technique .....	29
● Evolution des engagements et des décaissements des prêts et dons (1975 - 2020) .....	31
● Contribution à l'allègement de la dette .....	33
● Co-financement .....	34

## **Deuxième Partie : Description détaillée des opérations approuvées en 2020**

● Programme réponse d'urgence face à la pandémie Covid-19 .....	36
● Projets pilotes du secteur public .....	54
● Opérations du secteur privé .....	60
● Opérations du financement du commerce .....	62
● Opérations d'assistance technique .....	66
● Don exceptionnel pour la République du Soudan .....	71
● Mise en oeuvre de la Stratégie de la BADEA 2030 .....	73

## **Troisième Partie : Ressources Financières** ..... 76

- Etats Financiers finaux au 31 décembre 2020 .....	86
---	----

Toutes les photographies contenues dans ce rapport représentent des exemples de projets et d'opérations d'assistance technique financés ou cofinancés par la BADEA



## Données Générales

### Création

La Banque Arabe de Développement Economique en Afrique (BADEA) a été créée par une résolution du 6e Sommet arabe qui s'est tenu en Algérie le 28 novembre 1973 et a commencé ses opérations en mars 1975. Elle est basée à Khartoum, la capitale de la République du Soudan. La Banque est une institution financière internationale indépendante dotée de la personnalité juridique et internationale pleine et entière et de l'autonomie administrative et financière. Elle est régie par les dispositions de son accord de création et par les principes du droit international. Elle est détenue par 18 états membres de la Ligue des Etats Arabes (LEA) signataires de l'Accord portant sa création le 18 février 1974.

### Objectifs et missions

La création de la Banque a pour objectif de contribuer à renforcer la coopération économique financier et technique entre les états africains et les états du monde arabe et de concrétiser la solidarité arabo-africaine et asseoir cette coopération sur des bases d'amitié et d'égalité. Pour atteindre cet objectif la Banque a reçu comme mission de:



Contribuer au financement du développement des états



Encourager la participation des capitaux arabes au développement économique africain



Contribuer à la fourniture de l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique

### Les bénéficiaires des financements

Les états, non arabes, de l'Afrique subsaharienne.

## Instances dirigeantes de la Banque

### Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs est l'instance suprême de la BADEA. Il se compose d'un Gouverneur et d'un Suppléant pour chaque état-membre de la BADEA. Les Gouverneurs sont en général les Ministres des Finances des états membres. Il dispose de toutes les prérogatives. Il peut cependant déléguer toutes ou certaines de ses prérogatives au Conseil d'Administration, exceptées celles qui lui sont accordées de façon exclusive par les dispositions de la Convention créant la Banque, telles que l'augmentation du capital, la nomination du Directeur Général de la BADEA, l'approbation des états financiers à la fin de l'année, l'allocation du revenu net et l'interprétation et la modification de l'Accord de Création de la BADEA.

### Conseil d'Administration

Composé de onze membres, le Conseil d'Administration jouit des prérogatives nécessaires à la gestion de la Banque, à l'exception des prérogatives exclusives du Conseil des Gouverneurs.

Ses attributions comprennent les tâches suivantes:

- Elaborer la politique de la BADEA et assurer le suivi de son exécution conformément aux dispositions de l'Accord de Création et aux orientations du Conseil des Gouverneurs ;
- Etablir les règles et procédures et prendre les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de la BADEA sur la base de l'économie des dépenses ;
- Décider du programme des opérations, de leur volume et de leurs systèmes et de l'allocation des prêts et dons que la Banque octroie
- Prendre les décisions relatives aux prêts et à l'émission d'obligations ;
- Préparer les réunions du Conseil des Gouverneurs ;
- Créer des agences et des bureaux régionaux selon l'intérêt de la BADEA en fonction des besoins du service.

Les neuf états qui ont le plus contribué au capital de la BADEA disposent d'un siège permanent au Conseil d'Administration. C'est le cas, actuellement, de neuf états : l'Etat des Emirats Arabes Unis, la République Algérienne Démocratique et Populaire, le Royaume d'Arabie Saoudite, la République d'Irak, le Sultanat d'Oman, l'Etat du Qatar, l'Etat du Koweït, l'Etat de Libye et le Royaume du

Maroc. Les autres membres de la BADEA, (en accord avec leurs droits de vote au Conseil des Gouverneurs) choisissent les deux membres non permanents du Conseil. Pour le mandat actuel, ce sont la République Tunisienne et la République Arabe d'Egypte. La durée du mandat du Conseil d'Administration est de quatre ans renouvelable. Le Conseil procède à l'élection d'un Président non résident, choisi parmi ses membres, pour une période de deux ans renouvelable.

### Comités du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration compte quatre comités :

**1/Comité d'investissement** : Supervise la gestion des placements de la Banque et se compose du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et de deux membres choisis par le Conseil d'Administration parmi ses membres , pour un mandat de deux ans.

**2/ Comité de vérification** : Il supervise la révision du travail interne de la BADEA et se compose de trois membres que le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres pour deux ans

**3/ Comité avantages et récompenses** : Il examine toutes les questions relatives aux avantages et aux récompenses du personnel et fait des suggestions au Conseil d'Administration. Il est composé de trois membres du Conseil d'Administration choisis pour deux ans.

**4/ Comité des risques et de la conformité** : Il examine toutes les questions relatives à la gestion des risques et à la conformité à la Banque, en particulier l'examen des rapports de gestion des risques de la Banque et les suggestions faites au Conseil d'Administration. Comprend trois membres du Conseil d'Administration choisis pour un mandat de deux ans.

### Directeur général

Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur Général de la BADEA, choisi hors des membres du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans renouvelable deux fois au plus. Le Directeur Général est le représentant légal de la BADEA le fonctionnaire exécutif le plus élevé de la BADEA. Il assume, sous la supervision du Conseil d'Administration, la gestion de la BADEA conformément à ses règles et dispositions, aux directives du Conseil des Gouverneurs et à celle du Conseil d'Administration.



## Conseil des Gouverneurs

<p><b>S.E.M. Mohamad Al-Ississ</b> Ministre des Finances Royaume Hachémite de Jordanie</p>	<p><b>S.E.M. Sultan bin Salim Al Habsi*</b> Ministre Responsable des Affaires Financières Sultanat d'Oman</p>
<p><b>S.E.M. Ebaid Hameed Al- Tayer</b> Ministre d'Etat aux Affaires Financières Etat des Emirats Arabes Unis</p>	<p><b>S.E.Dr Nabeel Kassis</b> Président de l'Institution palestinienne du marché des capitaux Etat de Palestine</p>
<p><b>S.E.M. Skeikh Salman Bin Khalifa AL-Khalifa</b> Ministre des Finances Royaume de Bahreïn</p>	<p><b>S.E.M. Ali Shareef Al-Emadi</b> Ministre des Finances Etat de Qatar</p>
<p><b>S.E.M. Ali Kooli*</b> Ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale République Tunisienne</p>	<p><b>S.E.M. Khalifa Hamada*</b> Vice-président du Conseil des Ministères et Ministre des Finances Etat du Koweït</p>
<p><b>S.E.M. Aymen Abdurrahman*</b> Ministre des Finances République Algérienne Démocratique et Populaire</p>	<p><b>S.E.Dr. Ghazi Wazni*</b> Ministre des Finances République Libanaise</p>
<p><b>S.E.M. Mohamed Ben Abdulla Al-Jadaan</b> Ministre des Finances Royaume d'Arabie Saoudite</p>	<p><b>S.E. M.Faraj Abdul Rahman Bumatari</b> Ministre des Finances Etat de Libye</p>
<p><b>S.E. Dr. Hiba Mohamed Ali*</b> Minister of Finance and Economic Planning in charge - Republic of Sudan</p>	<p><b>S.E.Dr Rania Al Mashat*</b> Ministre des investissements et de la Coopération Internationale République Arabe d'Egypte</p>
<p>République Arabe Syrienne**</p>	<p><b>S.E.M. Mohamed Benchaaboun</b> Ministre de l'Economie et des Finances Royaume du Maroc</p>
<p><b>S.E.M. Ali Abdul-Amir Allawi*</b> Ministre des Finances, République d'Irak</p>	<p><b>S.E.M. Mohamed Lemine Ould Dhehbi</b> Ministre de l'Economie et des Finances République Islamique de Mauritanie</p>

\* Des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil des Gouverneurs au cours de l'année 2020 : La République Tunisienne était représentée par S.E Zied Al Adhari jusqu'en Août 2020, République Algérienne Démocratique et Populaire était représentée par S.E Abderrahmane RAOUYA, jusqu'en juin 2020, la République du Soudan était représentée par S.E.D. Ibrahim Ahmad ALBADAWI jusqu'en juin 2020, la République d'Irak était représentée par S.E. Fouad HUSSEYN jusqu'en mars 2020, le Sultanat d'Oman par S.E. M. Derweesh Ben Ismaeil Ben Ali Al- BALOSHI jusqu'en Août 2020, la République libanaise par S.E. M. Ali Hassan KHALIL jusqu'en janvier 2020, l'Etat du Koweït par Mme Mariem Al Aqil jusqu'en février 2020 et S.E Barak Al-Shetan jusqu'en Décembre 2020 et la République d'Egypte par S.E.D. Sahar Nasr jusqu'en janvier 2020.

\*\* 2011 a été la dernière année où un représentant de la République Arabe Syrienne a assisté aux réunions du Conseil des Gouverneurs.



## Conseil d'Administration





### Président

**S.E.Dr. Fahad Abdullah Aldossari**

Royaume d'Arabie Saoudite

### Membres

**S.E.M. Musabeh Mohamed Alsuwaidi**

Etat des Emirats Arabes Unis

**S.E. M. Ahmed Saleh Al-Mohanadi**

Etat de Qatar

**S.E. Mme Atef Al Jamousi\***

République Tunisienne

**S.E. M. Marwan A. Al-Ghanem**

Etat de Koweït

**S.E. M. Ibrahim Jamal Kassali**

République Algérienne Démocratique et  
Populaire

**S.E. M. Nasr Ali Ghurabi**

Etat de Libye

**S.E. M. Khalid Salah Eddine Mourad**

République d'Irak

**S.E. Tarek El-Sharawy\***

République Arabe d'Egypte

**S.E. Dr. Abdul Aziz ben Mohamed Al-Hinai**

Sultanat d'Oman

**S.E. M. Elhassan Eddez**

Royaume du Maroc

### Directeur Général

**S.E. Dr. Sidi Ould TAH**

République Islamique de Mauritanie



\* La représentation au conseil d'administration a été modifiée en 2020 : La République démocratique populaire d'Algérie était représentée par Son Excellence M. Meloud Boutaba jusqu'en avril 2020, l'Arabie saoudite par Son Excellence Ing. Youssef Ben Ibrahim Al Bassam jusqu'en juin 2020, la République Arabe d'Égypte par Son Excellence Dr Mona Mohamed Ahmed Wahba jusqu'en août 2020, et la République tunisienne, par S.E. Lamia Ben Mime, jusqu'en octobre 2020.



**Son Excellence Monsieur le Président du Conseil des  
Gouverneurs de la**

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique  
**Excellence,**

Conformément aux articles 25/6, 34/2 et 35 de l'Accord portant création de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), j'ai l'honneur de soumettre à l'attention de l'auguste Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel concernant les activités de la BADEA au cours de l'exercice 2020.

Le rapport comprend un état des principales activités de la Banque et un état détaillé de ses opérations de développement nouvelles dans les états africains et qui ont été octroyées au cours de l'année, ainsi que les audits des états financiers en 2020.

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,  
l'assurance de ma haute considération.*

**S.E.Dr. Fahd Ibn Abdallah Al-Dawsari**  
Président du Conseil d'Administration



### Principaux Indicateurs de Performance de L'Activité de la BADEA (2019 - 2020)

Indicateurs	2019	2020
<b>Total des engagements (millions \$)*</b>	<b>599,96</b>	<b>780,43</b>
Prêts au titre des projets du secteur public	240	300
Prêts au titre des projets du secteur privé	100	95,52
Prêts au titre du commerce	250	375,06
Dons au titre de l'assistance technique	9,96	9,85
<b>Nombre total des opérations</b>	<b>66</b>	<b>59</b>
Projets du secteur public	14	19
Opérations du secteur privé	3	4
Opérations de financement du commerce	6	8
Opérations d'assistance technique	43	28
Moyenne de l'élément don pour les projets du secteur public (%)	34,9	28,6
Coût global des projets du secteur public aux financements desquels la BADEA a contribué (millions \$)	515,66	529,1
Actifs nets (million \$)	5 133,3	5 376,3
Revenu brut (million \$)	391,1	282,0
Revenu net (million \$)	321,9	275,1

\* Le Dollar dans ce rapport est le Dollar Américain

## Aperçu sur les Evolutions Économiques Internationales

### 1/ Croissance de l'économie mondiale

L'année 2020 a été exceptionnelle sur tous les plans : La pandémie de Covid-19 a fait près de 2 millions de morts dans le monde et laissé plus de 110 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. Cette année, l'économie mondiale a connu une contraction sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale, à 4,4 %, selon le rapport du Fonds Monétaire International sur les Perspectives de l'économie mondiale, paru en octobre 2020. Ce taux extraordinaire a largement dépassé la contraction provoquée par la crise financière mondiale de 2009, qui était alors de 0,08%. Si tous les secteurs économiques sont concernés par cette contraction, le secteur des services est le plus touché par l'impact sur bon nombre de ses activités, telles que le commerce, le tourisme et les transports, à cause des mesures de confinement et de distanciation sociale imposées dans de nombreux états pour réduire la propagation de la pandémie. Il convient de mentionner que les mesures gouvernementales ont contribué efficacement à atténuer la crise, car de nombreux états ont lancé des programmes de soutien financier pour les particuliers et les institutions qui dépassent 20 % du PIB dans les économies développées et 5 % dans les économies émergentes et en développement. Ces actions ont permis d'éviter que la crise économique ne devienne une crise financière mondiale.

L'une des caractéristiques les plus importantes de la crise économique actuelle est sa globalité, puisqu'elle a touché tous les états du monde sans exception. Aux États-Unis d'Amérique, l'économie s'est contractée, en 2020, d'environ 4,3 % malgré le soutien financier direct du gouvernement à la population pour stimuler la demande intérieure, et l'économie de la zone Euro s'est contractée de 8,3 % au cours de l'année, en raison de la durée et de la rigueur des mesures de confinement imposées par la plupart des états de la région. Le secteur des services, en particulier le tourisme, qui est l'un des secteurs économiques vitaux des états du sud de l'Europe, a stagné, tandis que l'industrie des laboratoires a pu continuer à se redresser dans la région sous l'effet de la demande étrangère, malgré l'émergence de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19. Malgré le recul sans précédent de l'activité économique, les états de la région ont réussi à développer des programmes massifs de soutien financier et à renforcer la solidarité financière par le biais de certaines formules, telles que l'émission par la Commission Européenne d'obligations conjointes, dont une partie est allouée sous forme de subventions aux états les plus touchés par la pandémie. L'économie britannique s'est contractée d'environ 9,8 % en 2020 et le Royaume Uni a été l'un des états européens les plus touchés par la pandémie et a enregistré le plus grand nombre de décès sur le continent, et la période de confinement y a été l'une des plus longues enregistrées dans les états européens. Outre la pandémie de Covid-19, l'incertitude qui a accompagné les négociations, au point mort, pour la rédaction de l'accord commercial entre le Royaume-Uni et l'UE après le Brexit a jeté une ombre sur l'économie, contribuant à aggraver le ralentissement économique, en particulier au cours du dernier trimestre de l'année.

Dans d'autres économies avancées, l'économie japonaise s'est contractée d'environ 5,3 %, la deuxième vague de la pandémie ayant entravé la reprise économique que l'état avait connue au cours du troisième trimestre de l'année, grâce à des programmes de soutien financier approuvés par le gouvernement. L'économie canadienne s'est contractée d'environ 7,1 % en raison des mesures de confinement strictes imposées dans un certain nombre de provinces du pays. Un certain nombre d'économies développées d'Asie ont pu atténuer les effets négatifs de la pandémie grâce à l'adoption rapide de mesures préventives efficaces et le respect de ces mesures par les populations. Certains

états ont bénéficié de leur expérience passée face à la pandémie du SRAS, comme la Corée du Sud, dont l'économie n'a reculé que de 1,9 % en 2020, et Taiwan, dont l'économie ne s'est pas contractée. A Singapour et Hong Kong, l'économie dépend principalement des services et du commerce international, leurs économies se sont contractées d'environ 6 % et de 7,5 %, respectivement, en raison d'une baisse importante du commerce international. En Norvège, touchée par la pandémie au premier semestre et l'effondrement des prix du pétrole, l'économie ne s'est contractée que de 2,8% grâce à la reprise des prix du pétrole au second semestre, tandis que l'Australie a enregistré une contraction de 4,2% en raison d'une combinaison de facteurs tels que la pandémie covid-19, les incendies du début de l'année et la faible demande mondiale pour les exportations minières du pays.

En Chine, le taux de croissance économique a atteint son plus bas niveau depuis 1976 et n'était que de 1,9 %, mais le pays à l'origine de la pandémie a réussi à éviter le ralentissement économique grâce à l'efficacité des mesures gouvernementales prises, en plus de la politique de relance économique de l'État en soutenant l'investissement public. Le secteur industriel a contribué à stimuler la croissance de l'économie chinoise à partir du deuxième trimestre de l'année, où le pays a été le principal fournisseur de matériel médical et d'équipements technologiques nécessaires pour suivre les nouvelles méthodes de travail imposées par les conditions de santé, d'un monde où la plupart des états sont en confinement. L'Inde a été l'un des états les plus durement touchés par la pandémie mondiale, son économie s'étant contractée d'environ 10,3 % à la suite de l'adoption d'un confinement universel long et rigide qui a entraîné une forte baisse de la demande intérieure. En plus, l'incertitude causée par la pandémie a suscité un recul des investissements.

Dans les états de l'ASEAN, la Thaïlande a connu une contraction d'environ 7,1 % en raison de la forte baisse du secteur du tourisme due à la pandémie, et les économies des Philippines et de la Malaisie se sont contractées, respectivement, de 8,3 % et de 6 %, en raison de la fermeté et de la durée du confinement qui ont entraîné une baisse de la consommation. L'Indonésie a été en mesure d'atténuer les effets négatifs de la pandémie sur son économie et la récession n'a pas dépassé 1,5 %, en adoptant un confinement moins sévère par rapport aux états du groupe et grâce au programme de soutien financier du gouvernement, qui a atteint environ 4,3 % du PIB, pour faire face à la crise, ce qui a contribué à atténuer les effets de la crise sur le niveau de la demande intérieure. Le Vietnam a été le seul pays du groupe à avoir réussi à atteindre un taux de croissance positif d'environ 1,6 %, grâce à la rapidité et à l'efficacité de l'action gouvernementale pour lutter contre la pandémie, à une bonne orientation des dépenses publiques pour soutenir les classes les plus vulnérables et à une politique monétaire souple qui lui a permis de soutenir l'accès des institutions économiques aux financements dont elles avaient besoin.

L'Amérique latine a connu une forte contraction économique de 8,1 % et a été l'une des plus touchées par la pandémie, le Brésil ayant connu le deuxième plus grand nombre de décès dans le monde et une économie en déclin d'environ 5,8 % malgré le programme gouvernemental de soutien financier pour faire face à la crise, qui comprenait le paiement de salaires mensuels pour plus de 67 millions de citoyens. L'économie mexicaine s'est contractée d'environ 9 %, le gouvernement n'approuvant aucun programme de soutien financier visant à stimuler la consommation intérieure, et elle a souffert de conditions économiques difficiles en raison de l'incertitude générée par l'examen de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. L'économie argentine s'est fortement contractée d'environ 11,8 % en raison de la période prolongée de confinement, tandis que l'économie vénézuélienne a continué sa contraction pour la septième année consécutive, atteignant environ 25 % en 2020, perdant près des trois quarts de son volume depuis 2013, en raison des sanctions internationales imposées au pays. Les états d'Europe de l'Est et la Turquie ont également connu une contraction économique d'environ 4,6 %, l'économie russe s'étant contractée d'environ 4,1 % en raison de la

baisse de la consommation et de l'investissement et de l'effondrement des prix du pétrole au cours du premier semestre de l'année, et l'économie turque s'est contractée d'environ 5 %, les signes de reprise économique dans le pays au cours de l'été, causés par le programme de soutien financier du gouvernement ayant été rapidement impactés par l'émergence de la deuxième vague de la pandémie à l'automne.

En Afrique subsaharienne, l'économie s'est contractée d'environ 3 % et le revenu moyen par habitant a diminué d'environ 5,3 % pour revenir à son niveau en 2013. Alors que l'économie de la région a connu une baisse significative au cours du premier semestre en raison des mesures de confinement prises dans la plupart des pays et des bas prix des matières premières comme le pétrole, le second semestre a vu des signes de reprise en raison de l'assouplissement des mesures de confinement et de la hausse des prix des matières premières. Les états les plus touchés par la crise étaient économiquement dépendants du tourisme, comme les Seychelles et le Cap-Vert, dont les économies se sont contractées respectivement, d'environ 13,8 % et 6,8 %, ainsi que celles des états qui dépendaient économiquement de l'exportation de matières premières, en particulier d'hydrocarbures. L'économie nigériane s'est contractée d'environ 4,3 % en raison de la baisse des prix du pétrole au premier semestre et de la baisse de la demande intérieure due aux mesures de confinement, et l'économie angolaise a continué de se contracter pour la cinquième année consécutive à un taux de 4 %, en raison de la baisse continue de la production pétrolière et des prix mondiaux. Les économies les plus diversifiées ont été moins touchées par la crise, la plupart d'entre elles atteignant des taux de croissance positifs mais lents, la Côte d'Ivoire ayant augmenté d'environ 1,8 % et l'Éthiopie d'environ 2 %. En Afrique du Sud, l'économie s'est contractée d'environ 8 % en raison de mesures de confinement strictes et complètes qui ont entraîné une baisse significative de la consommation, de l'investissement et des exportations.

Au Moyen-Orient et en Asie, l'économie s'est contractée d'environ 4 % en raison de la perturbation de l'activité économique due aux mesures de confinement prises dans la plupart des états de la région. Les exportateurs de pétrole ont été les plus durement touchés par la pandémie, qui a coïncidé avec l'effondrement des prix mondiaux du pétrole au cours du premier semestre et la baisse de la demande mondiale. Malgré la reprise relative des prix du pétrole à la suite de l'accord de l'OPEP et d'un certain nombre de grands producteurs non membres, ils sont restés environ de 40 % inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Les recettes provenant des exportations de pétrole au premier semestre ont diminué d'environ 50% dans certains états de la région, comme l'Irak. Dans les états importateurs de pétrole de la région, la consommation intérieure a diminué en raison de la baisse de l'activité touristique et des envois de fonds des expatriés, qui sont des sources majeures de revenus dans ces pays. L'activité industrielle a également reculé en raison de la contraction subie par les principaux partenaires économiques, notamment en Europe, ainsi, l'économie marocaine s'est contractée d'environ 7% et celle de la Jordanienne d'environ 5%.

## **2/ Inflation, emploi et chômage**

### **a) Inflation**

L'impact de la baisse de la demande finale sur l'économie mondiale a été supérieur à l'impact des turbulences provoquées par la crise covid-19 sur les chaînes de production mondiales, ce qui est mis en évidence par la baisse de l'inflation à son plus bas niveau au cours des cinq dernières années, à seulement 2,8 % à l'échelle mondiale. Cette baisse a été la plus sévère dans les économies avancées à cause de la dureté des mesures de confinement et de distanciation sociale, l'inflation ne dépassant pas 0,8 %, tandis que l'inflation dans les économies émergentes et en développement est tombée à 4,3 %. Les prix de l'énergie ont chuté et ceux du pétrole ont reculé de plus de 60 % entre février et avril, en raison de la baisse de la demande mondiale due à la pandémie et des

préoccupations concernant la capacité de stockage limitée et la capacité de production insuffisante, avant que les réductions de production ne contribuent, quoique de manière limitée, à une nouvelle hausse des prix. Les prix du pétrole sont restés cependant inférieurs d'environ 40 % à ceux du début de l'année, les transports mondiaux continuant à être affectés négativement par la pandémie.

Aux États-Unis d'Amérique, l'inflation a légèrement augmenté pour atteindre 2,1 % en 2020, tandis que dans la zone euro, les mesures rigoureuses de confinement ont réduit la demande intérieure et l'inflation est tombée à 0,1 %. L'inflation au Royaume-Uni est également tombée à 0,3% pour les mêmes raisons. Au Japon, les prix à la consommation ont baissé d'environ 0,6 %, et en plus de la baisse de la demande intérieure associée à la pandémie et à la baisse des prix des carburants, le gouvernement a lancé un programme de promotion du tourisme intérieur, ce qui a entraîné une baisse de 50 % des prix de certains services, l'État payant les 50 % restants plus tard. En Chine, l'inflation est tombée à 1,3 % en raison du ralentissement de la croissance économique. En Inde, l'inflation est tombée à 3,4 % en raison de la baisse de l'activité économique, et au Brésil, l'inflation est tombée à 2% alors que l'activité économique diminuait et que le chômage atteignait des niveaux records, tandis qu'au Mexique, l'inflation a atteint 3,7% en raison de la baisse des taux d'intérêt de la banque centrale d'environ 4 points.

En Afrique subsaharienne, l'inflation a augmenté en 2020 pour s'élever à 10,5 % en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires causée par la perturbation des voies d'approvisionnement associée aux procédures de confinement, à la fermeture des frontières, et à la baisse du taux de change d'un certain nombre de monnaies locales dans certains états, en raison de la baisse des réserves de change, dans le contexte de la crise économique liée à la pandémie.

## b) Emploi et chômage

Les dernières statistiques publiées par l'OIT en septembre 2020, montrent que le nombre d'heures de travail enregistrées dans le monde a diminué de 17,3% au cours du deuxième trimestre 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, par rapport au quatrième trimestre 2019, soit l'équivalent de la perte de 495 millions d'emplois à temps plein dans le monde. L'une des régions les plus impactées par la perte d'emplois est l'Asie du Sud qui a perdu 170 millions d'emplois, suivie de l'Asie du Sud-Est avec 49 millions d'emplois. Le nombre d'emplois perdus dans les États arabes était de 23 millions, en Amérique centrale de 24 millions, en Amérique du Sud de 50 millions, en Amérique du Nord de 25 millions, en Asie de l'Est de 45 millions, en Europe occidentale de 7 millions, en Europe de l'Est de 3 millions et en Asie occidentale et centrale de 3 millions. L'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime qu'environ 150 millions d'emplois ont été récupérés dans le monde au cours du troisième trimestre 2020, dont plus de la moitié en Asie.

En Afrique subsaharienne, le nombre d'heures de travail a diminué, au deuxième trimestre 2020, de 14,5%, soit l'équivalent de la perte de 45 millions d'emplois, dont 19 millions en Afrique de l'Est, qui a enregistré une baisse du nombre d'heures de travail de 14% ; 15 millions en Afrique de l'Ouest qui a enregistré une baisse du nombre d'heures de travail d'environ 13,9% et 7 millions en Afrique Centrale qui a enregistré une baisse du nombre d'heures de travail d'environ 14,7%, et 4 millions dans la zone sudafricaine, qui a enregistré une baisse du nombre d'heures de travail d'environ 20,3%. L'Organisation internationale du Travail (OIT) estime qu'environ 10 millions d'emplois ont été récupérés en Afrique subsaharienne au troisième trimestre 2020, dont 4 millions en Afrique de l'Ouest, 3 millions en Afrique de l'Est, 2 millions en Afrique du Sud et 1 million en Afrique centrale.

Dans les économies développées, le taux de chômage moyen est passé à 7,3%, le taux de chômage dans la zone euro à 8,9%, et dans les états industrialisés du Groupe des Sept à 7,2%, et dans le reste des économies développées à 5%. Toutefois, ces statistiques ne reflètent pas exactement

la réalité, pour deux raisons : la première est l'impact des programmes de chômage technique qui se sont répandus dans de nombreuses économies développées où les États ont payé les salaires des travailleurs, ce qui est susceptible d'augmenter fortement les taux de chômage une fois ces programmes terminés, et la seconde est liée à la définition du chômage, qui ne prend en compte que la population à la recherche active d'un emploi. En réalité, le confinement a empêché beaucoup de personnes ayant perdu leur emploi, d'en chercher un nouveau.

Il est à constater que les économies avancées ont adopté d'importants programmes de soutien financier visant à compenser le manque à gagner causé par les pertes d'emplois. Les statistiques de l'OIT montrent que dans les états à revenu élevé, la taille de ces programmes représente environ 107 % du manque à gagner causé par la perte d'emplois, c'est-à-dire qu'ils compensent non seulement pleinement ce manque à gagner, mais injectent également des fonds supplémentaires dans l'économie. À l'échelle mondiale, ce chiffre était d'environ 37 %, avec des variations significatives entre les états, avec seulement 14 % enregistrés en Afrique subsaharienne. Bien que l'Afrique du Sud ait un taux de 50 %, elle n'est que de 16 % en Afrique de l'Est, de 11 % en Afrique de l'Ouest et de 0 % en Afrique centrale.

### **3/Commerce mondial**

Le volume du commerce mondial a diminué d'environ 10,4 % en 2020, soit le même niveau que lors de la crise financière mondiale de 2009, bien que le ralentissement économique de 2020 ait largement dépassé celui de 2009, principalement en raison du fait que la crise de 2009 avait affecté le secteur industriel, ce qui contribue de manière significative au commerce international, alors que la crise actuelle a principalement touché le secteur des services, qui ne contribue que légèrement au commerce international. La baisse du commerce mondial en 2020 s'explique par la baisse de la demande mondiale, tandis que d'autres facteurs, tels que les restrictions à l'exportation de certains biens tels que les matières médicales et les perturbations des chaînes de production mondiales, ont eu un effet limité.

Les exportations des économies avancées ont diminué d'environ 11,6 %, les exportations de la zone euro ayant chuté d'environ 13 %, les exportations du G7 d'environ 13 % et les exportations du reste des économies développées d'environ 7,9 %. Dans les économies émergentes et en développement, les exportations ont diminué d'environ 7,7 %, les exportations des états émergents et en développement d'Asie ont diminué d'environ 5 %, les exportations des cinq plus grandes économies du groupe de l'ASEAN, hors Singapour, d'environ 12,6 %, les exportations d'Europe de l'Est et de la Turquie d'environ 11,2 % et les exportations latino-américaines d'environ 10 %. Les exportations en provenance du Moyen-Orient et d'Asie centrale ont diminué de 10,3 %, et les exportations de l'Afrique subsaharienne d'environ 7,3 %.

Les importations en provenance des économies développées ont diminué d'environ 11,5 %, les importations de la zone euro ayant chuté d'environ 11,7 %, les importations du Groupe des Sept (G-7) d'environ 12,5 % et le reste des économies développées d'environ 8,4 %. Dans les économies émergentes et en développement, les importations ont diminué d'environ 9,4 %, soit plus que la baisse des exportations, ce qui a entraîné une baisse du déficit commercial. Les importations en provenance des états émergents et en développement d'Asie ont diminué d'environ 7,2 %, les importations en provenance des cinq plus grandes économies de l'ASEAN, sans considérer Singapour, d'environ 12,3 %, les importations en provenance d'Europe de l'Est et de Turquie d'environ 9,9 % et les importations en provenance des états d'Amérique latine d'environ 13,4 %. Les importations en provenance du Moyen-Orient et d'Asie centrale ont également diminué de 12,5 % et l'Afrique subsaharienne de 8,3 %.

## 4/ Dette extérieure et états pauvres lourdement endettés

### a) Dette extérieure

Selon les statistiques de la Banque mondiale, la dette extérieure de l'Afrique subsaharienne a atteint 625 milliards de dollars en 2019, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 2018. Cela porte le volume de la dette extérieure à environ 42 % du PIB. En termes de composition, 85 % de la dette totale concernait des prêts à long terme et de 10 % de prêts à court terme. Les prêts du FMI s'élèvent à 5 % de la dette totale. L'augmentation des prêts à long terme de 10,5 % a dépassé celle de la dette extérieure totale, le volume des prêts du FMI a augmenté d'environ 6 % et le volume des prêts à court terme n'a augmenté que de 2 %.

Le ratio des prêts à taux réduit a légèrement diminué pour s'apprécier à 17,1 % de la dette extérieure totale, tandis que la proportion de prêts accordés par les institutions multilatérales est passée à 19,8 %, et le ratio de la dette extérieure en dollars américains à 75,7 % et en euros à 7,7 %.

Les arriérés se sont élevés à environ 38,3 milliards de dollars en 2019, soit une augmentation d'environ 5 % par rapport à 2018. En termes de composition, 37% des arriérés concernent les intérêts et 63% le capital de la dette. Les retraits de dette s'élèvent en 2019 à 81,8 milliards de dollars, soit une augmentation d'environ 0,4 % par rapport aux retraits de 2018. Le service de la dette a atteint 57,6 milliards de dollars en 2019, en baisse d'environ 8 % par rapport à 2018. Le service de la dette représentait environ 14,1 % des exportations et, en termes de composition, 67 % concernaient le remboursement du capital et 33 % le remboursement des intérêts. Le taux d'intérêt moyen des nouveaux prêts perçus en 2019 est tombé à 3,6 %, tandis que la durée moyenne du prêt est passée à 21 ans, le délai de grâce moyen est tombé à 6 ans et l'élément don moyen est passé à 14,5 %. Si l'on ne considère que les nouveaux prêts obtenus d'entités officielles, le taux d'intérêt moyen serait tombé à 1,5 %, la durée moyenne du prêt serait passée à 26 ans, le délai de grâce moyen aurait légèrement diminué à 5,6 ans et l'élément don moyen serait passé à 37,5 %.

En revanche, le volume des flux directs d'investissements extérieurs en 2019 a augmenté d'environ 25 % pour atteindre 23,5 milliards de dollars. Les flux d'investissements dans les portefeuilles ont été négatifs pour la première fois au cours de la dernière décennie. Ainsi les flux qui quittent la région ont dépassé ceux qui y arrivent d'environ 5,9 milliards de dollars, principalement en raison des rendements élevés des portefeuilles d'investissements dans les pays développés, en particulier aux États-Unis d'Amérique au cours de cette période, l'indice Libor du dollar sur une année étant supérieur à 3 %.

Le Fonds monétaire international (FMI) estime qu'en 2020, le déficit budgétaire de l'Afrique subsaharienne a augmenté rapidement pour atteindre 7,6 % du PIB, le niveau le plus élevé enregistré dans la région, en raison d'une baisse des recettes publiques à 15,2 % du PIB et d'une augmentation des dépenses publiques à 17,3 % du PIB. La dette publique des états africains devrait donc atteindre 56,6 % du PIB, c'est-à-dire que la dette est presque revenue au niveau où elle était en 2002 avant le lancement de l'initiative d'allègement de la dette pour les états pauvres lourdement endettés. Le déficit du compte courant des états africains a également augmenté pour s'élever à 4,8 % du PIB en 2020, portant la dette extérieure à 45,9 % du PIB, soit près du niveau de la dette extérieure en 2002. En 2020, le service de la dette due par les états africains était d'environ 36,7 % de la valeur des exportations, le niveau le plus élevé depuis 1999, d'où l'importance de l'initiative du G20 visant à suspendre le service de la dette des états pauvres, y compris des états africains, jusqu'à la mi-2021.

Il est à noter qu'en 2020, quelque 32 états d'Afrique subsaharienne ont bénéficié de programmes de soutien financier du FMI, totalisant 15 milliards de dollars, pour atténuer les effets négatifs de la

pandémie covid-19, À la fin de septembre 2020, 5 états africains étaient classés comme états en crise de la dette, 11 comme états à haut risque, 13 comme états à risque moyen et 3 comme états à faible risque.

## **b) États pauvres lourdement endettés**

Le nombre d'états qui ont bénéficié de l'initiative d'allègement de la dette pour les états pauvres lourdement endettés était de 36, dont 29 étaient des états africains, bénéficiant de l'assistance de la Banque, qui ont tous atteint le point d'achèvement de l'initiative. Trois des états n'ont pas atteint le point d'achèvement y compris un seul états africain bénéficiant de l'assistance de la Banque, l'Érythrée. Le coût total de l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative s'est élevé à 76,3 milliards de dollars, dont 64,7 milliards pour les états africains bénéficiant de l'appui de la Banque. À la fin de 2020, la contribution de la Banque à cette initiative s'élevait à environ 258,8 millions de dollars pour les états bénéficiaires de son appui, qui ont atteint le point d'achèvement.

## **5/ Perspectives économiques mondiales pour 2021**

Le rapport 2020 du FMI sur les perspectives économiques mondiales prévoit que le taux de croissance de l'économie mondiale sera de 5,2 % en 2021, en raison de la reprise attendue à la suite du ralentissement de la pandémie de Covid-19. Mais ce taux restera limité, ce qui signifie que le volume de l'économie mondiale à la fin de 2021 ne sera supérieur à celui de 2019 que de 0,6 %. Cela est lié à l'attente que les mesures de distanciation sociale se poursuivront en 2021, quoique dans une moindre mesure, car cela aura un impact négatif sur certaines activités économiques importantes, en particulier dans le secteur des services.

Dans les économies avancées, les prévisions indiquent que le taux de croissance devrait atteindre 3,9 % en 2021, après une contraction d'environ 5,8 % en 2020 . Ce qui signifie que d'ici la fin de 2021, le PIB de ces états baissera d'environ 2% par rapport à ce qu'il était fin 2019. Aux États-Unis, la croissance en 2021 devrait être d'environ 3,1 % grâce à un budget expansionniste par lequel le gouvernement soutiendra les revenus de la population et la consommation intérieure, l'augmentation prévue des exportations, qui est liée à l'amélioration de la situation économique des principaux partenaires commerciaux et à la mise en œuvre de l'accord commercial avec la Chine, qui prévoit une augmentation significative des exportations américaines vers ce pays. Le taux de croissance de la zone euro devrait atteindre 5,2 % alors que la demande intérieure et les exportations, en particulier destinées à la Chine, commencent à se redresser. Le taux de croissance élevé dans la zone euro par rapport aux États-Unis est dû à l'importance du ralentissement économique du continent en 2020, résultant de mesures de confinement et de fermeture plus strictes et plus complètes.

Le taux de croissance du Royaume-Uni en 2021 devrait être d'environ 5,9 %, stimulé par la demande intérieure et les dépenses publiques, et au Japon, il ne dépassera pas 2,3 % en raison d'une lente reprise de la demande intérieure. Dans les autres économies avancées, la croissance devrait être de 5,2 % au Canada sous l'effet de la consommation intérieure et de 2,8 % en Corée du Sud en raison de la reprise graduelle du secteur des services, de l'adoption d'un budget expansionniste et de la croissance des exportations en raison de l'amélioration de la situation économique mondiale. Le taux de croissance devrait atteindre 2,9 % en Australie en raison de la reprise de la demande intérieure, de la hausse des exportations minières, en particulier vers la Chine, et de 3,6 % en Suisse, soutenue par l'industrie chimique.

Dans les économies émergentes et en développement, la croissance devrait être d'environ 6 % en 2021, la croissance de la Chine devant s'accélérer à 8,2 % grâce à son extraordinaire succès dans l'arrêt de la pandémie de Covid-19 depuis le printemps 2020. Ne faisant face à aucune nouvelle vague à l'automne 2020, l'activité économique en Chine, contrairement aux autres économies

avancées ou même émergentes, est entrée en 2021 sans faire face aux obstacles du confinement ou de la distanciation sociale, ce qui stimulera les exportations et la consommation intérieure. Le taux de croissance de l'Inde devrait également s'accélérer à 8,8 % en raison de l'assouplissement des mesures de confinement et à 6,1 % en Indonésie à mesure que la demande intérieure se redressera. Le taux de croissance devrait être faible en Amérique latine en 2021 et ne dépassera pas 3,6 %, il ne dépassera pas 2,8 % au Brésil, en raison de la forte baisse des programmes de soutien financier de l'État et du retard dans la fourniture de vaccins, et de 3,5 % au Mexique, le secteur des services continuant d'être touché par les procédures de confinement. En Argentine, les perspectives de croissance devraient continuer d'être affectées par des déséquilibres économiques majeurs et la poursuite des mesures de confinement, et le taux de croissance ne devrait donc pas dépasser 4,9 %, c'est-à-dire que la taille de l'économie sera inférieure d'environ 8 % à celle de 2019.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait atteindre 3 % en 2021, bien que l'atteinte de ce taux reste tributaire de l'évolution de la pandémie sur le continent et du recul continu des mesures de confinement et de fermeture. D'autres indicateurs, tels que la possibilité d'une hausse des prix du pétrole et des matières premières, de faibles taux d'intérêt et de conditions de prêts concessionnels, sont encourageants quant à la capacité de la région à commencer la reprise économique. La croissance des exportations de matières premières associée à la reprise de l'économie mondiale, à la reprise progressive de la demande intérieure et au retour des investissements étrangers devrait être les principaux moteurs de la croissance, mais la reprise restera inférieure à la tendance mondiale en raison du caractère limité des programmes de soutien des gouvernements par rapport aux économies développées et à certaines économies émergentes.

Si l'on prend en compte la tendance à la croissance enregistrée dans la région avant la pandémie de Covid-19, les pertes économiques prévues en 2020 et 2021 seront d'environ 14 % du PIB. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que les gouvernements africains doivent mobiliser 290 milliards de dollars supplémentaires en ressources extérieures pour stimuler la croissance économique en 2021. Dans l'ensemble, on ne s'attend pas à ce que l'économie de la région revienne à sa taille d'avant la pandémie avant 2022.

Les principales économies de la région, comme le Nigeria, l'Angola et l'Afrique du Sud, ne devraient pas revenir à leur niveau de 2019 avant 2023 ou 2024 selon certaines estimations.

En Afrique du Sud, le taux de croissance en 2021 ne devrait pas être supérieur à 3 % en raison de l'impact, sur la consommation intérieure, de l'augmentation du taux de chômage et de la faiblesse persistante des investissements. Il sera de 1,7 % au Nigeria en raison de la faiblesse persistante des prix du pétrole, le recul des investissements publics, en raison des faibles revenus publics et des investissements privés à cause de la faillite prévue de nombreuses entreprises nationales et de la faiblesse de la confiance des investisseurs étrangers, en plus de la faible croissance de la demande intérieure due à la baisse des revenus des pauvres et au manque de confiance des riches dans l'économie, ce qui les pousse à épargner davantage. En Angola, la croissance économique devrait atteindre 3,2 % en 2021, grâce à l'augmentation prévue de la production pétrolière et à l'adoption d'un certain nombre de réformes qui amélioreront le climat des affaires.

Dans les états dont l'économie dépend du tourisme, le nombre de touristes ne devrait pas revenir au niveau d'avant la pandémie avant 2023, de sorte que le taux de croissance enregistré en 2021 pourrait ne pas dépasser 4,2 % aux Seychelles et 4,5 % au Cap-Vert. Dans les états dont l'économie dépend de l'exportation de productions agricoles, les taux de croissance moyens devraient être de 4,5 %, en raison de la hausse des prix sur les marchés mondiaux et de la croissance des investissements, y compris des investissements étrangers, qui sont liés à la baisse progressive de l'incertitude causée par la pandémie, à l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre états africains et à

l'adoption continue de réformes visant à améliorer le climat des affaires. Dans ce cadre, le taux de croissance en 2021 devrait être d'environ 6,2 % en Côte d'Ivoire et de 3 % au Togo. Au Sénégal, la pandémie a retardé la mise en œuvre de projets d'exploitation pétrolière et gazière qui ne devraient pas être lancés avant 2023, cependant, le taux de croissance devrait atteindre 5,2 % en 2021, sous l'effet de la diversification de l'économie. Le taux de croissance au Ghana, quatrième économie de la région, devrait être d'environ 4,1 % en 2021, grâce à la solidité du secteur agricole.

Compte tenu de l'importance de la croissance démographique en Afrique subsaharienne, le taux de croissance prévu du revenu par habitant de la région ne dépassera pas 0,5 % en 2021, ce qui signifie que d'ici la fin de 2021, le revenu moyen par habitant sera inférieur d'environ 6 % à celui de 2019 et sera équivalent à celui de 2012. Les estimations préliminaires indiquent que la pandémie a déjà contribué à ce que des dizaines de millions de personnes en Afrique tombent dans l'extrême pauvreté, un chiffre qui devrait augmenter en 2021, augmentant ainsi l'ampleur des défis auxquels sont confrontées les institutions de financement du développement opérant dans la région.

Au Moyen-Orient et en Asie centrale, le taux de croissance ne devrait être que de 3 % en 2021, en raison des effets négatifs continus de la pandémie de Covid-19 et de la faiblesse des prix du pétrole. Le taux de croissance de l'Arabie saoudite devrait atteindre 3,1 % en 2021, sous l'effet de la hausse de la demande mondiale de pétrole, de l'assouplissement des restrictions à la production et de la croissance régulière des investissements publics reportées pendant la pandémie. Y contribueront aussi la reprise de la demande intérieure associée à la levée progressive des mesures de confinement et certaines autres mesures. Le taux de croissance de la Libye devrait atteindre 7,6% en raison du retour de la production pétrolière à la suite d'un accord de cessez-le-feu.

Dans les états importateurs de pétrole de la région, la croissance devrait être affectée négativement par la faiblesse des investissements liée à l'incertitude persistante due à la pandémie et à la faiblesse de la demande extérieure des principaux partenaires commerciaux, en particulier dans la zone euro. La faiblesse des ressources financières de ces états devrait limiter la mise en œuvre de budgets expansionnistes qui soutiennent la croissance au besoin. Le taux de croissance de l'Égypte devrait ralentir à environ 2,8 %, en raison de la baisse de l'activité touristique et du ralentissement de certains secteurs vitaux tels que l'industrie des laboratoires, et atteindre environ 4,9 % au Maroc, sous l'effet de l'augmentation des rendements agricoles après la sécheresse et la reprise de la demande intérieure à la suite de l'assouplissement des mesures de confinement. Au Liban, qui est confronté à l'une des crises économiques les plus graves de son histoire récente, l'économie devrait continuer à se contracter.

1<sup>er</sup>  
**Chapitre**



**Activité de  
Financement**

## Chapitre Premier

### Activité de Financement

#### Introduction

2020 est la première année de la stratégie 2030 de la Banque et de son huitième plan quinquennal (2020-2024). Ses engagements en cette année ont totalisé environ 780,43 millions de dollars, dont 300 millions de dollars en prêts au secteur public, 95,52 millions de dollars pour le financement du secteur privé, 375,06 millions de dollars pour le financement du commerce, en plus de 9,85 millions de dollars en assistance technique.

Au cours de l'année, la Banque a également participé avec des institutions financières arabes, régionales et internationales au financement de 8 projets du secteur public, et sa part de financement était de 53 % et avec des banques africaines et des entreprises du secteur privé au financement de 5 opérations et sa part de financement était d'environ 31,8 %.

Dans le cadre de l'appui aux États bénéficiaires, pour faire face aux circonstances exceptionnelles de la pandémie de Covid-19, la Banque a fourni plus de 171,2 millions de dollars de financement pour 20 opérations. Ces fonds proviennent des fenêtres des secteurs public et privé, et des dons pour un montant de 142,7 millions de dollars, des allocations de 2020 et la réaffectation de certains actifs inemployés d'activités terminées, atteignant 28,5 millions de dollars.

#### Programme de réponse d'urgence dans le cadre de la pandémie Covid-19

Immédiatement après que l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ait annoncé le 30 janvier 2020 que l'épidémie de Covid-19 était une urgence sanitaire mondiale, la Banque a commencé à suivre l'évolution de la situation et à évaluer ses effets sur ses interventions en matière de développement. Lorsque l'épidémie a été classée comme pandémie mondiale le 11 mars 2020, la Banque a formé une équipe de surveillance et mis en place une cellule opérationnelle virtuelle pour coordonner avec les acteurs combattant la pandémie et les institutions de développement opérant en Afrique, en particulier les institutions du Groupe de Coordination. Le 27 mars 2020, le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé des engagements de 100 millions de dollars en 2020 pour soutenir les états bénéficiaires face à la pandémie.

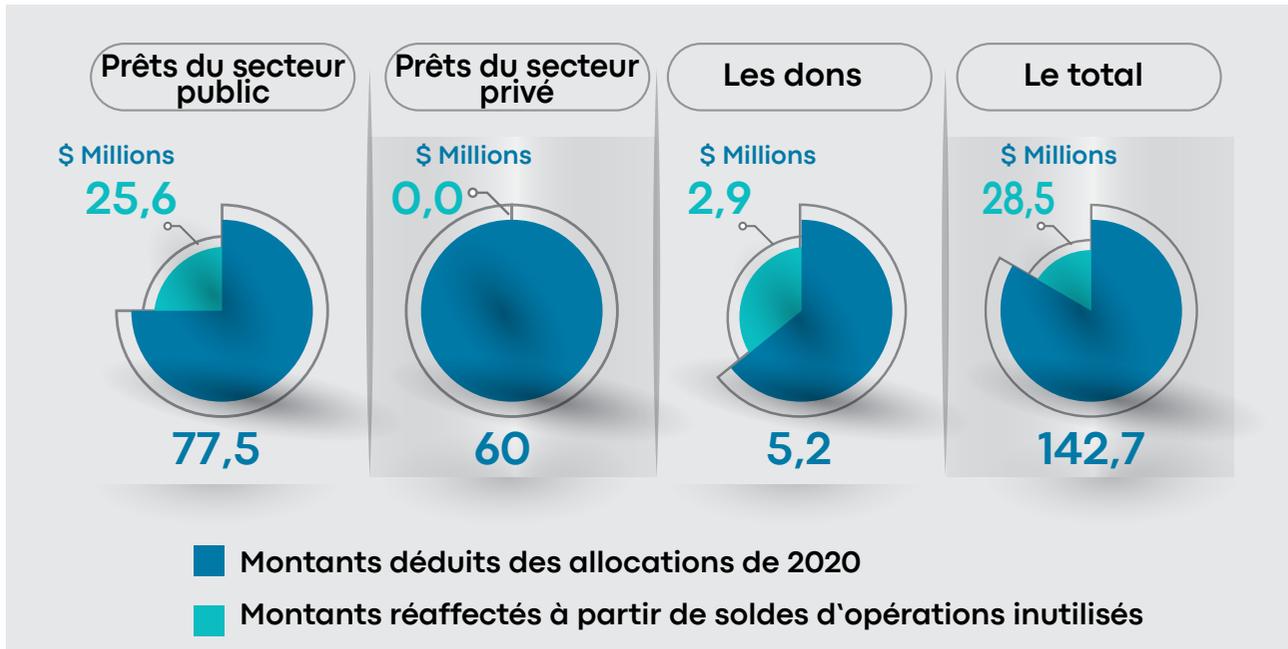
Comme la propagation de la pandémie en Afrique constitue un véritable défi aux économies et aux systèmes de santé des états bénéficiaires, le Conseil d'Administration a approuvé un programme de réponse d'urgence pour aider ces pays, en finançant des opérations pour soutenir leurs plans, caractérisées par leur urgence et la flexibilité de leur mécanisme de mise en œuvre. Des rapports sur ces opérations ont été préparés aussi rapidement que le permet la situation et conformément aux procédures et règlements de la Banque, afin d'assurer la transparence requise dans leur mise en œuvre et de veiller à ce que les objectifs des interventions soient atteints.

Les interventions de la Banque couvrent en priorité le soutien aux infrastructures dans le secteur de la santé, qui représente le maillon le plus important pour limiter la propagation de la pandémie, y compris la fourniture d'équipements médicaux et paramédicaux, de matériel de laboratoire pour les établissements de santé, la fourniture de services de personnels de santé qualifiés, la formation, le renforcement des capacités, les campagnes de sensibilisation et l'échange d'expériences, la fourniture de vaccins et de traitements s'ils sont découverts et adoptés, ainsi que le soutien aux petites et moyennes entreprises et aux programmes de microfinance, ainsi que l'aide à la protection des couches pauvres et vulnérables des sociétés.

Le financement du programme est basé sur les ressources financières suivantes :

- 100 millions de dollars approuvés par le conseil d'administration à déduire des engagements de 2020. (Allocations aux secteurs public et privé et subventions).
- Fonds inutilisés pour des projets et des opérations d'aide technique qui ont été achevés ou qui ne peuvent pas être mis en œuvre, sur la base de ce qui a été adopté par les institutions financières internationales.
- Tout autre montant que le Conseil d'Administration décide d'affecter au programme et de déduire des allocations annuelles

Le nombre d'opérations dans le cadre du programme a atteint 20 opérations pour un coût total de plus de 171,2 millions de dollars, au profit de 16 États africains, en plus de deux opérations régionales. La figure suivante montre la répartition de ces allocations en millions de dollars :



### Total des engagements financiers en 2020

Les engagements financiers totaux de la Banque au profit des états bénéficiaires se sont élevés à 780,43 millions de dollars, dépassant les financements de 2019 qui étaient d'environ 600 millions de dollars, soit de près de 30 %, et ce en raison d'une augmentation de près de 25 %, du financement du secteur public, de plus de 34 %, du secteur privé et du commerce, sachant qu'il y a eu l'introduction de nouvelles allocations pour le commerce africain dans le cadre de l'activité de financement du commerce. Les engagements ont été répartis en fonction des domaines d'intervention tel que décrit dans la figure ci-dessous.



**Tableau (1)**  
**Evolution de l'activité de financement**  
**des opérations de la BADEA 1975-2020**

(millions de dollars)

Année	Secteur public	Assistance technique	Secteur privé	commerce	Total des engagements
1975	85,500	0			85,500
1976	61,800	0,200			62,000
1977	66,240	0,050			66,290
1978	71,620	1,250			72,870
1979	49,070	0			49,070
1980	71,950	0			71,950
1981	75,700	0,326			76,026
1982	90,000	0			90,000
1983	83,150	0,783			83,933
1984	87,050	0,910			87,960
1985	69,440	4,350			73,790
1986	57,805	0,800			58,605
1987	70,673	0,750			71,423
1988	66,100	0,620			66,720
1989	71,450	0,550			72,000
1990	71,960	1,999			73,959
1991	71,988	2,437			74,425
1992	71,810	2,216			74,026
1993	71,974	3,000			74,974
1994	71,993	3,269			75,262
1995	75,000	4,930			79,930
1996	84,960	4,978			89,938
1997	94,857	4,973			99,830
1998	104,950	4,950			109,900
1999	114,520	5,000			119,520
2000	118,990	4,960			123,950
2001	124,200	5,200			129,400
2002	128,990	5,400			134,390
2003	134,390	5,600			139,990
2004	139,200	5,770			144,970
2005	153,950	5,989			159,939
2006	163,720	6,225			169,945
2007	173,100	6,500			179,600
2008	183,250	6,750			190,000
2009	193,000	7,000			200,000
2010	192,000	8,000			200,000
2011	192,000	8,000			200,000
2012	180,000	8,000			188,000
2013	192,000	8,000			200,000
2014	192,000	8,000			200,000
2015	200,000	10,000	50,000	150,000	410,000
2016	210,000	10,000	86,000	200,000	506,000
2017	220,000	9,555	100,000	200,000	529,555
2018	230,000	9,950	100,000	225,000	564,950
2019	240,000	9,960	100,000	256,460	606,420
<b>2020</b>	<b>300,000</b>	<b>9,850</b>	<b>95,520</b>	<b>375,060</b>	<b>780,430</b>

## Les engagements de prêts du secteur public pour 2020 et leur répartition selon les piliers de la stratégie

Sur la base des orientations du huitième plan quinquennal des priorités des états africains bénéficiaires, et l'approbation du Conseil d'Administration de la BADEA pour réaffecter les soldes inutilisés des projets achevés, le total des engagements de prêt du secteur public s'est élevé à 325,7 millions de dollars dont 300 millions de dollars, ce qui représente 100 % de l'allocation pour 2020, en plus des 25,7 millions de dollars réaffectés au financement du secteur public. ces montants sont répartis comme suit

- Un montant de 222,6 millions de dollars d'allocations de 2020 pour contribuer au financement de 6 projets de développement.
- Un montant 77,4 millions de dollars d'allocations de 2020 plus 25,7 millions de dollars réaffectés à partir de prêts approuvés précédemment pour contribuer au financement de 15 opérations de réponse urgente pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

**Tableau(2)**  
**Répartition des prêts du secteur public sur les piliers stratégiques (2019 et 2020) et la réponse urgente**

Domaine du pilier stratégique	Nombre de projets		Montant (millions de dollars)		pourcentage%	
	2019	2020	2019	2020	2019	2020
1) Investissement dans les infrastructures	9	19*	200,5	261,11	83,5%	80,2%
1) Développement des chaînes de valeur agricoles	3	1	35,5	49,55	14,8%	15,2%
2) Développement de l'entrepreneuriat et des PME	2	1**	4	15	1,7%	4,6%
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>240</b>	<b>325,66</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

\*Comprend les interventions de réponse d'urgence à la pandémie de la Covid19 dans le secteur de la santé

\*\*Il s'agit d'une opération d'appui aux PME impactées par la pandémie de la Covid19

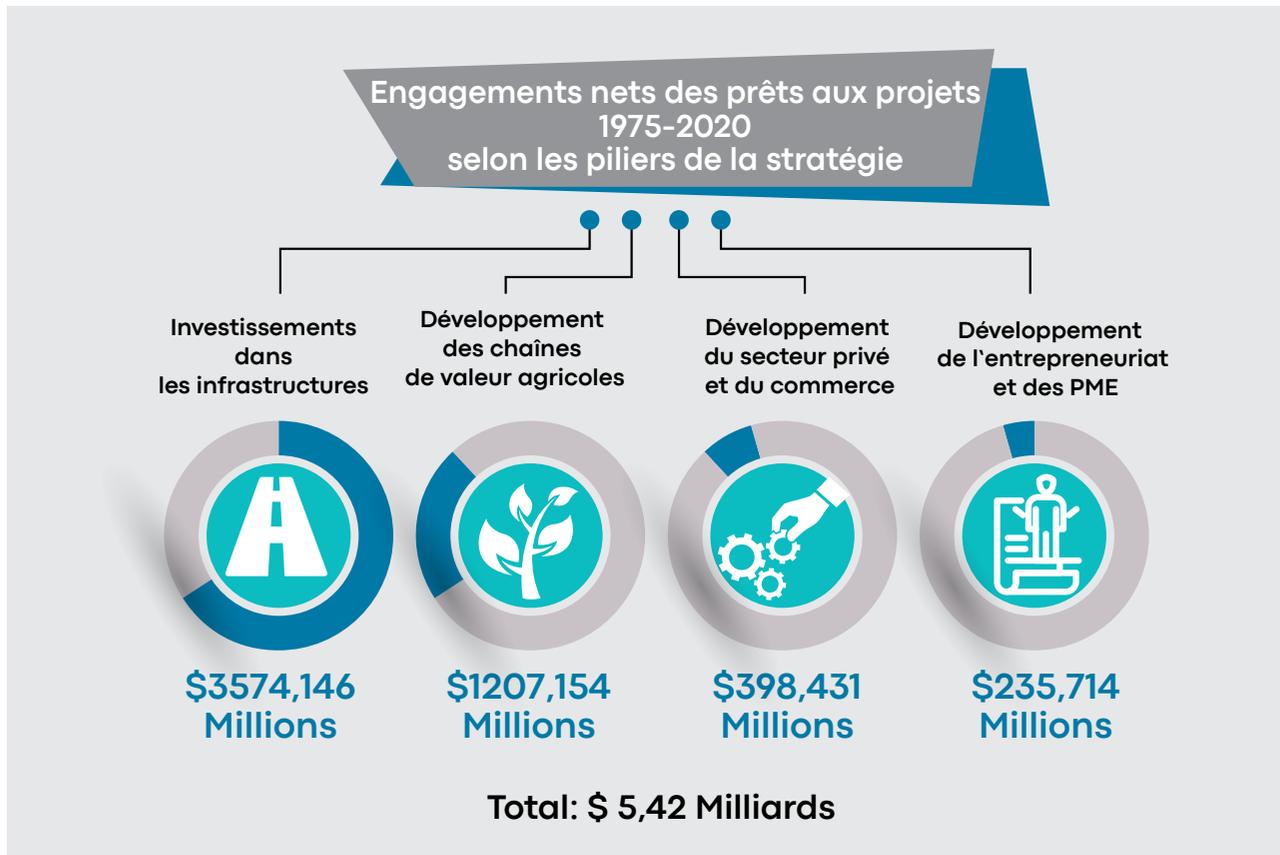
### Conditions de prêt

Le huitième plan quinquennal a établi des affectations de financement à des conditions normales, en plus de la possibilité d'un financement mixte pour les projets. Cet ajout a été fait compte tenu de la forte demande en ressources extérieures des états bénéficiaires et de la prise en compte de la décision des institutions de financement du développement similaires de combiner le financement concessionnel et le financement normal.

Ce mécanisme a permis aux états d'obtenir des prêts avec un volet de subvention proportionnel à leur situation et aux tendances des institutions internationales dans la façon de les traiter. Le taux d'intérêt moyen pondéré était d'environ 2,2% en 2020, contre environ 1,7% en 2019, et la période de remboursement était d'environ 24 ans en 2020, contre environ 18 ans en 2019, et la période de grâce d'environ 5,6 ans, contre environ 6 ans en 2019. La composante moyenne pondérée des subventions pour les prêts de projets du secteur public en 2020 était de 28,6 % contre 34,9 % en 2019. Cette baisse est due principalement au fait que le financement en 2020 comprenait des financements aux conditions normales adoptées par le huitième plan quinquennal, dans l'ordre de 100 millions de dollars américains en plus des financements mixtes.

## Engagements du secteur public et répartition par piliers stratégiques au cours de la période 1975-2020

Le total cumulé des financements de la Banque au cours de la période 1975-2020 était d'environ 6.5 milliards de dollars, dont environ 6.3 milliards de dollars ont été alloués au financement de 718 projets de développement. Les engagements nets de prêt aux projets s'élèvent à environ 5.4 milliards de dollars.



cela en plus des engagements de prêt du FASAA<sup>(1)</sup> dont le total s'est chiffré à environ 214,2 millions de dollars. Les opérations d'aide d'urgence totalisent 12,6 millions de dollars et le financement net, y compris les prêts aux projets et du Fonds de prêt, est d'environ 5,6 milliards de dollars à la fin 2020.

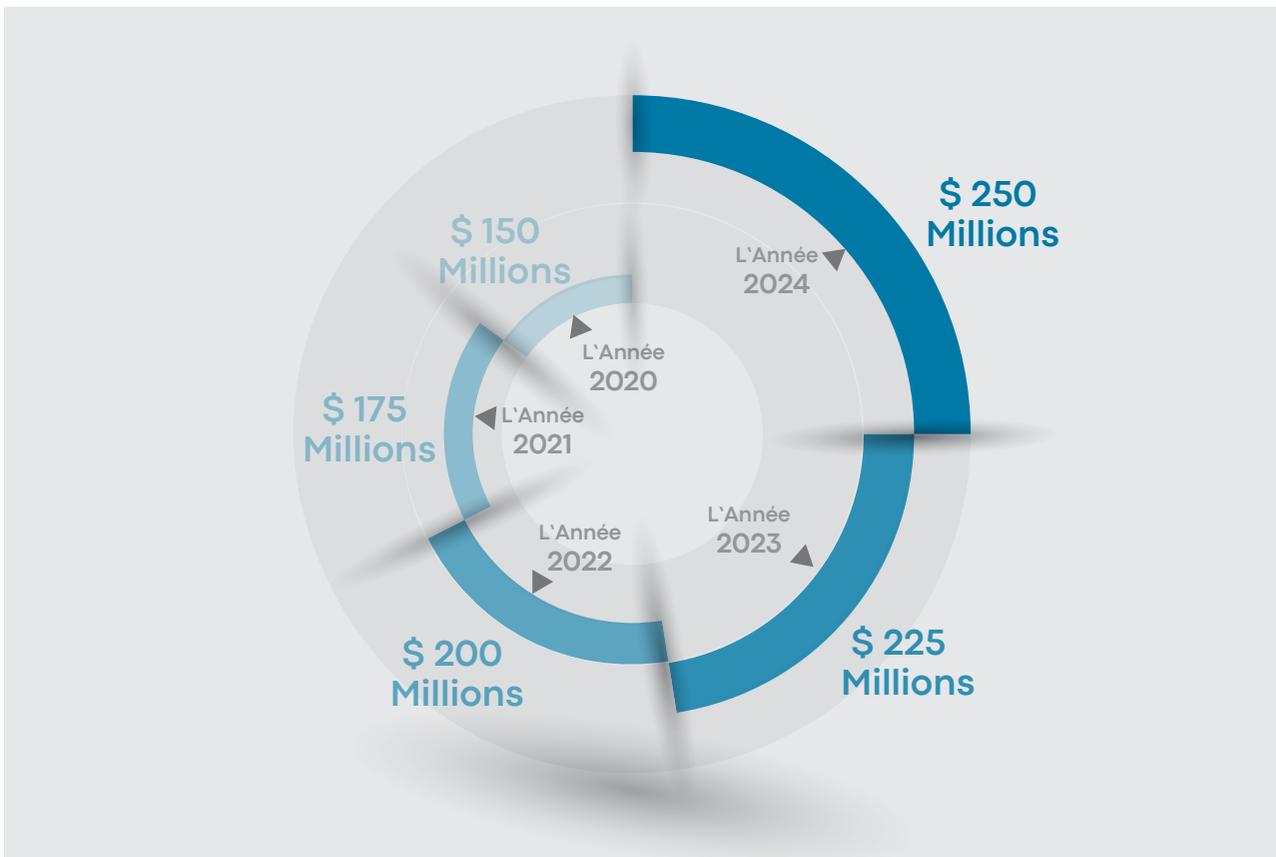
### Financement du secteur privé

La BADEA contribue au financement des opérations du secteur privé dans les états bénéficiaires, soit directement par le biais de prêts accordés aux projets du secteur privé, et les projets de partenariat public-privé ou en finançant des projets et des activités d'entreprises publiques de nature commerciale. Ou encore de manière indirecte en accordant des prêts à des banques commerciales locales et régionales et à des institutions nationales et régionales de financement du développement dans les états bénéficiaires en vue de les réaffecter, sous forme de prêts, au financement des sous-projets du secteur privé. De 1975 à la fin de 2020, le financement total approuvé par la Banque pour les opérations du secteur privé était d'environ 567 millions de dollars. Dans ce cadre, la Banque a

(1) Le Fonds Arabe Spécial d'Aide pour l'Afrique (FASAA) a été créé en novembre 1973 et a commencé ses activités en 1974 pour financer les besoins en devises des états africains (aide à la balance des paiements). Sa gestion a été confiée à la Ligue des Etats Arabes avant d'être transférée à la BADEA en 1976, immédiatement après le démarrage des activités de celle-ci. Ensuite, en 1977, les ressources de ce Fonds ont été fusionnées avec celles de la BADEA et ses attributions suspendues (l'appui non lié aux projets)

contribué, en 2019, au capital de TAMWEEL AFRICA, à hauteur de 10 millions de dollars, comme elle a contribué au capital de la Banque du Commerce et Développement de l'Afrique de l'Est et du Sud avec 10 millions de dollars (2018), et au capital de la Banque Centrafricaine pour le Développement avec un montant de un million sept cent mille dollars (1,700 000 dollars).

Dans le cadre de la Stratégie 2030, la BADEA a identifié des piliers clés pour consolider ses acquis et améliorer son rôle. L'un des piliers est celui du «développement du secteur privé et du commerce pour la croissance et la création d'emplois». Ainsi les allocations au secteur privé ont été augmentées pour atteindre 1000 millions de dollars au cours du huitième plan quinquennal.



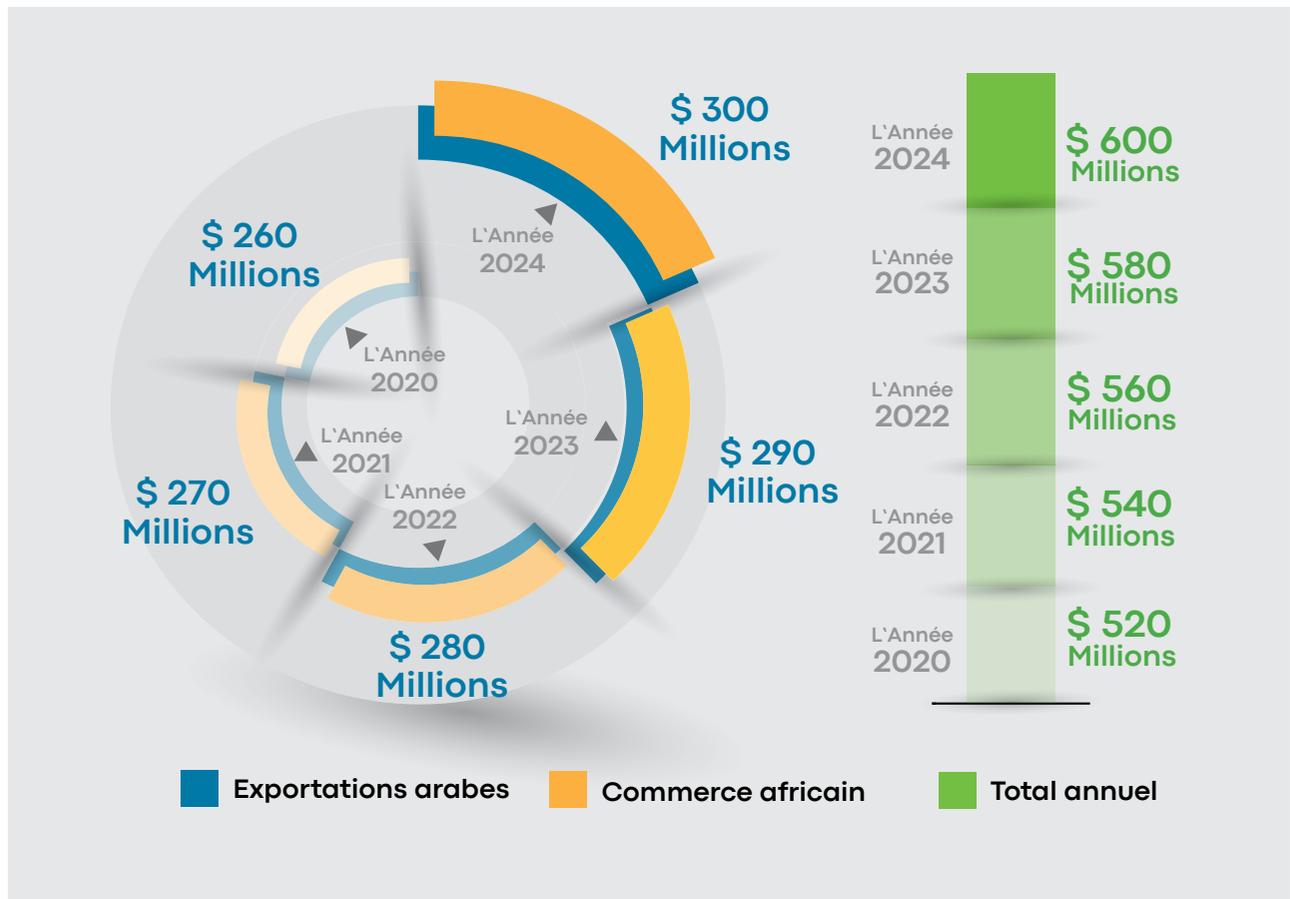
En 2020, quatre prêts ont été accordés, pour un total d'environ 95,52 millions de dollars. Ces prêts ont bénéficié à une compagnie aérienne africaine avec 19 millions de dollars de cofinancement en coopération avec un certain nombre d'institutions financières, à une institution nationale de financement du développement en République du Sénégal pour 13,5 millions d'euros (environ 16,52 millions de dollars), à une institution de financement du développement régional pour 50 millions de dollars et à une institution nationale de financement du développement de la République du Rwanda avec 10 millions de dollars. Les deux dernières opérations font partie du Programme de réponse d'urgence pour faire face à la pandémie de Covid-19.

### Financement du commerce

La Banque s'intéresse au financement des opérations commerciales afin de contribuer à élever le niveau des échanges arabo-africains, à promouvoir le commerce interafricain et à développer les exportations nationales dans les régions arabes et africaines. Dans ce cadre, la Banque a contribué avec 10 millions de dollars au capital de la Banque Africaine d'Import-Export en 1995 et, en 2019, la Banque a accepté d'augmenter sa contribution au capital d'environ 67,67 millions de dollars, comme elle a consenti, en 2020, à utiliser 1,262 million de dollars de sa part des bénéfices de la banque pour l'achat de 62 actions supplémentaires.

En 1997, un programme a été mis en place pour financer les exportations arabes vers les états africains et 100 millions de dollars (montant revolving) lui avaient été alloués, et jusqu'à la fin du programme en 2014, le total des approbations avait atteint 399,5 millions de dollars. Au cours du septième plan quinquennal (2015-2019), la Banque a alloué un montant annuel revolving compris entre 150 et 250 millions de dollars pour financer les exportations arabes.

Dans le cadre du pilier « Développement du secteur privé et du commerce pour la croissance et la création d'emplois », il a été décidé d'augmenter l'allocation du programme à un montant annuel revolving allant de 260 à 300 millions de dollars, en plus d'un nouveau programme pour le financement du commerce africain avec un montant revolving annuel égal au montant du programme pour le financement des exportations arabes.



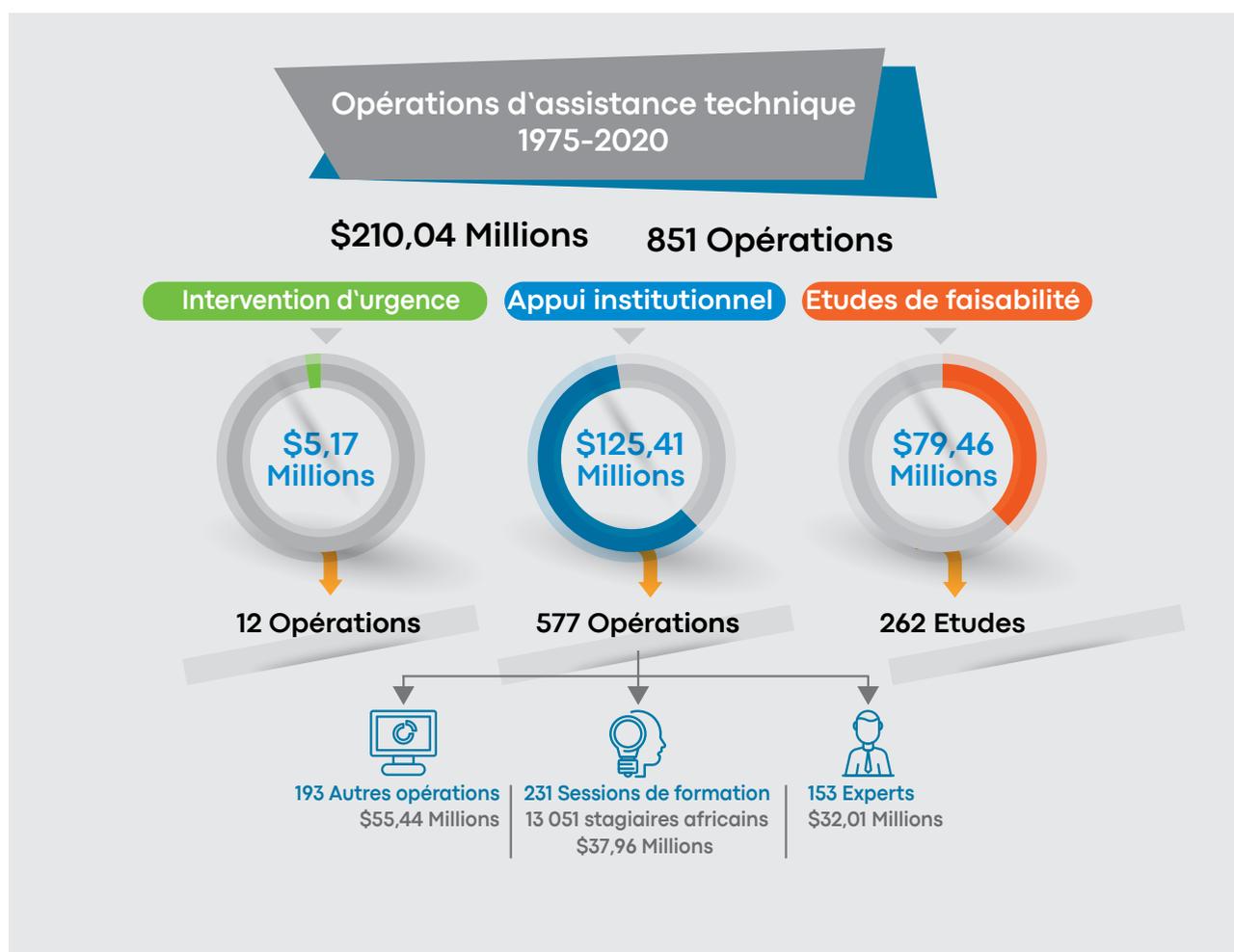
Au cours de l'année 2020, les approbations de financement ont atteint un total d'environ 375 millions de dollars. Les opérations approuvées en 2020 comprenaient 3 opérations de financement des exportations arabes totalisant 200 millions de dollars et 5 opérations dans le cadre du Programme pour le commerce africain, pour un montant de 175 millions de dollars.

Les financements ont bénéficié à une entité souveraine (une institution gouvernementale opérant selon des normes commerciales), une banque centrale nationale, deux institutions régionales de financement du développement, une banque commerciale régionale et une banque commerciale nationale, et ce, au Burkina Faso, au Malawi, en Afrique de l'Ouest, au Togo et en Éthiopie.

## Opérations d'assistance technique

L'assistance technique est fournie aux états africains bénéficiaires et aux organisations régionales africaines, sous forme de dons non remboursables, pour le financement d'études de faisabilité techniques et économiques de projets de développement, le financement d'opérations d'appui institutionnel comprenant diverses activités, dont l'organisation de sessions de formation au profit de cadres africains pour aider à renforcer leurs compétences dans divers domaines, l'envoi d'experts arabes pour que les états bénéficiaires profitent de leurs services, l'organisation d'évènements divers dans les domaines du développement, du commerce et de l'encouragement de l'investissement en Afrique, en plus du renforcement des programmes et initiatives qui améliorent la vie du citoyen africain et la fourniture d'équipements et de matériels pour certaines institutions.

En 2020, environ 9,85 millions de dollars ont été alloués au financement de 28 opérations d'assistance technique, ce qui représente environ 98,5 % des 10 millions de dollars prévus pour l'année. Les opérations comprenaient une étude de faisabilité, deux études sectorielles, la fourniture des services de deux experts, deux opérations d'appui institutionnel par la fourniture d'équipements et de matériels, cinq opérations de formation, une opération d'échange de connaissances et d'expertise et une opération de soutien au portail arabe de développement en plus de deux opérations dans le cadre des prérogatives du Directeur général. Elles ont compris aussi 12 opérations dans le cadre de la réponse à la Covid-19 visant la fourniture d'appareils et d'équipements de laboratoire et de santé.



**Tableau (3)**  
**Evolution des opérations d'assistance technique**  
**1975 - 2020 (en millions de dollars)**

Année	Etudes de faisabilité		Appui institutionnel		Covid 19		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
1975-2004	155	42,63	169	35,61	-	-	324	78,24
2005	7	2,00	21	4,00	-	-	28	6,00
2006	8	2,74	16	3,49	-	-	24	6,23
2007	8	2,91	23	3,59	-	-	31	6,50
2008	8	2,77	23	3,98	-	-	31	6,75
2009	9	3,61	18	3,39	-	-	27	7,00
2010	9	3,28	21	4,72	-	-	30	8,00
2011	7	2,33	24	5,67	-	-	31	8,00
2012	8	2,46	24	5,54	-	-	32	8,00
2013	4	1,56	29	6,44	-	-	33	8,00
2014	6	2,55	23	5,45	-	-	29	8,00
2015	9	3,78	26	6,22	-	-	35	10,00
2016	9	3,15	32	6,85	-	-	41	10,00
2017	3	0,73	37	8,83	-	-	40	9,56
2018	7	2,06	37	7,89	-	-	44	9,95
2019	3	0,30	40	9,66	-	-	43	9,96
2020	2	0,60	14	4,08	12	5,17	28	9,85
<b>Total</b>	<b>262</b>	<b>79,46</b>	<b>577</b>	<b>125,41</b>	<b>12</b>	<b>5,17</b>	<b>851</b>	<b>210,04</b>
Pourcentage(%)	30,79	37,83	67,80	59,71	1,41	2,46	100,00	100,00



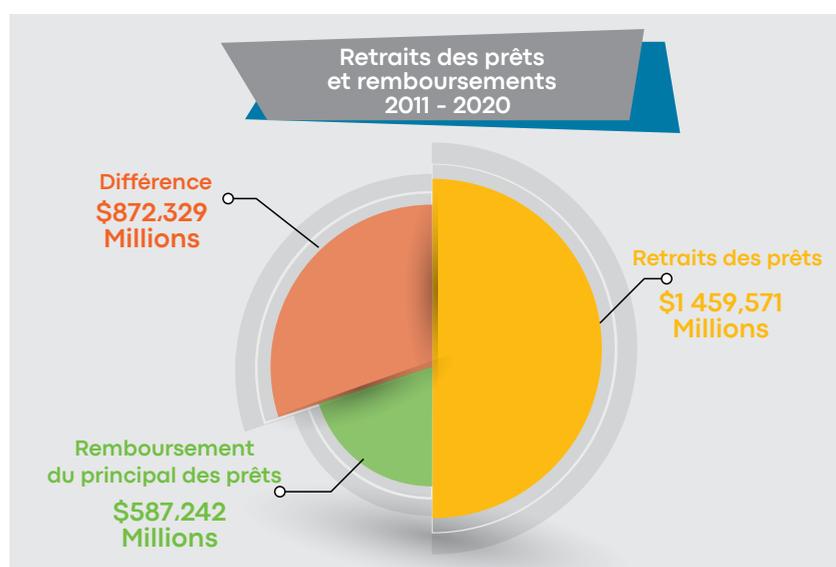
**Tableau (4)**  
**Répartition sectorielle des opérations d'assistance technique**  
**1975 - 2020 (en millions de dollars)**

secteur	infrastructures		agriculture		Industrie		Énergie		finance		Covid19		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Covid- 19</b>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,17	100	5,17	100
<b>Etudes de faisabilité</b>	39,41	49,6	30,9	38,9	2,33	2,9	4,83	6,1	1,99	2,5	-	-	79,46	100
<b>Appui institutionnel</b>														
<b>Les experts</b>	10,42	32,6	7,78	24,3	0,56	1,7	0,24	0,7	13,01	40,7	-	-	32,01	100
<b>Les formations</b>	5,45	14,3	17,30	45,6	2,11	5,6	0,28	0,7	12,82	33,8	-	-	37,96	100
<b>Autres opérations</b>	17,84	32,2	12,15	21,9	1,15	2,1	0,91	1,6	23,39	42,2	-	-	55,44	100
<b>Sous total</b>	33,71	26,9	37,23	29,7	3,82	3,0	1,43	1,1	49,22	39,3	-	-	125,41	100
<b>Total général</b>	<b>73,12</b>	<b>34,8</b>	<b>68,13</b>	<b>32,4</b>	<b>6,15</b>	<b>2,9</b>	<b>6,26</b>	<b>3,0</b>	<b>51,21</b>	<b>24,4</b>	<b>5,17</b>	<b>2,5</b>	<b>210,04</b>	<b>100</b>

### Évolution des engagements et des retraits de prêts et dons pour la période 1975 – 2020

Le total des engagements au titre de prêts pour les deux secteurs public et privé et les dons d'assistance technique s'est élevé, durant la période 1975 – 2020 à environ 6 520,7 millions de dollars, dont 6 310,7 millions de dollars pour les prêts et 210 millions de dollars pour les dons. Cela sans compter les prêts accordés par le Fonds de prêt, qui totalisaient 59 prêts qui s'élevaient à 214,2 millions de dollars. Le passif net s'est élevé à 5 820,5 millions de dollars, dont 5 642,3 millions de dollars pour les prêts et 178,2 millions de dollars pour l'assistance technique, et la différence, entre les engagements globaux et les engagements nets, est de 700,2 millions de dollars, qui sont des annulations, dont certaines représentent des montants restants de prêts à des projets et de dons pour des opérations d'assistance technique achevées

Le total des retraits cumulés à la fin de 2020 s'élevait à 3 748,4 millions de dollars, dont 3 608,7 millions de dollars pour les prêts et 139,7 millions de dollars pour les dons, contre un total de 3 587,5 millions de dollars à la fin de 2019, dont 3 454,4 millions de dollars pour les prêts et 133,1 millions de dollars pour les dons. Quand aux retraits et remboursements, ils ont atteint, en 2020, respectivement, 284 millions de dollars et 172,2 millions de dollars.



**Tableau (5)**  
**Evolution des engagements et des décaissements des prêts**  
**et dons durant la période 1974 – 2020 (millions de dollars)**

année	Engagements							Décaissements		Pourcentage du total des décaissements sur le engagements net et le Fonds
	Secteur public	Assistance technique	Secteur privé	commerce	engagements annuels nets	engagements nets du fonds de prêt	Total cumulé des engagements	Total des décaissements	Total cumulé des décaissements	
1974						79,850	79,850	79,850	79,850	100%
1975	85,500	0			85,500	64,650	230,000	64,650	144,500	63%
1976	61,800	0,200			62,000	56,500	348,300	58,597	203,097	58%
1977	66,240	0,050			66,290	13,244	427,784	20,862	223,959	52%
1978	71,620	1,250			72,870		500,654	55,676	279,635	56%
1979	49,070	0			49,070		549,724	51,956	331,591	60%
1980	71,950	0			71,950		621,674	47,855	379,446	61%
1981	75,700	0,326			76,026		697,374	36,982	416,428	60%
1982	90,000	0			90,000		787,374	36,812	453,240	58%
1983	83,150	0,783			83,933		870,524	39,654	492,894	57%
1984	87,050	0,910			87,960		957,574	41,904	534,798	56%
1985	69,440	4,350			73,790		1 031,364	41,564	576,362	56%
1986	57,805	0,800			58,605		1 089,969	49,214	625,576	57%
1987	70,673	0,750			71,423		1 161,392	35,171	660,747	57%
1988	66,100	0,620			66,720		1 228,112	24,849	685,596	56%
1989	71,450	0,550			72,000		1 299,562	23,631	709,227	55%
1990	71,960	1,999			73,959		1 373,521	23,289	732,516	53%
1991	71,988	2,437			74,425		1 447,946	42,830	775,346	54%
1992	71,810	2,216			74,026		1 521,972	35,393	810,739	53%
1993	71,974	3,000			74,974		1 596 946	22,797	833,536	52%
1994	71,993	3,269			75,262		1 672,208	35,275	868,811	52%
1995	75,000	4,930			79,930		1 752,138	38,879	907,690	52%
1996	84,960	4,978			89,938		1 842,076	42,487	950,177	52%
1997	94,857	4,973			99,830		1 941,906	42,709	992,886	51%
1998	104,950	4,950			109,900		2 051,806	49,726	1 042,612	51%
1999	114,520	5,000			119,520		2 171,326	71,325	1 113,937	51%
2000	118,990	4,960			123,950		2 295,276	56,829	1 170,766	51%
2001	124,200	5,200			129,400		2 424,676	68,056	1 238,822	51%
2002	128,990	5,400			134,390		2 559,066	70,275	1 309,097	51%
2003	134,390	5,600			139,990		2 699,056	77,722	1 386,819	51%
2004	139,200	5,770			144,970		2 844,026	90,389	1 477,208	52%
2005	153,950	5,989			159,939		3 003,965	90,682	1 567,890	52%
2006	163,720	6,225			169,945		3 173,910	109,401	1 677,291	53%
2007	173,100	6,500			179,600		3 353,510	147,834	1 825,125	54%
2008	183,250	6,750			190,000		3 543,510	140,859	1 965,984	55%
2009	193,000	7,000			200,000		3 743,510	132,940	2 098,924	56%
2010	192,000	8000			200,000		3 943,510	124,679	2 223,603	56%
2011	192,000	8000			200,000		4 143,510	136,457	2 360,060	57%
2012	180,000	8000			188,000		4 331,510	123,269	2 483,329	57%
2013	192,000	8000			200,000		4 531,510	135,763	2 619,092	58%
2014	192,000	8000			200,000		4 731,510	134,518	2 753,610	58%
2015	200,000	10 000	50,000	150,000	410,000		5 141,510	145,761	2 899,371	56%
2016	210,000	10,000	86,000	200,000	506,000		5 647,510	149,692	3 049,063	54%
2017	220,000	9,555	100,000	200,000	529,555		6 177,065	181,804	3 230,867	52%
2018	230,000	9,950	100,000	225,000	564,950		6 742,015	252,418	3 483,285	52%
2019	240,000	9,960	100,000	256,460	606,420		7 348,435	265,322	3 748,607	51%
2020	300,000	9,850	95,520	375,060	780,430		8 128,905	283,600	4 032,207	50%

## Opérations régionales

Les projets et opérations d'assistance technique à caractère régional intéressent la Banque, car leur impact positif touche plus d'un pays africain. En 2020, la Banque a contribué au financement d'un certain nombre d'opérations régionales, y compris une formation à la gestion des pesticides périmés, un soutien à l'échange de connaissances et d'expertise entre la République du Sénégal et 10 états africains pour développer la capacité des laboratoires pour le diagnostic des maladies infectieuses; le soutien à la quatrième phase du portail électronique arabe et une étude de faisabilité pour le projet de soutien à l'agriculture durable dans le bassin du fleuve Sénégal.

## Opérations achevées

2020 a vu l'achèvement de 9 projets de développement dans les domaines de l'investissement dans les infrastructures et du développement des chaînes de valeur agricoles et la Banque y a contribué à hauteur de 95,2 millions de dollars, au profit de 8 états africains. Au cours de l'année, 18 opérations d'assistance technique ont également été achevées, pour un coût de 5,64 millions de dollars, dont 1 étude de faisabilité (0,34 millions de dollars), et 17 opérations d'appui institutionnel (5,30 millions de dollars).

## Signature d'accords

En 2020, 20 accords de prêt ont été signés avec 15 états africains et 4 institutions financières et régionales. Le total des prêts accordés dans le cadre de ces accords s'élevait à 336,45 millions de dollars et 67 millions d'euros. 14 accords de prêt avec 12 états africains et deux institutions régionales ont également été déclarés en vigueur, pour un montant total de 246,8 millions de dollars et 7 millions d'euros.

## Contribution à l'allègement du poids de la dette

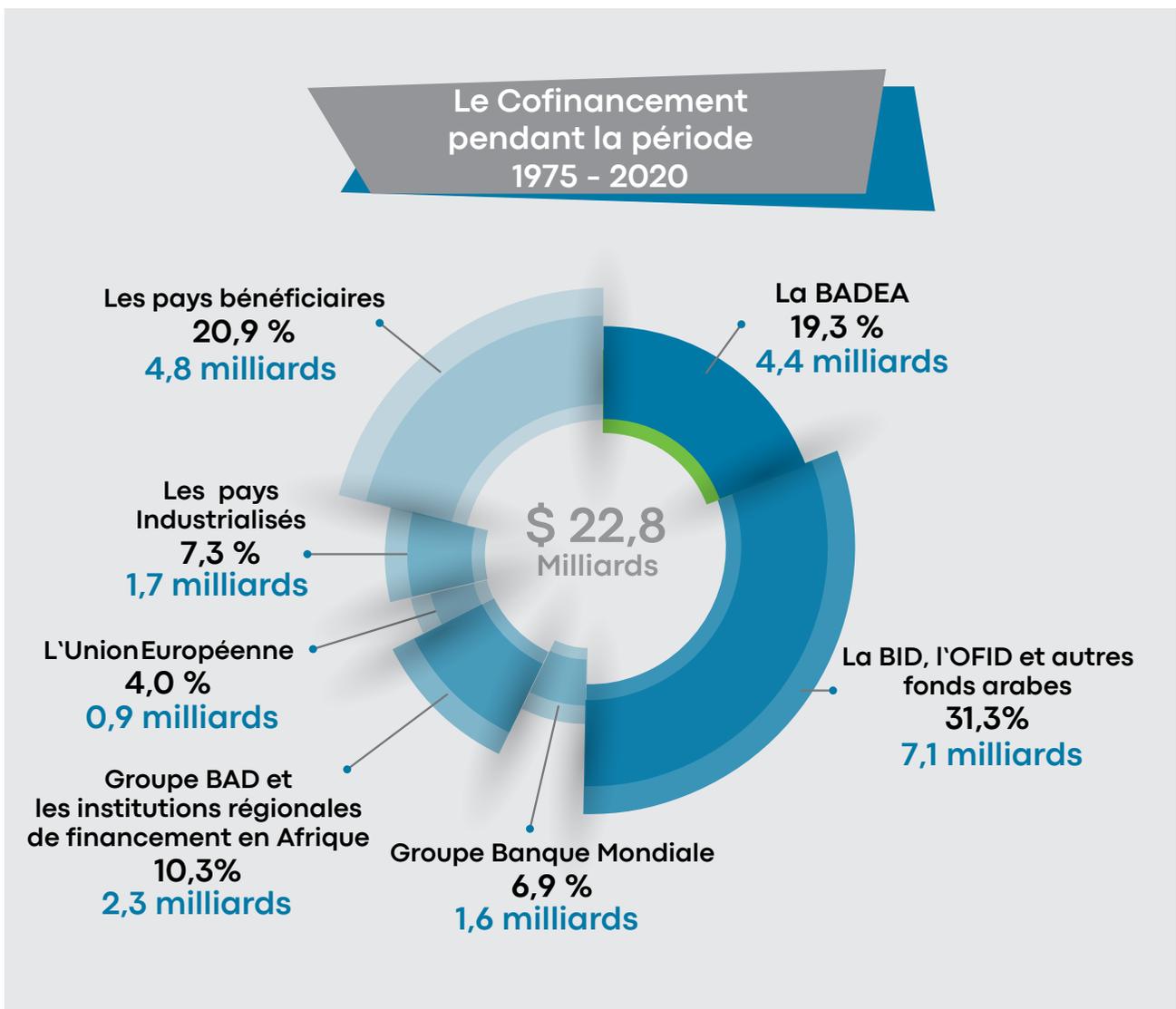
La BADEA contribue à l'allègement du poids inhérent à ses prêts sur les états bénéficiaires de son aide, à travers un système de rééchelonnement du paiement des arriérés. La BADEA participe depuis 1997 à traiter le problème de la dette des états pauvres très endettés (HIPC) dans le cadre de laquelle elle a fourni des aides pour un montant d'environ 258,8 millions de dollars au profit de 29 états africains, répartis comme suit (en millions de dollars):

États	Montant	États	Montant	États	Montant	États	Montant
Ouganda	7,200	Mozambique	11,300	Bénin	2,600	Mali	4,041
Burkina Faso	16,300	Niger	19,600	Ethiopie	6,000	Tanzanie	14,742
Ghana	8,342	Madagascar	1,506	Zambie	11,847	Cameroun	1,904
Malawi	4,216	Sierra Léone	9,766	Sao Tomé & Príncipe	7,011	Burundi	15,808
République Centre-Africaine	8,726	Congo	5,180	Guinée Bissau	7,185	Congo Démocratique	17,906
Togo	0,308	Côte D'Ivoire	1,771	Guinée	10,360	Iles Comores	15,446
Sénégal	5,100	Rwanda	24,312	Tchad	2,284	Gambie	0,817
Liberia	17,270						

## Cofinancement

La BADEA cherche à coordonner avec les institutions de financement, notamment arabes, en matière de cofinancement, compte tenu des possibilités de financement offertes par cette approche pour les grands projets soumis par les états éligibles à son appui. Dans le domaine du cofinancement du secteur public, la BADEA a participé au financement de 8 projets, pour lesquels sa contribution a atteint 53% de leur coût total de 461 975 millions de dollars. Les autres bailleurs de fonds sont: Le Fonds Saoudien de Développement (15,7%), la Banque Africaine de Développement (12%), l'OFID (5%), le PNUD (0,3%) et les gouvernements des états bénéficiaires (14%).

Dans le domaine du financement des opérations du secteur privé et du commerce, la BADEA s'est associée à un certain nombre de banques impliquées dans le financement du commerce en Afrique et à certaines entreprises du secteur privé pour financer 5 opérations, et sa part de financement a atteint 31,84 % de leur coût total d'environ 702 millions dollars.



## 2<sup>ème</sup> Chapitre



**Description  
détaillée des  
Opérations**



## Chapitre Deux

### Description Détaillée des Opérations Approuvées

#### 1/ Réponse urgente à la pandémie de Covid-19

##### Objectifs des opérations

Contribuer à la réalisation de l'objectif 3 des Objectifs du développement durable relatif à la bonne santé et au bien-être. Les interventions urgentes visent en particulier à soutenir les plans des gouvernements qui en bénéficient, pour faire face à la pandémie de Covid-19, en renforçant leurs systèmes de santé, en mettant en œuvre les bonnes pratiques en matière de prévention, en intensifiant la surveillance et le contrôle de la propagation de la maladie au niveau des centres de santé et des lieux publics, et en atténuant ses impacts sociaux et économiques.

Le partie suivante de ce chapitre décrit en détail, ces opérations et les états qui en ont bénéficié.



## République du Bénin

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Montant de l'opération :** 4,06 millions de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un appui aux établissements de santé béninois, à renforcer leurs capacités à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend l'équipement des laboratoires, la mise à disposition d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique, et la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
<b>Réallocation des montants non utilisés des prêts des projets suivants :</b>	
Développement de l'agriculture dans le bassin du fleuve Niger	245,000
Construction de l'Institut Supérieur des Mathématiques et de la Physique de Dangobo	110,000
Construction de la route Kandi-Ségbanga	370,000
Construction d'un pont sur le fleuve Mono	3,060,000
<b>Réallocation des montants non utilisés des subventions suivantes:</b>	
Etude de faisabilité du projet de route à double voie reliant Seme et porto Nuovo	74,000
Services d'un expert arabe dans le domaine des installations portuaires	31,000
Etude de l'impact environnemental et social de la protection du littoral à l'ouest de Cotonou	170,000
<b>Total Général</b>	<b>4,060,000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.

## Burkina Faso

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 15,6 millions de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé du Burkina Faso, à renforcer leurs capacités à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend la dotation des laboratoires, des centres de radiologie et d'imagerie médicale et des salles d'opération, avec les fournitures et les équipements médicaux, la fourniture d'équipements et de matériels de réanimation, la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique, et le soutien à la capacité de l'État à gérer, coordonner, surveiller et communiquer pour sensibiliser le public sur la pandémie et sur les moyens de la prévenir. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations des prêts au secteur public pour l'année 2020	12,000,000
Réallocation des montants non utilisés des prêts des projets suivants :	
Appui aux différentes méthodes de protection des végétaux et des produits agricoles dans la région de « Liptako Gourma »	998,000
Construction de la route "Kongossi-Djibo" , tronçon « Kungoussi-Borgou »	2,002,000
<b>Allocations aux subventions pour l'année 2020</b>	<b>400 000</b>
Réallocation des montants non utilisés des subventions suivantes:	
Etude de faisabilité du projet de route "Kongossi-Jibo-Barabouli" , frontière du Mali	140,000
Etude de faisabilité du projet de route « Tougan-Ouahigoya »	15,000
Etude de faisabilité du projet de route « Tenkodogo-Sangha »-frontière du Togo	45,000
<b>Total Général</b>	<b>15 600 000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.

## République du Tchad

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 8,32 millions de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé du Tchad, à renforcer leurs capacités à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend la dotation des laboratoires en équipements et fournitures médicaux, la fourniture d'équipements et de matériels de réanimation, la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
<b>Réallocation du montant non utilisé du prêt au projet suivant :</b>	
Développement rural dans la région de Salamat	7,860,000
<b>Réallocation des montants non utilisés des subventions suivantes:</b>	
Etude de faisabilité de la route « Droubali-Tchaoui »	450,000
Colloque sur l'investissement et la coopération	10,000
<b>Total Général</b>	<b>8,320,000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.

## République du Zimbabwe

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 10,5 millions de dollars

### **Description de l'opération**

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé du Zimbabwe, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend la dotation des laboratoires avec les équipements et les fournitures médicaux, la fourniture d'équipements et de matériels de réanimation, la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique, et l'acquisition de médicaments. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

### **Financement de l'opération**

La banque a financé cette opération processus à partir de plusieurs sources comme suit :

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour les prêts du secteur public pour l'année 2020	10 000 000
Allocations pour les subventions pour l'année 2020	500 000
<b>Total Général</b>	<b>10 500 000</b>

### **Impact attendu sur le développement**

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République de Côte d'Ivoire

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 5 millions de dollars

### **Description de l'opération**

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé de la Côte d'Ivoire, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend l'équipement et les fournitures médicales des laboratoires et la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
<b>Réallocation des montants non utilisés des prêts des projets suivants :</b>	
Développement rural dans la région de « Baguio »	1 550 000
Autoroute Sigrobo-Yamoussoukro" prêt supplémentaire	3 000 000
<b>Réallocation du montant non utilisé de la subvention suivante :</b>	
Etude de faisabilité technique et économique du projet de route « Divo-Goitri-Kotior »	450 000
<b>Total Général</b>	<b>5 000 000</b>

## Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République du Mali

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 10 millions de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé du Mali, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend l'équipement des laboratoires et des centres de soin en fournitures et équipements médicaux et de matériels de réanimation, la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour les prêts aux projets pour l'année 2020	9 150 000
<b>Réallocation des montants non utilisés des prêts des projets suivants :</b>	
Extension de l'aéroport de la ville de Kayes	450 000
Allocations des subventions pour l'année 2020	250 000
<b>Réallocation du montant non utilisé du prêt au projet suivant :</b>	
Programme général de soins oculaires	150 000
<b>Total Général</b>	<b>10 000 000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République de Madagascar

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 5,5 millions de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé de Madagascar, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend la fourniture d'ambulances aux centres de santé, la fourniture de consommables médicaux et d'équipements de protection individuelle, ainsi que l'équipement des laboratoires en matériel médical et en fournitures. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la banque.

**Financement de l'opération**

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour les prêts aux projets pour l'année 2020	5 000 000
Allocations des subventions pour l'année 2020	270 000
<b>Réallocation des montants non utilisés des subventions suivantes :</b>	
Etude de faisabilité du projet de décorticage du riz et aliments pour le bétail	160 000
Services d'un expert arabe pour appuyer l'Office des routes	14 000
Formation des cadres de la Direction de la dette publique	48 000
Prolongation des services d'un expert arabe pour appuyer l'Office des routes	8 000
<b>Total Général</b>	<b>5 500 000</b>

**Impact attendu sur le développement**

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.

**République de Gambie**

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 0,643 million de dollars

**Description de l'opération**

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé de Gambie, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend l'équipement des laboratoires, la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
<b>Réallocation du montant non utilisé du prêt au projet suivant :</b>	
Extension de la centrale électrique de « Koto »	143 000
Allocations des subventions pour l'année 2020	500 000
<b>Total Général</b>	<b>643 000</b>

## Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République-Unie de Tanzanie

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 1,730 million de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé de Tanzanie, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend l'équipement et les fournitures médicales des laboratoires, la fourniture d'équipements de réanimation et de logistique, la fourniture d'outils de prévention et de surveillance épidémiologique, et le soutien aux efforts de sensibilisation aux risques et l'implication des communautés. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la banque.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
<b>Réallocation des montants non utilisés des prêts des projets suivants :</b>	
Approvisionnement en eau et assainissement de la zone de « Singida »	38 076
Université d'état de Zanzibar	197 877
Route "Marango-Rangwa	14 644
Aéroport Songwe en Zambie	521 361
<b>Réallocation des montants non utilisés des subventions suivantes :</b>	
Etude de faisabilité du projet du nouvel aéroport Masalato dans la ville de Dodoma	122 502
Etude de faisabilité de la réhabilitation et l'extension de l'hôpital de Mnazi Mmoja de zanzibar	99 485
Services d'un expert arabe dans le domaine des routes pour appuyer le ministère du transport et des communications	250 000
Services d'un expert arabe pour appuyer le ministère des finances et du plan de Zanzibar	35 592
Appui au ministère de l'hydraulique	450 000
<b>Total Général</b>	<b>1 729 537</b>

## Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République de la Guinée Equatoriale

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération :** 4 millions de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé de Guinée Equatoriale, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend le renforcement des capacités du laboratoire général, des ressources humaines et des hôpitaux de La Paz (Malabo et Bata), en fournissant du matériel médical, des fournitures de salle de soins intensifs et du matériel pour gérer les cas atteints. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la Banque.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour les projets du secteur public pour l'année 2020	4 000 000
<b>Total Général</b>	<b>4 000 000</b>

## Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République du Libéria

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 1,3 million de dollars

## Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé du Libéria, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend la surveillance épidémiologique, le contrôle des points d'accès, la construction et le traitement de laboratoires, la fourniture de matériel de réanimation et le renforcement des systèmes de prévention des infections. L'opération implique également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la banque.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
<b>Réallocation du montant non utilisé du prêt au projet suivant :</b>	
Projet d'aéroport International Roberts	900 000
Allocation des subventions pour l'année 2020	400 000
<b>Total Général</b>	<b>1 300 000</b>

## Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République du Sénégal

**Date d'approbation :** 12 juin 2020

**Coût de l'opération:** 10,12 million de dollars

### Description de l'opération

L'opération vise à apporter un soutien aux établissements de santé du Sénégal, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et à aider à leur réhabilitation pour qu'ils puissent prendre en charge les cas suspects. Elle comprend la prise en charge des cas infectés et l'amélioration de la capacité de surveiller l'épidémie pour réduire la propagation de l'infection, la fourniture de matériels de réanimation et la mobilisation de ressources logistiques. L'opération comprend également la sélection d'un bureau d'audit pour assurer le suivi de la mise en œuvre de l'opération conformément aux règles et procédures de la banque.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour les projets du secteur public pour l'année 2020	5 800 000
<b>Réallocation des montants non utilisés des prêts des projets suivants :</b>	
Approvisionnement en eau potable dans la région du delta du fleuve « Siné Saloum »»	2 920 000
Assainissement dans la zone de Soulay à Dakar»	1 280 000
<b>Réallocation des montants non utilisés des subventions suivantes :</b>	
Etude de faisabilité du projet de réhabilitation et extension des terrains agricoles dans la région de « Savoini »	91 000
Etude de faisabilité du projet d'assainissement des villes de « Thiès », « kafrine » et « Sédhiou »	10 000
Assistance technique pour appuyer les projets générateurs de revenus au profit de femmes rurales	19 000
<b>Total Général</b>	<b>10 120 000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions médicales et accroître la confiance dans les résultats des tests de laboratoire. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## Guinée Equatoriale

**Date d'approbation :** 14 août 2020

**Coût de l'opération:** 15,4 millions de dollars

### **Description de l'opération**

L'opération consiste à créer une plate-forme de travail impliquant les parties prenantes et les acteurs du secteur privé, à lancer une application pour la gestion des affaires, des projets petits et moyens et des micro-projets et une autre application de paiement numérique, et à créer une plate-forme d'action collective pour développer l'écosystème des secteurs clés (tourisme, agriculture) à travers le volet développement des systèmes informatiques. Dans le cadre de cette opération, un certain nombre de banques locales seront également en mesure de mettre le financement à la disposition d'un certain nombre de sociétés.

### **Financement de l'opération**

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour les projets du secteur public pour l'année 2020	15 000 000
<b>Allocation des subventions pour l'année 2020</b>	400 000
<b>Total Général</b>	<b>15 400 000</b>

### **Impact attendu sur le développement**

On s'attend à ce que la création de plateformes collectives pour les acteurs du secteur privé contribue à la création et à la poursuite de collaborations fructueuses et à l'amélioration de l'environnement de travail, et les applications qui seront conçues contribueront à faciliter la gestion innovante des PME et les microprojets. Le prêt de la banque facilitera également l'accès au financement pour les PME.



## République démocratique Du Congo

**Date d'approbation :** 14 août 2020

**Coût de l'opération:** 10,5 millions de dollars

### **Description de l'opération**

L'opération vise à fournir un soutien aux établissements de santé en République démocratique du Congo, à renforcer leur capacité à diagnostiquer et à examiner les cas suspects et aider à se réhabiliter pour répondre aux cas suspects. Elle comprend la réhabilitation d'un certain nombre de laboratoires, du renforcement des capacités diagnostiques du personnel médical et de la fourniture de certains consommables qui contribuent à réduire la propagation de la pandémie.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour le secteur public pour l'année 2020	10 000 000
Allocation des subventions pour l'année 2020	450 000
<b>Total Général</b>	<b>10 450 000</b>

## Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, accroître les capacités diagnostiques des institutions et du personnel médicaux et renforcer les capacités de certains hôpitaux de réaliser des opérations de réanimation d'urgence. Les interventions pour le développement que reçoit le pays, y compris l'aide de la Banque, devraient soutenir sa capacité future à faire face à la propagation des épidémies.



## République du Tchad

**Date d'approbation :** 14 août 2020

**Coût de l'opération** 7 millions de dollars

## Description de l'opération

L'opération d'intervention d'urgence comporte deux volets, le premier étant l'achèvement de la deuxième phase du Projet de développement local dans la région de Tandjeli, qui a été élaboré avec la coordination et le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du gouvernement tchadien, dans le but de permettre aux habitants de la zone du projet d'exploiter les installations économiques. Le projet comprend la construction du Centre régional des professions (qui comprend un atelier de formation, l'aménagement des terrains d'expérimentation, la construction de bassins à poissons, d'unités de conservation et de transformation et l'entreposage des produits agricoles, des ateliers de fabrication, un centre de communication, un autre commercial et un restaurant, des salles d'hébergement, une unité éducative et un centre de récupération des déchets), et le renforcement des capacités des populations bénéficiaires, ainsi qu'un financement global pour les producteurs et les professionnels. Le deuxième volet comprend le soutien aux femmes et aux filles de la région du lac Tchad pour faire face aux impacts économiques de la pandémie de Covid-19, en finançant des activités génératrices de revenus dans trois villages de la province de « Mamedi », « Matfu », « Maraviakiri » et « Moon », par l'intermédiaire d'associations de femmes dans ces villages.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocations pour le secteur public pour l'année 2020	6 500 000
Allocation des subventions pour l'année 2020	500 000
<b>Total Général</b>	<b>7 000 000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'impact de l'opération sur le développement est le renforcement de la capacité de 500 groupes de production (environ 1 500 familles) dans des activités à fort potentiel, le financement de 500 groupes avec une moyenne de 5 000 \$ et l'accroissement de l'accès à l'eau de 31 % actuellement à 80 % d'ici 2030. L'opération devrait également aider 1550 femmes et filles à faire face aux dommages économiques causés par la pandémie.



## République du Botswana

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Coût de l'opération:** \$0,5 million dollars

### Description de l'opération

L'opération consiste à aider à l'équipement des établissements de santé et des laboratoires nationaux du Botswana, à renforcer leur capacité de diagnostiquer et d'examiner les cas et à les préparer à accueillir les cas suspects.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocation des subventions pour l'année 2020	500 000
<b>Total Général</b>	<b>500 000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays, y compris l'amélioration de l'accès aux services de santé, le soutien à la surveillance des maladies et des épidémies, et les interventions de santé publique. Le programme de développement du pays, y compris l'aide de la Banque, soutiendra dans le futur ses capacités à faire face à la propagation des épidémies.



## République de Namibie

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Coût de l'opération:** \$0,5 million dollars

### Description de l'opération

L'Opération consiste à aider à équiper et préparer les établissements de santé et les laboratoires nationaux en Namibie et à renforcer leurs capacités de détection et d'examen des cas en fournissant un certain nombre d'appareils pour la détection du virus covid-19. Elle contribuera également à renforcer la capacité de ces installations à accueillir les cas suspects.

### Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocation des subventions pour l'année 2020	500 000
<b>Total Général</b>	<b>500 000</b>

### Impact attendu sur le développement

L'opération devrait renforcer les systèmes de santé du pays en augmentant la capacité diagnostique des établissements de santé, et les interventions pour le développement obtenues par le pays, y compris l'aide de la Banque, renforceront sa capacité- à l'avenir - à faire face à la propagation des épidémies.



## République d'Angola

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Coût de l'opération:** \$0,5 million dollars

### Description de l'opération

L'intervention urgente consiste notamment à soutenir les établissements de santé angolais pour les aider à renforcer leurs capacités de détection, de dépistage et de traitement des cas, en fournissant des équipements et des appareils de réanimation afin d'accroître leur capacité d'accueil des cas suspects. L'opération consiste également à fournir des consommables médicaux pour la protection personnelle pour lutter contre la propagation de l'infection.

## Financement de l'opération

Origine du financement	Montant en dollars
Allocation des subventions pour l'année 2020	500 000
<b>Total Général</b>	<b>500 000</b>

## Impact attendu sur le développement

L'impact de l'opération sur le développement est le soutien du secteur de la santé en Angola pour faire face à la pandémie en fournissant 123 appareils et équipements, l'amélioration de l'accès aux services de santé en formant environ 1 000 personnels de santé, en protégeant la population contre l'infection au profit d'environ 10 500 personnes et en augmentant la capacité du pays à faire face à la propagation des épidémies, en particulier la population des 12 provinces frontalières les plus vulnérables.







## 2/ Projets modèles du secteur public

### Transport et distribution d'électricité dans huit provinces

Investissement dans les infrastructures

#### République du Bénin



**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Montant du prêt:** 50 millions de dollars

#### Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif (7) des Objectifs de développement durable relatif à la fourniture d'une énergie abordable et propre, l'objectif N°1 relatif à l'éradication de la pauvreté et objectif 8 relatif au travail décent et à la croissance économique. Plus particulièrement, le projet vise à étendre les réseaux de transport et de distribution d'énergie aux centres urbains et semi-urbains dans huit gouvernorats et à leur fournir de l'électricité, ce qui soutiendra les activités économiques et sociales dans la zone du projet et contribuera à leur bonne mise en œuvre.



#### Description du projet

Le projet comprend l'importation et l'installation de lignes de haute tension de 161 KV, d'une longueur de 108 km, d'une capacité de 63 kV et d'une longueur de 25 km, de 3 stations de transformation d'une capacité de 161/61 kV, 161/20 kV, 63/20 kV et des réseaux de distribution qui comprennent des lignes de moyenne tension de 20 kV, 335 km et basse tension d'une capacité de 0,4 KV sur une longueur est de 220 km, en plus d'environ 240 transformateurs pour distribuer 0,4/20 K.V. et des câbles, de connecteurs et des compteurs pour environ 60 000 abonnés.



#### Financement du projet

Le coût total du projet s'élève à 120,14 millions de dollars, financé par la BADEA à hauteur de 50 millions de dollars (représentant 41,61 % des coûts totaux), par le Fonds Saoudien de Développement à hauteur de 50 millions de dollars (41,61 %) et le gouvernement avec 20,14 millions de dollars (16,78 %).



#### Impact attendu sur le développement

Le projet devrait faire passer l'approvisionnement en électricité à l'échelle nationale de 35.2% en 2017 à 75 % en 2025 et réduire le nombre de pannes de 10 % entre 2019 et 2023, et accroître l'efficacité et la fiabilité de l'approvisionnement en électricité dans la zone du projet en renforçant le réseau de transport et de distribution. Le nombre d'abonnés devrait augmenter d'environ 60 000 entre 2019 et 2023, le taux de pannes techniques d'électricité passera de 23 % en 2015 à 17 % en 2023, et le nouvel aéroport, les logements sociaux et le nouveau quartier administratif de Ouidah pourront avoir de l'électricité.





## Aménagement de la zone industrielle « Fanji » Investissement dans les infrastructures

République de Guinée



**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Montant du prêt:** 28 millions de dollars

### Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'Objectif de développement durable N°(9) visant à stimuler l'industrie, l'innovation, les infrastructures et à atteindre les objectifs du Plan national de développement économique et social (2016-2020). Le projet vise, en particulier, à attirer des investissements dans le secteur des productions industrielles, à accroître le nombre d'entreprises industrielles et à stimuler leur compétitivité, à créer de nouveaux emplois et à améliorer les conditions de vie de la population.



### Description du projet

Le projet comprend la préparation interne et la construction de divers réseaux pour la zone industrielle de Fanji sur une superficie totale d'environ 30 hectares, et ce pour la création de quelque 84 entreprises industrielles dans les industries de l'alimentation, du fer, des produits pharmaceutiques et des matériaux de construction, et fournir toutes les prestations de services pour créer des conditions de travail appropriées qui contribueront à fournir environ 5 000 emplois directs.



### Financement du projet

Le coût total du projet est de 31,50 millions de dollars, financé par la BADEA avec 28 millions de dollars (ce qui représente 88,89 % des coûts totaux) et le gouvernement à 3,5 millions de dollars (ce qui représente 11,11 % des coûts totaux)

### Impact attendu sur le développement

Le projet permettra d'augmenter la contribution du secteur de l'industrie au PIB de 10% en 2018 à 20% en 2030, de l'emploi de 8% en 2015 à 16% en 2030, et les exportations de 1,5% en 2018 à 12,5% en 2030. Le projet devrait faire passer la contribution de l'industrie alimentaire au PIB de 3 % en 2018 à 7% à l'horizon 2030.





## Construction et équipement de l'hôpital universitaire d'Abobo

Investissement dans les infrastructures

République de Côte d'Ivoire



**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Montant du prêt:** 50 millions de dollars

### Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif 3 des Objectifs de développement durable en matière de bonne santé et de bien-être. Le projet vise notamment à fournir des services de santé, à améliorer les conditions de traitement dans la capitale Abidjan, à contribuer à couvrir le déficit en infrastructures du secteur de la santé et à accroître l'efficacité du personnel médical.



### Description du projet

Le projet comprend la construction et l'équipement d'un établissement médical de pointe dans la plus grande municipalité de la capitale Abidjan, contenant deux pôles spécialisés dans les maladies rénales, la dialyse, les maladies infantiles, néonatales et pédiatriques. La capacité de l'hôpital est estimée à 600 lits et 50 appareils de dialyse, y compris divers services médicaux tels que les urgences médicales et chirurgicales, la médecine générale, la chirurgie générale, la gynécologie, la pédiatrie, l'oto-rhino-laryngologie, l'ophtalmologie, la maternité, la dentisterie et les soins intensifs. Le bâtiment se compose de trois étages et de plusieurs ailes contenant la pharmacie, le laboratoire, le centre de radiologie et le service mortuaire. Le projet comprend également des routes intérieures, des parkings, les équipements nécessaires pour la climatisation, l'approvisionnement en eau chaude et froide et des liquides médicaux.



### Financement du projet

Le coût total du projet est de 96.34 millions de dollars, financé par la BADEA avec 50 millions de dollars (représentant 51,9 % des coûts totaux), la Banque Saoudienne de Développement avec 22,72 millions de dollars (23,6 %) et le gouvernement 23,62 millions de dollars (24,5 %).



### Impact attendu sur le développement

Le projet permettra de réduire de 50 % le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et de réduire la mortalité maternelle de 50 % d'ici 2030.



## Construction de la route Tkonko-Btemta-Matrojon (Section: Bitmba-Matrogon) Investissement dans les infrastructures

République de Sierra Leone

**Date d'approbation :** 14 août 2020

**Montant du prêt:** 25 millions de dollars

### Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 8 relatif au travail décent et de la croissance économique, et l'objectif 1 relatif à l'éradication de la pauvreté, en réduisant les coûts du transport et de la mobilité dans la zone du projet pour soutenir les échanges commerciaux, en facilitant l'accès aux sites touristiques pour stimuler l'augmentation du nombre de touristes, en augmentant les possibilités d'emploi et en réglant le problème de l'isolement des zones de production. Le projet contribue également à la construction du réseau routier national et régional intégré reliant les Républiques de Sierra Leone et du Libéria.

### Description du projet

Situé dans une zone relevant administrativement des régions « Bo » et « Bonthe » dans le sud du pays, le projet comprend la construction d'une route asphaltée d'environ 42,5 km, la construction d'installations de drainage des eaux pluviales, des ponts et la fourniture d'équipements de sécurité, ainsi que d'autres travaux qui soutiennent la promotion du développement social dans la zone du projet. Le projet comprend également des services de conseil et l'acquisition de terrains, le soutien à l'unité de mise en œuvre du projet et l'organisation d'un atelier de démarrage des travaux.

### Financement du projet

Le coût total du projet s'élève à 28,8 millions de dollars, financé par la BADEA à hauteur de 25 millions de dollars (ce qui représente 86,8 % des coûts totaux) et par le gouvernement avec 3,8 millions de dollars (ce qui représente 13,2 % des coûts totaux).

### Impact attendu sur le développement

Le projet devrait réduire les coûts de transport de 42,8 % d'ici 2023, réduire le temps de mobilité de 63 % de 5,5 heures à 2 heures d'ici 2026 et faire passer le nombre de véhicules sur la route de 165 véhicules en 2019 à 526 véhicules en 2026.



## Construction et équipement de la Faculté des sciences techniques et une résidence pour étudiants à l'Université de Dori et une résidence pour étudiants à l'Université Fada N'gourma

### Investissement dans les infrastructures

**Burkina Faso**

**Date d'approbation :** 14 août 2020

**Montant du prêt:** 20 millions de dollars

#### Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'Objectifs de développement durable N°(4) relatif à l'éducation, le soutien au capital humain et le développement de la protection sociale. Le projet vise en particulier, à améliorer l'attractivité du Centre Universitaire de Dori et à accroître la capacité d'accueil des étudiants. Il vise également à réduire le taux redoublement dans le centre Universitaire et à l'Université Fada N'gourma, à améliorer la qualité des programmes éducatifs et des capacités des enseignants, à améliorer les conditions d'acquisition des connaissances scientifiques et techniques et à améliorer les conditions de vie des étudiants.

#### Description du projet

Le projet comprend la construction d'une Unité des sciences techniques, des installations sociales et de services pour environ 1 200 étudiants, filles et garçons, de l'Université de Dori. La construction de dortoirs pour les étudiants, garçons et filles, d'une capacité d'environ 1 000 lits chacun, des bâtiments administratifs, des salles d'activités estudiantines et des installations de services intégrés dans les universités de Dori et Fada-N'gourma, ainsi que les infrastructures du site et la clôture extérieure.

#### Financement du projet

Le coût total du projet est de 44,75 millions de dollars, financé par la BADEA à hauteur de 20 millions de dollars (représentant 44,7 % des coûts totaux), le Fonds de l'OPEP pour le Développement International à hauteur de 23 millions de dollars (51,4 %) et le gouvernement pour 1,75 million de dollars (3,9 %).

#### Impact attendu sur le développement

L'impact prévu du projet sur le développement est d'augmenter le taux de scolarisation dans l'enseignement universitaire de 530 étudiants pour 100 000 habitants en 2017, à 829 pour 100 000 habitants en 2030, et d'augmenter la proportion d'étudiants inscrits dans des domaines professionnels qui répondent aux besoins de l'économie nationale de 8 % en 2017 à 30% en 2025. Le projet aura également un impact direct sur l'augmentation du nombre d'étudiants au Centre universitaire polytechnique de Dori, qui passera de 260 en 2017 à 1 200 d'ici 2025.



## Amélioration de la productivité agricole des zones agricoles industrielles intégrées et emploi des jeunes

Développement des chaînes de valeur agricoles

République démocratique fédérale d'Éthiopie



**Date d'approbation :** 27 septembre 2020

**Montant du prêt:** 50 millions de dollars

### Objectifs du projet

Contribuer de façon générale à la réalisation des Objectifs de développement durable N°(1) relatif à l'éradication de la pauvreté et N°2 relatif à l'élimination totale de la faim et de l'objectif N°9 relatif à l'industrie, l'innovation et les infrastructures, en favorisant l'industrialisation agricole durable. Le projet vise en particulier, à atteindre une augmentation significative de la production agricole, en réduisant la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale dans quatre des régions agroindustrielles du Pays, en contribuant à son développement et en fournissant des intrants qui lui sont nécessaires, mais aussi de soutenir les jeunes et de renforcer leurs compétences pour saisir les opportunités de développement de ces zones.



### Description du projet

Le projet contribue à accroître la productivité agricole en développant des systèmes d'irrigation autour de zones agricoles industrielles intégrées dans quatre provinces : Tigray, Amhara, Oromia et les Nations du Sud. Il contribue également à renforcer l'entrepreneuriat des jeunes dans les zones du projet en renforçant leurs capacités à gérer des projets rentables de commerce agricole, et en mettant en place un programme de financement pour aider les jeunes agriculteurs et à permettre aux petites et moyennes entreprises d'accéder au financement nécessaire.



### Financement du projet

Le coût total du projet est de 114 millions de dollars, et la BADEA contribue à hauteur de 50 millions de dollars (ce qui représente 42,93 % des coûts totaux), dont 49,55 millions par le biais d'un prêt et 0,45 million par le biais d'une subvention d'assistance technique. La Banque africaine de développement contribue également à hauteur de 55,2 millions de dollars (50,03 %) à travers le Fonds Africain de Développement et le Gouvernement avec 8,8 millions de dollars (7,04 %).



### Impact attendu sur le développement

Le projet devrait réaliser une croissance économique importante et créer des emplois qui réduiront le chômage des jeunes en attirant, vers les villes agricoles, des investissements privés qui peuvent atteindre 1 milliard de dollars d'ici 2024. Le projet devrait avoir environ 30 000 familles, 2 500 jeunes diplômés et 20 000 jeunes qui n'ont pas obtenu de diplôme universitaire. Le nombre de bénéficiaires indirects devrait atteindre environ 200 000, y compris tous les fournisseurs de services tout au long de la chaîne de valeur, ce qui réduira la proportion de la population rurale vivant sous le seuil de pauvreté, augmentera la production agricole, réduira les importations de matières premières et développera les exportations industrielles.



### 3/ Opérations du secteur privé

#### Prêt au profit d'une compagnie aérienne africaine

Secteur privé

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Montant du prêt:** 19 millions de dollars

#### **Objectifs du crédit et impact sur le développement**

Mise à niveau et accroissement de la flotte de transport aérien de la compagnie emprunteuse. La participation de la Banque à cette opération comporte de nombreux avantages pour le développement, tels que le renforcement des liaisons entre les aéroports, la facilitation des déplacements des investisseurs, des hommes d'affaires, des acteurs économiques et du transport des marchandises, la fourniture de devises fortes pour le pays, la fourniture de services de logistique, de maintenance et de formation à d'autres compagnies aériennes, la création d'emplois pour les citoyens et le développement de leurs compétences dans divers domaines de l'industrie aéronautique, ainsi que l'augmentation des recettes du Trésor public, que ce soit par le biais d'impôts, de frais ou de dividendes.

#### Prêt au profit d' une institution financière

République du Sénégal - Secteur privé

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Montant du prêt:** 13,5 millions d'euros

#### **Objectifs du prêt et impact sur le développement**

Renforcer la capacité de la Banque emprunteuse à financer des projets et des opérations du secteur privé en République du Sénégal, en rétrocédant les ressources de la ligne de financement à ses clients. Depuis sa création, la banque concernée met en œuvre sa mission qui est de contribuer au développement économique en initiant de nouveaux projets et en développant le tissu d'entreprises locales en fournissant des produits et services divers et renouvelables destinés spécifiquement aux entreprises petites et moyennes.



## Prêt à une institution régionale de financement du développement

### Régional - Secteur privé

**Date d’approbation :** 27 août 2020

**Montant du prêt:** 50 millions de dollars

#### Objectifs du crédit et impact sur le développement



Soutenir la continuité des affaires du secteur privé et des institutions financières qualifiées dans le cadre d’une réponse renforcée à la pandémie de la Covid 19. L’institution financière concernée continuera à soutenir les secteurs vitaux dans les économies des États membres afin d’assurer la circulation des biens et des services à l’intérieur et à l’extérieur de leurs frontières, et de fournir des liquidités aux entreprises clientes, en particulier celles qui se concentrent sur des secteurs stratégiques tels que les médicaments, les soins de santé et le commerce agricole.



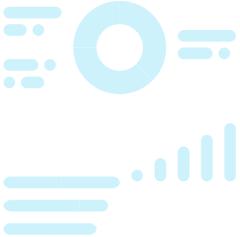
## Prêt à une institution financière

### République du Rwanda - Secteur privé

**Date d’approbation :** 26 octobre 2020

**Montant du prêt:** 10 millions de dollars

#### Objectifs du prêt et impact sur le développement



Soutenir les institutions du secteur privé en République du Rwanda , dans le cadre du programme de la Banque pour le financement du secteur privé, en finançant des projets dans des secteurs économiques clés. On s’attend à ce que ces sous-projets aient un impact important sur le développement en stimulant l’activité économique et en créant des emplois durables, en particulier dans les secteurs des infrastructures, de l’industrie et de l’agriculture, et aussi en soutenant les institutions touchées par la pandémie (Covid-19).



## 4/ Opérations de Financement du Commerce

### 4.1 Exportations arabes

#### **Confirmation de credits documentaires pour une institution financière**

**République démocratique fédérale d'Éthiopie - Exportations arabes**

**Date d'approbation :** 27 août 2020

**Montant du prêt:** 75 millions de dollars

#### **Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement**

La confirmation et escompte des crédits documentaires conjoints pour une institution financière en coopération avec une institution régionale de financement du développement, dans le but d'importer des biens stratégiques d'origine arabe en Éthiopie. La ligne de financement vise à stimuler les exportations arabes vers les pays africains non arabes, à aider à fournir des biens stratégiques, à diversifier les opérations et les produits de financement de la Banque, contribuant ainsi à améliorer les chances de croissance économique, d'augmentation des revenus nationaux, de sécurité alimentaire et de développement du secteur de la santé.

#### **Confirmation et déduction de crédits documentaires pour une institution financière**

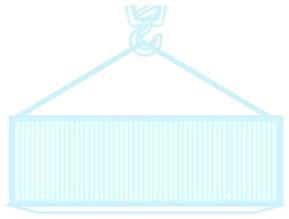
**République Démocratique fédérale d'Éthiopie - Exportations arabes**

**Date d'approbation :** 27 août 2020

**Montant du prêt:** 75 millions de dollars

#### **Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement**

La confirmation et escompte des crédits documentaires conjoints pour une institution financière en coopération avec une institution régionale de financement du développement, dans le but d'importer des biens stratégiques des États arabes en Éthiopie. La ligne de financement vise à soutenir les exportations arabes vers les états africains non arabes et à renforcer les relations de coopération avec les institutions de financement du développement actives dans le financement du commerce et avec les banques commerciales africaines ; ce qui augmente ses chances de réussite. Elle contribue à la diversification des opérations et des produits de financement de la Banque ; ce qui contribue à renforcer la croissance économique, à fournir les produits nécessaires, à la sécurité alimentaire et au soutien au secteur de la santé.



## Ligne de financement au profit d'une institution de financement du développement régionale en Afrique de l'Ouest

### Régional - Exportations arabes

**Date d'approbation :** 26 octobre 2020

**Montant du prêt:** 50 millions de dollars

#### Objectifs de ligne de financement et impact sur le développement

Soutenir les exportations arabes vers les états d'Afrique de l'Ouest en accordant une ligne de financement à une banque régionale active dans la région. La ligne de financement vise à assurer la sécurité alimentaire des états d'Afrique de l'Ouest et à réduire la facture des importations en obtenant des semences et des engrais pour le secteur agricole à partir des états arabes d'une part, et financer les exportations de biens tels que le coton et les produits agricoles d'autre part. Ces ressources stimulent également la croissance économique, fournissent de la main-d'œuvre et augmentent le revenu de la population.



### 4.2 Commerce africain

## Ligne de financement commune au profit d'un état d'Afrique de l'Ouest, en coopération avec une institution de financement du commerce international

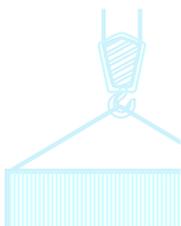
### Commerce africain

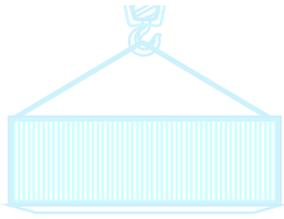
**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Montant du prêt:** 10 millions d'euros

#### Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

Promouvoir le secteur cotonnier du pays bénéficiaire en permettant au producteur de l'exporter à l'étranger. La ligne de financement contribue au développement et à l'amélioration des affaires des entreprises actives dans ce secteur et dans d'autres secteurs associés à la chaîne de valeur de la culture du coton, ainsi qu'au renforcement de la base productive, à la stabilisation de la population et à la réduction de l'exode rurale. L'opération devrait avoir un impact positif sur la croissance du revenu national et augmenter les recettes en devises de l'État, renforçant ainsi la balance commerciale et de la balance des paiements.





## Ligne de financement commune au profit d'un état d'Afrique de l'Ouest en coopération avec une institution de financement du commerce international

Commerce africain

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Valeur du prêt :** 35 millions d'euros

### objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

Promouvoir le secteur cotonnier du pays en permettant au producteur de l'exporter à l'étranger. La ligne de financement contribue au développement et l'amélioration des affaires des entreprises actives dans ce secteur et dans d'autres secteurs associés à la chaîne de valeur de la culture du coton, ainsi qu'au renforcement de la base productive, à la stabilisation de la population et à la réduction de l'exode rurale. L'opération devrait avoir un impact positif sur la croissance du revenu national et accroître les recettes en devises de l'État, renforçant ainsi la balance commerciale et de la balance des paiements.



## Ligne de financement au profit d'une institution Ouest Africaine de Financement du Développement

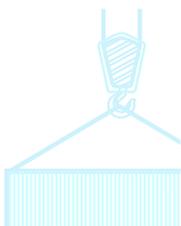
Régional - Commerce africain

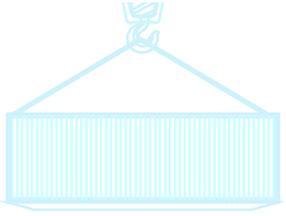
**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Valeur du prêt :** 50 millions de dollars

### Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

Fournir à la banque emprunteuse les ressources financières nécessaires au financement des opérations relatives à l'agriculture (production agricole, importation d'intrants, campagnes agricoles de collecte de la spéculation agricole) et de l'énergie, et pour continuer à soutenir ses clients : entreprises, institutions du secteur privé et banques locales, en particulier celles établies dans les états de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest. La ligne de financement soutient également les exportations nationales des huit États membres de la banque en question et contribue au maintien des emplois existants et à la création de nouveaux emplois, contribuant ainsi à la croissance économique.





## Ligne de financement structurée revolving au profit de la Banque Centrale d'un état de la région sud-africaine

Régional - Commerce africain

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Valeur du prêt :** 30 millions de dollars

### Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

Promouvoir le commerce intra-africain et soutenir et développer le commerce africain destiné au monde entier, la banque emprunteuse rétrocédant les ressources de la ligne de financement à ses clients par l'intermédiaire de ses diverses banques secondaires pour produire et exporter des biens et des produits d'origine africaine, ce qui stimulera les secteurs productifs de l'Afrique subsaharienne.



## Ligne de financement pour un groupe bancaire africain

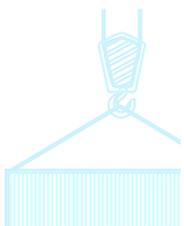
Régional - Commerce africain

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Valeur du prêt :** 40 millions de dollars

### Objectifs de la ligne de financement et impact sur le développement

Promouvoir le commerce intra-africain et soutenir et développer le commerce africain destiné au monde entier, la banque emprunteuse rétrocédant les ressources de la ligne de financement à ses clients par l'intermédiaire de ses diverses banques secondaires pour produire et exporter des biens et des produits d'origine africaine, ce qui stimulera les secteurs productifs de l'Afrique subsaharienne.





## 5/ Opérations d'assistance technique

### 5.1 Opérations pilotes d'assistance technique

#### **Expert arabe pour appuyer le Ministère de l'économie, des finances et de la planification**

##### Guinée Equatoriale

**Date d'approbation :** 26 février 2020  
**Don :** 320 000 \$

#### **L'objectif de l'aide**

Appuyer le Ministère de l'économie, des finances et de la planification de la République de Guinée Equatoriale en fournissant les services d'un expert arabe pendant deux ans.

L'expert contribuera à renforcer les capacités de la direction générale des organisations économiques et financières internationales du ministère dans le domaine de la gestion des projets de développement et lui permettra d'acquérir de l'expérience, de mobiliser les ressources du Groupe de Coordination Arabe et d'attirer des investissements extérieurs pour combler le déficit de financement du plan national, en plus de contribuer au développement de la coopération avec la Banque.

#### **Impact prévu sur le développement**

Transférer l'expertise dans les domaines du suivi et de la mise en œuvre des projets et de la mobilisation des ressources extérieures aux cadres de la Direction générale des organisations économiques et financières internationales du Ministère, ce qui contribuera à attirer les investissements étrangers et à combler le gap dans le financement des projets gouvernementaux.



## **Appuis institutionnel à l'enseignement de la langue arabe**

### République du Tchad

**Date d'approbation :** 26 février 2020  
**Don :** 180 000 \$

#### **Objectif de l'aide**

Soutenir les efforts du Gouvernement tchadien en faveur de l'enseignement de la langue arabe et de la diffusion de la double culture linguistique, par le développement des capacités des cadres scientifiques et techniques dans le domaine de la langue arabe, améliorer les capacités des enseignants et des apprenants pour la maîtriser, et développer leurs méthodes d'enseignement en utilisant des méthodes pédagogiques modernes.

#### **Impact attendu sur le développement**

L'aide devrait contribuer à l'enseignement de l'arabe pour 50 dirigeants administratifs et 120 élèves, garçons et filles, dans 4 écoles francophones et former en arabe 60 enseignants et 100 fonctionnaires de différentes administrations publiques.



## **Formation à la gestion des pesticides périmés**

### Régional

**Date d'approbation :** 26 février 2020  
**Don :** 160 000 \$

#### **Objectif de l'aide**

renforcer les capacités des cadres chargés de la gestion des pesticides périmés dans les états africains Francophones, afin de réduire les effets négatifs de ces produits sur la santé de la population et sur l'environnement.

#### **Impact prévu sur le développement**

L'aide devrait aider à former et à développer les capacités de 20 professionnels agricoles dans le domaine de l'élimination des pesticides, et à contribuer à réduire les risques environnementaux en éliminant des tonnes de pesticides périmés.

## Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes

### République de Sierra Leone

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Don :** 200 000 \$

#### Objectif de l'aide

Appuyer le Programme d'entrepreneuriat des jeunes en République de Sierra Leone pour renforcer les efforts de l'État visant à réduire le chômage et la pauvreté et à créer des emplois pour les jeunes, réduisant ainsi l'émigration illégale massive.

#### Impact attendu sur le développement

On s'attend à ce que l'aide serve à former 500 cadres (dont 50 % de femmes) de jeunes entrepreneurs et de PME en phase de démarrage.



## Plan d'investissement dans les chaînes de valeur du coton (FAO)

### République du Mali

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Don :** 300 000 \$

#### L'objectif de l'aide

Élaborer un plan visant à développer les chaînes de valeur du coton en attirant des investissements dans le secteur, en augmentant la production et la valeur ajoutée locale et en améliorant la compétitivité, ce qui contribuera à créer des emplois supplémentaires, à améliorer les revenus des familles des agriculteurs et à contribuer à la réduction de la pauvreté.

#### Impact attendu sur le développement

Élaborer un plan d'investissement dans les chaînes de valeur du coton en République du Mali sur la base de données factuelles et mobiliser les ressources nécessaires à sa mise en œuvre.



## Appui au Ministère des finances, de la planification économique et du développement

### République du Malawi

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Don :** 180 000 \$

#### Objectif de l'aide

Soutenir les capacités des cadres de la Direction de la dette et de l'aide du ministère dans plusieurs domaines, dont les plus importants sont : la gestion, le suivi et l'évaluation des projets, la mobilisation des ressources financières, la gestion des dossiers et de l'information, et aussi fournir des moyens technologiques modernes afin de contribuer à renforcer les capacités de la direction.

#### Impact attendu sur le développement

La fourniture d'équipements à la Direction de la dette et de l'aide, comprenant un serveur Internet, 8 ordinateurs de bureau, 10 ordinateurs portables et 5 imprimantes, ainsi que la formation de 15 cadres de la Direction.



## Projet pilote visant à autonomiser les femmes

### République de Guinée

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Don :** 500 000 \$

#### Objectif de l'aide

Soutenir les activités génératrices de revenus pour les femmes afin d'améliorer leurs conditions de vie en contribuant à structurer les associations de femmes actives dans la transformation des produits agricoles, en construisant et en équipant des installations pour transformer certains produits agricoles tels que le riz, le millet, les légumes et les fruits, et former les femmes rurales aux techniques de transformation et de mise en conserve des produits agricoles, en entrepreneuriat et en gestion des microentreprises.



### **Impact attendu sur le développement**

Fournir des équipements, y compris 40 broyeuses céréalières, 40 décortiqueuses et 20 fours à vapeur, et former 2 100 cadres féminins dans les domaines de la transformation et du stockage de produits agricoles, de l'entrepreneuriat, de la gestion de microentreprises et de la commercialisation des produits, en plus de la gestion de projet, qui comprend les frais de suivi et évaluation des projets.



## **Projet pilote visant à améliorer la sécurité alimentaire dans les zones touchées par la salinité**

### **République du Togo**

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Don :** 500 000 \$

### **Objectif de l'aide**

Réduire la pauvreté et soutenir la sécurité alimentaire des petits agriculteurs, en particulier des femmes dans les zones touchées par la salinité, leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie en introduisant des cultures résilientes à la salinité, en utilisant les meilleures pratiques en matière de gestion agricole et en développant des chaînes de valeur, et en renforçant les capacités des agriculteurs et des vulgarisateurs agricoles.

### **Impact attendu sur le développement**

Contribuer à réduire l'expansion des terres menacées par une salinité élevée et à accroître la productivité des cultures, améliorant ainsi la sécurité alimentaire.



## **Microfinance pour l'autonomisation des personnes ayant des besoins spécifiques**

### **République de Gambie**

**Date d'approbation :** 26 février 2020

**Don :** 500 000 \$

### **Objectif de l'aide**

Renforcement des capacités des personnes

ayant des besoins spécifiques, le développement de leurs aptitudes et compétences, à travers leur formation dans le but de les insérer dans le circuit économique, leur permettre d'exercer les activités génératrices de revenu et d'accéder aux sources de financement adéquates pour leurs affaires.

### **Impact attendu sur le développement**

Former environ 245 personnes ayant des besoins spécifiques en entrepreneuriat afin qu'elles développent leurs compétences et leurs idées novatrices, créent de petites entreprises et les équiper en matériel de couture, de broyeuses et de réfrigérateurs, et contribuer à leur capital opérationnel.



## **Echange de connaissances et d'expériences entre le Sénégal et 10 états africains**

### **Régional**

**Date d'approbation :** août 2020

**Don :** 500 000 \$

### **Objectif de l'aide**

Renforcer le partenariat entre la Banque, la Banque Islamique de Développement et l'Organisation Islamique Internationale de financement du commerce pour soutenir les efforts de l'Afrique subsaharienne pour contrer les risques de la pandémie de Covid-19 en les aidant à développer leurs capacités à prévenir la propagation de l'infection et en leur fournissant les moyens de surveillance et de communication contre les risques de l'épidémie.

### **Impact attendu sur le développement**

Améliorer la préparation et la réponse des états africains pour atténuer les effets de la pandémie de Covid-19 en partageant les connaissances et l'expertise, en créant un réseau de coordination et de coopération entre les laboratoires médicaux pour diagnostiquer les maladies infectieuses en Afrique, en renforçant les capacités techniques de quelque 200 techniciens de laboratoire et en fournissant une plate-forme pour l'apprentissage en ligne et le partage des connaissances et de l'expertise.



## Projet d'appui à l'amélioration de la productivité agricole et l'emploi des jeunes

République démocratique fédérale d'Éthiopie

**Date d'approbation :** 27 septembre 2020  
**Don :** 450 000 \$

### Objectif de l'aide

Financement des coûts totaux de l'atelier de lancement du projet, de l'évaluation à mi-parcours, du rapport d'achèvement du projet et l'appui à sa cellule de mise en œuvre, afin de finaliser le projet de construction de zones industrielles agricoles intégrées dans le cadre du «Deuxième Plan National de Croissance et de Transformation 2015 -2019 »en Éthiopie, ce qui comprend l'augmentation de la capacité de production et de l'efficacité des secteurs productifs en améliorant la qualité et la compétitivité, en particulier dans le secteur agricole, qui est considéré comme un secteur vital et une source importante de devises.

### L'impact attendu sur le développement

Améliorer la production et la productivité dans les zones voisines des zones industrielles de 15%, porter la contribution de l'industrie agricole au PIB à environ 7%, attirer les investissements privés vers les villes agricoles pour atteindre un milliard de dollars d'ici 2024, réduire la pauvreté dans les zones rurales à 16% et le taux de chômage à 12% d'ici 2024, et soutenir environ 30 000 familles (dont 40% de femmes) et 2 500 jeunes diplômés, en plus d'environ 200 000 personnes bénéficiant indirectement du projet.



## Etude de faisabilité du projet d'agriculture durable dans le bassin du fleuve Sénégal

Régional

**Date d'approbation :** 27 septembre 2020  
**Don :** 300 000 \$

### Objectif de l'aide

Préparer une étude de faisabilité technique et économique, des avant-projets, des estimations de coûts et un diagnostic environnemental d'un

projet d'appui à l'agriculture durable dans le bassin du fleuve Sénégal, dans le cadre d'un programme régional d'amélioration des cultures irriguées dans le bassin du fleuve Sénégal à l'horizon 2025.

### L'impact attendu sur le développement

Introduire des techniques d'irrigation modernes, développer des pratiques hydroponiques, diversifier les cultures en introduisant des cultures de grande valeur, augmenter la production et la productivité du riz, parvenir à l'autosuffisance alimentaires et augmenter les revenus des agriculteurs.



## Appui à la quatrième étape du portail arabe de développement

Régional

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020  
**Don :** 160 000 \$

### Objectif de l'aide

Cette assistance s'inscrit dans le cadre des contributions antérieures de la Banque à la mise en place du portail de développement arabe, qui a été créé par le Groupe de Coordination Arabe en 2006. L'assistance couvrira les honoraires du consultant qui a été chargé d'achever le transfert du portail au Fonds monétaire arabe.

### Impact sur le développement

Il est prévu que l'assistance contribue à fournir un moteur de recherche dynamique et efficace, à mener des recherches sur les indicateurs grâce à l'utilisation de la liste déroulante d'indicateurs et à permettre à la fonction d'imprimer des mots-clés en anglais dans l'interface arabe pour obtenir une liste d'indicateurs en arabe, et vice versa.





## Autonomisation économique des femmes rurales

### République de Côte d'Ivoire

**Date d'approbation :** 09 décembre 2020

**Don :** 400 000 \$

#### Objectif de l'aide

L'autonomisation économique d'un groupe de femmes rurales dans la commune d "Alipai", située à 45 kilomètres au nord-est de la capitale économique "Abidjan" et de la région "Gbêkê" dans le centre de la Côte d'Ivoire, par la mise en œuvre d'une opération dans le domaine de la coiffure et de la couture dans la commune de "Alipai", et une opération dans le domaine de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles à Bouaké, Sakasso et Diabo dans la région de Gbêkê.

#### L'impact attendu sur le développement

Améliorer la prise de conscience des femmes de leurs droits et opportunités de participation économique et sociale, créer des activités génératrices de revenus, former à la commercialisation de produits et services, garantir l'accès aux marchés locaux et former 70 femmes à la coiffure et à la couture et 100 femmes à la transformation et au marketing de la production agricole.



## Expert pour aider l'Angola à améliorer la performance de son portefeuille de projets

### République d'Angola

**Date d'approbation :** janvier 2020

**Don :** 15 000 \$

#### Objectif de l'aide

Amélioration de la performance du portefeuille de projets de la République d'Angola financés par la Banque, en accélérant la signature par les autorités angolaises des deux accords de prêt approuvés en mars 2017 et le démarrage

effectif de la mise en œuvre des deux projets, et la signature de l'aide-mémoire de mission que la banque a envoyé en Angola en août 2019 pour évaluer un projet agricole et démarrer la mise en œuvre effective du projet après son approbation par la Banque, en plus de la présentation de la BADEA, de sa nouvelle stratégie 2030 et de son huitième plan quinquennal aux autorités et aux représentants du secteur privé et des banques commerciales en Angola.

#### L'impact attendu sur le développement

Améliorer les opportunités de coopération entre la BADEA et la République d'Angola, dans le but d'accélérer le rythme de mise en œuvre des projets et les opérations d'assistance technique financés par la Banque.



## Plan directeur de fourniture de services d'adduction d'eau et d'assainissement

### République de Guinée

**Date d'approbation :** décembre 2020

**Don :** 18 000 \$

#### Objectif de l'aide

Contribuer à la réalisation de l'objectif n ° 6 des objectifs du développement durable relatif à l'approvisionnement en eau potable en République de Guinée et en Tunisie en général, et financer des services de conseil pour préparer un schéma directeur de fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en République de Guinée en particulier.

#### L'impact attendu sur le développement

Contribuer à la fourniture de services d'eau potable et d'assainissement en République de Guinée.



## 5-2 Dons dans le cadre du programme de réponse urgente à la pandémie de COVID-19

**Date d'approbation :** juin, août et décembre 2020

**Don :** 5,17 millions de dollars

### **Objectif de l'aide**

S'intégrer dans les efforts internationaux de réponse d'urgence pour faire face à la pandémie de Covid-19 et atténuer les dommages causés par celle-ci, en améliorant les capacités du secteur de la santé dans 12 états africains pour lutter contre cette pandémie. Les objectifs de l'assistance fournie sont - globalement - d'équiper et de réhabiliter les établissements de santé pour accueillir et traiter les cas suspects, et fournir des outils et des systèmes de surveillance et de prévention pour limiter la propagation des infections.

**Le tableau ci-dessous détaille ces opérations :**

Etat	Montant (milliers de dollars)	Date d'approbation
Mali	250	Juin 2020
Burkina Faso	400	
Zimbabwe	500	
Madagascar	270	
Gambie	500	
Libéria	400	
Congo Démocratique	450	Août2020
Guinée équatoriale	400	
Tchad	500	
Botswana	500	Décembre 2020
Namibie	500	
Angola	500	

## **6/ Don exceptionnel pour la République du Soudan**

En décembre 2020, l'Honorable Conseil des Gouverneurs a approuvé l'octroi à la République du Soudan d'un don exceptionnel de 10 millions de dollars, pour contribuer à atténuer les impacts économiques et sociaux de la pandémie de la Covid-19 et les graves dommages résultant de la saison des crues sans précédent survenues au cours de l'année 2020.



La Vision	Le message	Objectives
-----------	------------	------------



“Pour que la Banque soit la principale plateforme de coopération économique arabo-africaine pour le développement durable.”



« Renforcer la coopération économique arabo-africaine, grâce au soutien financier, aux investissements et l'appui technique ».



- ◆ Identifier et développer les opportunités de coopération économique stratégique entre les états arabes et africains et les renforcer.
- ◆ Contribuer de manière créative à la réalisation du Développement Durable et de la transformation structurelle des états africains à la lumière des objectifs du Développement Durable et de l'Agenda 2063 de l'Afrique.

## 7/ Mise en œuvre de la stratégie 2030 de la BADEA

### A / Préambule

À travers sa stratégie 2030, la BADEA cherche à répondre de manière proactive à un monde en mutation, dans lequel de nombreuses économies des états africains et arabes subissent des transformations majeures, à travers lesquelles les états cherchent à répondre aux besoins des générations de leur jeunesse ambitieuse. La stratégie 2030 de la Banque est considérée comme un cadre permettant à la Banque de jouer son rôle de plate-forme pour soutenir les partenariats arabo-africains et de saisir les opportunités disponibles pour servir la coopération arabo-africaine à la lumière de la transformation des deux régions en un marché émergent de plus d'un milliard de personnes. La stratégie vise à continuer à soutenir les efforts de développement économique et social des états africains d'une part, et à réaliser l'intérêt arabo-africain commun d'autre part. Pour atteindre ses objectifs stratégiques et mettre en œuvre son huitième plan quinquennal avec efficacité, et pour assurer sa durabilité financière, la Banque a travaillé à fournir les instruments organisationnels et humains en renforçant la gouvernance, en mettant en place un comité des risques et un comité des avantages et rémunérations, émanant du Conseil d'Administration et en l'adoptant un cadre de gestion des risques en modernisant la structure organisationnelle approuvée en 2017.

La modernisation a compris, surtout, la création du Département des opérations - le secteur privé et le financement du commerce- et le Département des opérations - le secteur public. Il a aussi concerné l'attachement du développement, de la stratégie, de l'intégrité, de la conformité et de l'évaluation ex post au Bureau du Directeur Général, et la mise du Département des technologies de l'information et de la communication sous la supervision directe du Directeur Général, le changement de la dénomination des départements de la Direction des Investissements et le rattachement, sur le plan administratif du Bureau du Caire au Département des ressources humaines et administratives. En plus, deux salles ont été construites et aménagées (cabine de pilotage, cockpit) et un bureau pour gérer les projets émanant de la cabine de pilotage (Bureau de gestion des projets).

Le nombre d'emplois dans l'organigramme est également passé de 204 à 237, dont 62% sont des postes de direction et des postes professionnels. Dans le cadre de la volonté de la Banque de former des ressources humaines qualifiées pour lui permettre d'atteindre ses objectifs, elle a commencé en 2016 à mettre en œuvre le programme Professionnels Débutants, à travers lequel les professionnels des départements de la banque sont formés pour une durée allant de 2 à 3 ans, et bénéficient en plus de sessions de formation dans des institutions opérant dans le même domaine. Dans le même contexte, la Banque continue de former et de développer les compétences de ses cadres et elle s'est appuyée pour cela sur une étude d'évaluation des besoins en formation réalisée par un bureau de conseil international.

### B / Cohérence du financement en 2020 avec les axes de la stratégie

Le huitième plan quinquennal de la Banque précisait les ratios de financement selon les domaines stratégiques, en tenant compte de la flexibilité dans la répartition entre ces ratios, pendant la période de mise en œuvre du plan. En 2020, les allocations se sont élevées à 970 millions de dollars et les approbations effectives à 780 millions de dollars. Le tableau ci-dessous montre les pourcentages de financement programmés et ce qui a été réalisé en 2020.

Domaine stratégique	Niveau minimal	Niveau maximal	Cible	Montants de financement	Pourcentage
Investissement dans les infrastructures	35%	45%	40%	241,798	31%
Développement des chaînes de valeur agricoles	15%	25%	20%	251,26	32%
Développement du commerce et du secteur privé	30%	40%	35%	210,58	27%
Développement de l'entrepreneuriat et des PME	4%	6%	5%	76,78	10%

## C/ fiche de performance pour l'année 2020

	2020		2024		2025	
	3	4	6	7	9	10
<b>Financement du commerce et développement du secteur privé</b>	2020	2024	2020	2024	2020	2025
Nouvelles opportunités d'emplois	4,200	225,000	274,500			
Volume des échanges arabo-africains (millions de dollars)	337	2,250	3,240			
<b>Les PME et l'entrepreneuriat</b>	2020	2024	2025			
Nombre de bénéficiaires de microfinancements	35	175	360			
<b>Renforcement des capacités</b>	2020	2024	2025			
Nombre de bénéficiaires des formations	5620	29700	46890			
<b>Infrastructures</b>	2020	2024	2025			
Nombre de bénéficiaires des infrastructures (millions d'âmes)	3,602	64	102			
Nombre de bénéficiaires des services sociaux de base (milliers d'âmes)	464	990	1587			
<b>Chaines de valeur agricole</b>	2020	2024	2025			
Nombre d'agriculteurs bénéficiant des infrastructures (milliers d'âmes)	75	477	757			
Les bénéficiaires des intrants et des services de conseils (milliers d'âmes)	1.6	95	125			
Agriculteurs bénéficiant de financements (milliers d'âmes)	1.6	19.1	30.3			

### Résultats pour les Bénéficiaires

	2020		2024		2025	
	5	8	10	17		
<b>Performance opérationnelle</b>	2020	2024	2025			
Approbations d'opérations (secteurs public et privé) (m.d)	405,371	3350	8865			
Décaissements des opérations (secteurs public et privé) (m.d)	160	1428	1628			
% Reintégration/ décaissements	%55	%55	%65			
Cofinancement	1:4	1:5	1:6			
Documents de stratégies par pays	-	44	44			
Nouveaux produits et services	5	20	32			
% de rapports de réalisation de projets	-	50%	100%			
% de rapports d'évaluations ex post	-	%5	%10			
<b>Gestion des ressources humaines</b>	2020	2024	2025			
% degré de satisfaction des employés	%70	%90	%92			
Ratio de professionnels dans la gestion des opérations	%87	%90	%90			
<b>Efficience des procédures institutionnelles</b>	2020	2024	2025			
% des procédures électroniques/papier	%65	%70	%100			
Temps moyen du cycle de projet (mois)	68	60	45			
% de la mise en œuvre des initiatives et plans de travail	-	%88	%92			
<b>Positionnement stratégique institutionnel</b>	2020	2024	2025			
Degré de satisfaction des bénéficiaires	%70	%80	%90			
Nombre de partenariats	25	35	46			
<b>Durabilité financière</b>	2020	2024	2025			
Structure des actifs (investissement /prêts)	1.7	0.8	0.5			
Taux de croissance des actifs	%0.7	%13.4	%14			
% de retour sur investissement dans les portefeuilles	%1.2-	%3.6	%3.8			
% du rendement des capitaux propres	%0.8-	%2.5	%2.5			

### Indicateurs de Performance

# 3<sup>ème</sup> Chapitre



## Ressources Financières

## **TROISIÈME PARTIE**

### **Ressources Financières**

#### **Situation financière au 31 décembre 2020**

L'actif net de la Banque à la fin de 2020 s'élevait à 5 376,251 millions de dollars contre 5 133,301 millions de dollars à la fin de 2019. L'augmentation de 242,950 millions de dollars représente un bénéfice net pour 2020 de 275,135 millions de dollars, moins la subvention de 32,185 millions de dollars allouée conformément à une décision du Conseil des Gouverneurs (résolution d'adoption n ° (2) de 2020).

#### **Capital**

Le solde du capital au 31 décembre 2020 était de 4 200,000 millions de dollars contre 3 999,271 millions de dollars au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 200,729 millions de dollars. Cette augmentation représente la capitalisation de la part impayée par certains États membres de l'augmentation de capital d'ici la fin du 31 mars 2020, une déduction de la réserve conformément à la résolution n ° (5) de 2019 du Conseil des Gouverneurs de la Banque, qui prévoit une opportunité pour les états qui n'ont pas versé leur contribution à l'augmentation du capital de le faire jusqu'à fin mars 2020.

#### **Réserve générale**

Le solde de la réserve générale était de 901,116 millions de dollars à la fin de 2020 contre 812,178 millions de dollars à la fin de 2019, soit une augmentation de 88,938 millions de dollars, représentant le bénéfice net pour l'année 2019 de 321,852 millions de dollars moins 32,185 millions de dollars, la valeur de la subvention qui a été allouée selon la décision du Conseil des Gouverneurs n ° (2) pour l'année 2020 et le montant de 200,729 millions de dollars transféré de la réserve au capital pour capitaliser le part impayée par certains États membres dans l'augmentation de capital d'ici la fin mars 2020, conformément à la décision du Conseil des Gouverneurs de la Banque n ° (5) de 2019

#### **Allocations pour les prêts et le financement du Commerce**

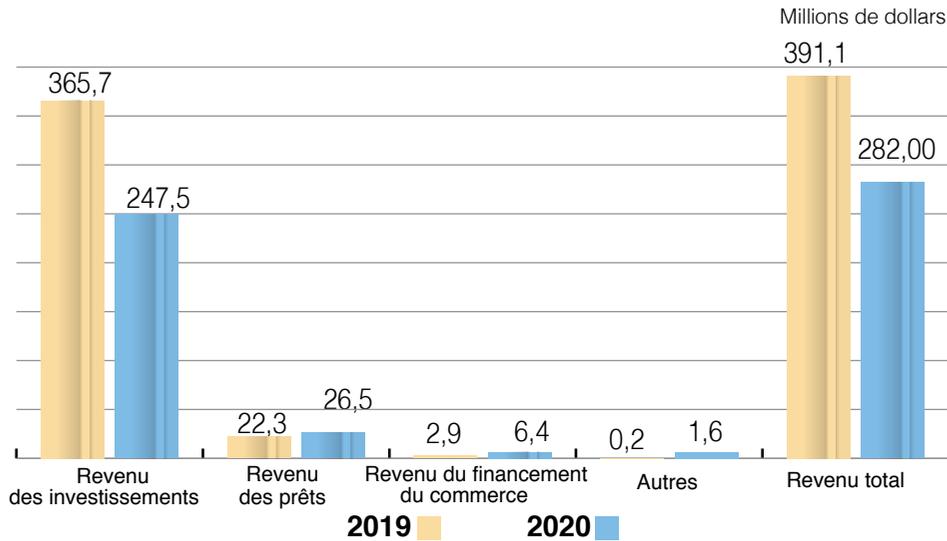
Le solde des allocations pour les prêts et pour le financement du commerce était, fin décembre 2020, de 26,993 millions de dollars, contre 46,372 millions de dollars fin décembre 2019 soit une diminution de 19,379 millions de dollars.

#### **Revenu brut**

Le revenu total de la banque en 2020 était de 282,030 millions de dollars, contre 391,098 millions de dollars en 2019, soit une diminution de 109,068 millions de dollars. Il convient de noter à cet égard que les ressources liquides de la banque sont utilisées dans les dépôts bancaires à court terme, les portefeuilles à revenu fixe, les portefeuilles d'actions et le portefeuille de financement du commerce mondial, à la lumière d'une politique d'investissement prudente et de lignes directrices et de contrôles spécifiques qui tiennent compte des besoins en liquidité et de la diversification des outils d'investissement, tout en préservant le capital et en réalisant les meilleurs rendements disponibles.

L'un des résultats les plus positifs de cette politique est peut-être la préservation des actifs de la Banque et l'obtention de revenus supérieurs au total que la Banque aurait pu obtenir si ses investissements se limitaient exclusivement aux dépôts bancaires ou aux portefeuilles de titres à revenu fixe ou aux portefeuilles d'actions, comme la diminution des revenus résultant de l'un des domaines d'investissement, est compensée par l'augmentation des revenus réalisés dans un autre domaine d'investissement.

## Graphique n ° (1) Détails de la performance des revenus à la fin de 2020 et 2019

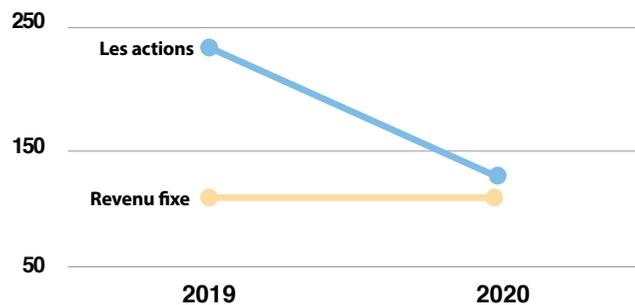


Revenu des investissements revenue des prêts revenu du financement du commerce Total du revenu

Il ressort du graphique que les revenus des investissements ont diminué de 118,2 millions de dollars en 2020 par rapport à 2019, les revenus de prêts ont augmenté de 4,2 millions de dollars et les revenus du financement du commerce ont augmenté de 3,5 millions de dollars. Les raisons objectives de la baisse des revenus des investissements en 2020 peuvent être clarifiées en analysant ses composantes, comme le montrent les données ci-dessous :

La diminution est principalement attribuable à une diminution des revenus des portefeuilles de titres à revenu fixe de 6,9 millions de dollars, à une diminution des revenus des portefeuilles d'actions de 107,6 millions de dollars et à une diminution des revenus des dépôts bancaires et des comptes à vue de 7,4 millions de dollars. La baisse des revenus des portefeuilles d'investissement est due à la baisse de la performance des actions et des titres à revenu fixe au cours de l'année 2020, comme le montre le graphique n ° (2) :

## Graphique n ° (2)

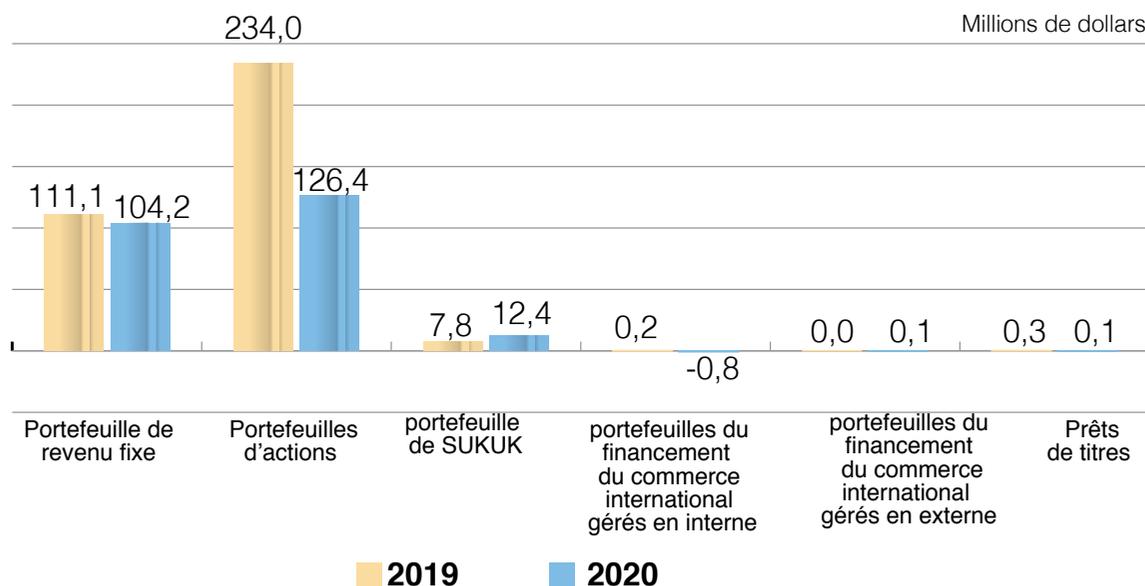


La baisse des revenus des portefeuilles d'investissement est principalement attribuée à la moins bonne performance des marchés boursiers et obligataires mondiaux au cours de l'année 2020 par rapport à 2019. Notons qu'un montant de 237 millions de dollars a été retiré des deux portefeuilles des actions et du financement du commerce mondial - portefeuilles gérés en externe.

**Tableau n ° (1)**  
**Composition des revenus d'investissements en portefeuilles**  
**fin 2020 comparés à ceux de 2019**

Revenu des portefeuilles d'investissements	2020	2019	Différence
	Millions de dollars	Millions de dollars	Millions de dollars
<b>Revenu fixe</b>			
Revenu des obligations	32,7	33,2	(0,5)
Intérêts sur les dépôts et comptes à vue	0,3	0,3	-
Revenu des transactions	80,5	36,2	44,3
(Pertes) / bénéfices non réalisés	(23,6)	40,7	(64,3)
Différence de change et d'évaluation de dérivés	19,2	5,2	14,0
Frais de gestion et de conservation	(4,8)	(4,4)	(0,4)
<b>Total</b>	<b>104,2</b>	111,1	(6,9)
<b>les actions</b>			
Répartition des dividendes des actions	13,3	18,4	(5,1)
Intérêts sur les dépôts et comptes à vue	0,3	0,4	(0,1)
Revenu des transactions	68,2	90,2	(22,0)
Bénéfices non réalisés	43,8	113,0	(69,1)
Différence de change et d'évaluation de dérivés	2,7	13,9	(11,2)
Frais de gestion et de conservation	(2,0)	(1,9)	(0,1)
<b>Total</b>	<b>126,3</b>	234,0	(107,6)
<b>Financement du commerce international</b>			
Revenu du financement du commerce international	(0,6)	0,2	(0,8)
Frais de gestion et de conservation	(0,2)	-	(0,2)
<b>Total</b>	<b>(0,8)</b>	0,2	(1,0)
<b>SUKUK</b>			
Marge de bénéfices sur Sukuk	10,9	10,9	-
Différence de change et d'évaluation de dérivés	1,6	(3,1)	4,6
<b>Total</b>	<b>12,4</b>	7,8	4,6
<b>Prêts de titres</b>	<b>0,1</b>	0,3	(0,2)
<b>Total Général</b>	<b>242,4</b>	<b>353,4</b>	<b>(111,0)</b>

**Graphique n ° (3)**  
**Composition des revenus d'investissements en portefeuilles fin 2020 comparés à ceux de 2019**



## Dépenses

Les dépenses totales en 2020 se sont élevées à 26,3 millions de dollars, contre 27,6 millions de dollars en 2019. Les dépenses comprenaient des dépenses administratives de 19,7 millions de dollars et des subventions pour l'assistance technique d'un montant de 6,6 millions de dollars, contre 19,8 millions de dollars et 7,8 millions de dollars en 2019.

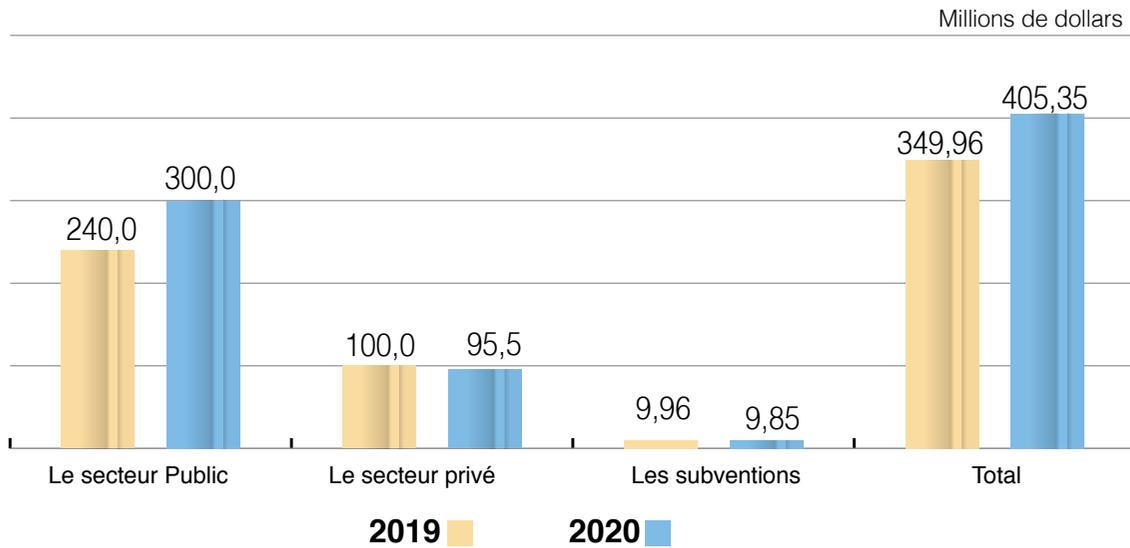
## Revenu net

Le revenu net a atteint 275,135 millions de dollars en 2020, contre 321,852 millions de dollars en 2019 soit une baisse de 46,717 millions de dollars soit un taux de 14,5% ce qui s'explique essentiellement par le recul des performances des portefeuilles d'actions et du revenu fixe, en raison de l'impact négatif de la pandémie de la Covid19 en 2020.

## Engagements financiers

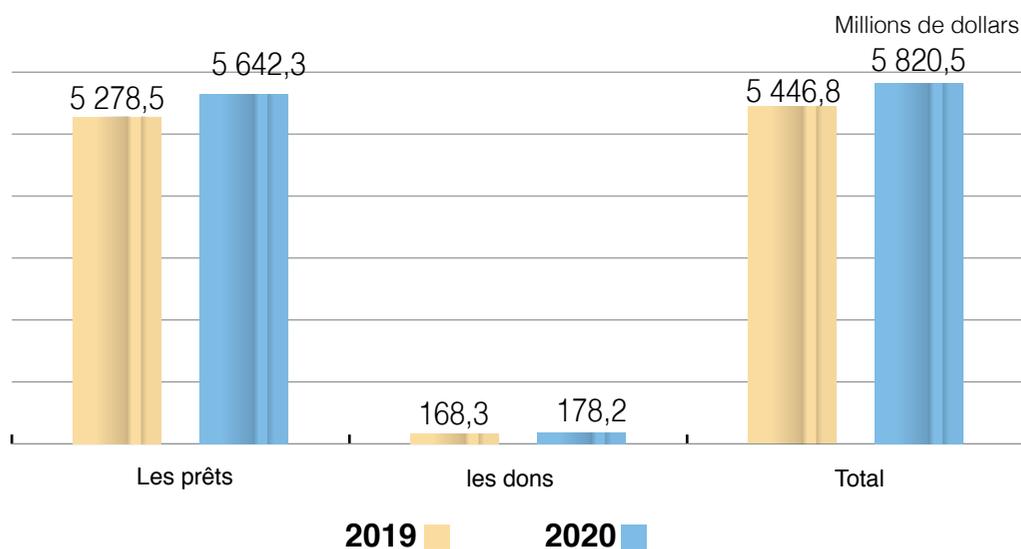
Le montant total des engagements financiers de la banque en faveur des états bénéficiaires de son aide au cours de l'année 2020 s'est élevé à 405,371 millions de dollars, dont 300 millions de dollars ont été alloués au financement du secteur public, 95,518 millions de dollars au financement du secteur privé et 9,853 millions de dollars pour l'assistance technique, contre un total des engagements en 2019 s'élevant à 349,960 millions de dollars, dont 240 millions de dollars pour le financement du secteur public, 100 millions de dollars pour le financement du secteur privé et 9,960 millions de dollars pour l'assistance technique.

### Graphique n° (4) Répartition des engagements de prêt et des dons à la fin 2020 par rapport à 2019



Quant au total cumulé des engagements nets à la fin de 2020, il s'élevait à 5 820,5 millions de dollars, dont 5 642,3 millions de dollars pour les prêts et 178,2 millions de dollars pour l'assistance technique, contre 5 446,8 millions de dollars en 2019, dont 5 278,5 millions de dollars pour les prêts et 168,3 millions de dollars pour l'assistance technique.

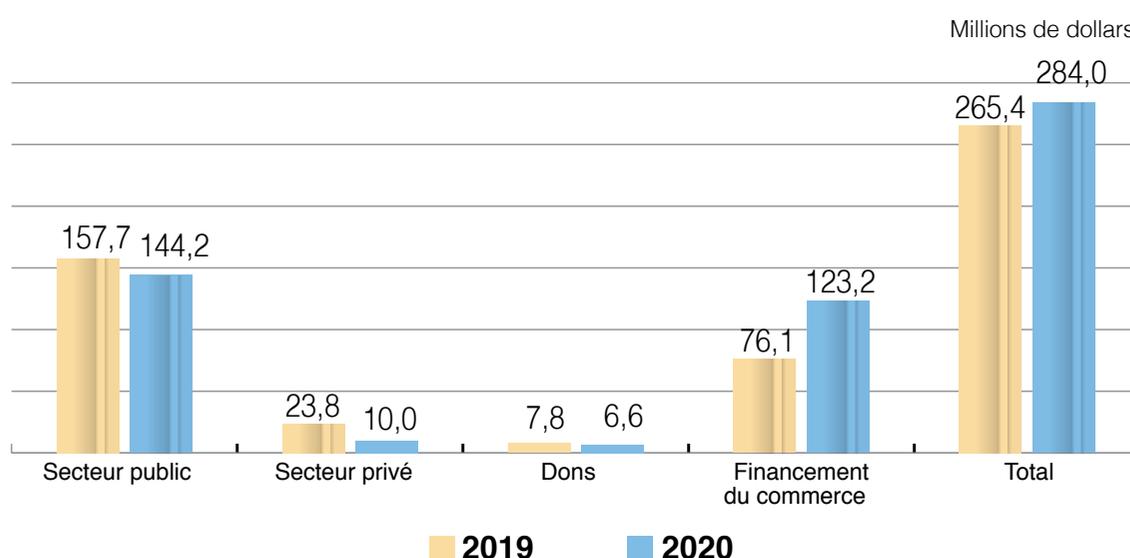
### Graphique n° (5) Répartition du total cumulé des engagements nets à la fin de 2020 par rapport à 2019



## Décaissements et recouvrements

En 2020, les décaissements des prêts du secteur public a atteint 144,2 millions de dollars, comparativement à 157,7 millions de dollars en 2019, soit une diminution de 13,5 millions de dollars, soit 8,5%. Les décaissements de prêts du secteur privé se sont élevés à 10,0 millions de dollars, contre 23,8 millions de dollars en 2019, soit une diminution de 13,8 millions de dollars, soit 58%. Les décaissements des subventions d'assistance technique s'est élevé à 6,6 millions de dollars en 2020, contre 7,8 millions de dollars en 2019, soit une diminution de 1,2 million de dollars, soit 15,4%. Quant aux décaissements des lignes de financement du commerce, ils ont atteint 123,2 millions de dollars en 2020 contre 76,1 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 47,1 millions de dollars, soit environ 62%. Le graphique n° (6) montre l'état des décaissements des prêts à la fin 2020 par rapport à 2019 :

**Graphique n° (6)**  
**Etat des décaissements des prêts et des dons**  
**fin 2020 par rapport à 2019 (Millions de dollars)**



Le total cumulé des décaissements de prêts à la fin de 2020 s'élevait à 3 608,7 millions de dollars contre 3 454,4 millions de dollars à la fin de 2019. En ajoutant les lignes de financement du commerce et les subventions d'assistance technique, le total des décaissements cumulés à la fin de 2020 s'élevait à 4 032,7 millions de dollars (1) contre 3 748,6 millions de dollars (2) à la fin de 2019, de sorte que le pourcentage de décaissement cumulé sur les engagements nets cumulés à la fin de 2020 était d'environ 64% contre environ 66% à la fin de 2019, et avec l'ajout du financement du commerce, le ratio est d'environ 56% en 2020 contre 58% en 2019.

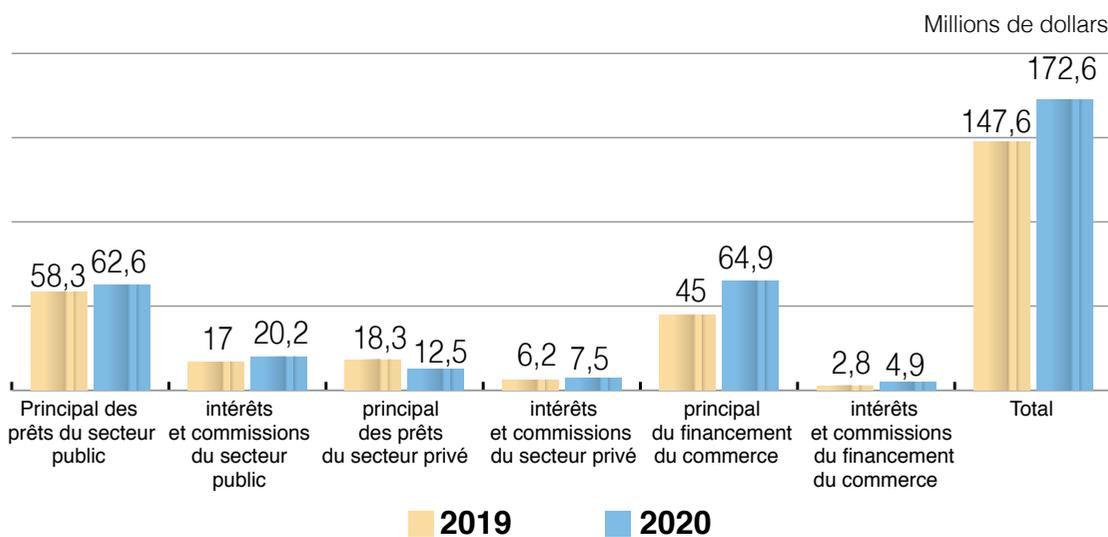
En ce qui concerne le recouvrement, le total des paiements des prêts du secteur public versés en 2020 s'est élevé à 62,6 millions de dollars, contre 58,3 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 4,3 millions de dollars, et le total des montants remboursés au titre des intérêts sur les prêts du secteur public en 2020 s'est élevé 20,2 millions de dollars pour 17 millions de dollars en 2019 - soit une augmentation de 3,2 millions de dollars. En ce qui concerne le secteur privé, les versements de prêts en 2020 se sont élevés à 12,5 millions de dollars, contre 18,3 millions de dollars en 2019, soit une diminution de 5,8 millions de dollars, tandis que le total des montants payés au titre des intérêts et des frais pour les prêts du secteur public il s'élevait à 7,5 millions de dollars en 2020 par rapport à 6,2 million de dollars en 2019, soit une augmentation de 1,3 million de dollars.

- (1) Comprend les décaissements des dons déduits des revenus qui sont d'environ 139,7 millions de dollars à la fin 2020 et environ 133,1 millions de dollars fin 2019
- (2) Comprend les décaissements des dons déduits des revenus qui sont d'environ 133,1 millions de dollars fin 2019

En ce qui concerne les lignes de financement du commerce, le total des montants du principal remboursés en 2020 s'est élevé à 64,9 millions de dollars, contre 45 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 19,9 millions de dollars. Le montant total payé en intérêts et frais en 2020 s'est élevé à 4,9 millions de dollars, contre 2,8 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 2,1 millions de dollars.

Cela porte le total des remboursements du principal, des intérêts, des frais de prêt et des lignes de financement du commerce en 2020 à 172,6 millions de dollars, contre 147,6 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 25 millions de dollars, soit environ 17%. Il est également à noter que le revenu total des intérêts et des commissions de prêt a atteint 26,5 millions de dollars en 2020, contre 22,3 millions de dollars en 2019, soit une augmentation de 4,2 millions de dollars, soit près de 19%.

### **Graphique n ° (7) État de recouvrement du principal des prêts, des intérêts et des frais payés à la fin 2020 par rapport à 2019**



Le total cumulatif de ce que la Banque a recouvré du principal des prêts à la fin de 2020 s'élevait à 1 830,8 millions de dollars, contre 1 690,7 millions de dollars à la fin de 2019. Alors que le total cumulatif des commissions d'engagement et des intérêts payés à la fin de 2020 est 650,4 millions de dollars contre 617,8 millions de dollars à la fin de 2019.

## Conclusion

Il ressort clairement de ce qui précède que la banque a poursuivi son approche de maintien d'une situation financière saine, son actif net ayant augmenté à la fin de 2020 de 243,0 millions de dollars par rapport à la fin de 2019, en raison de l'augmentation du capital versé, et la poursuite du contrôle des dépenses administratives conformément à la politique de rationalisation suivie sans préjudice pour les objectifs et les programmes prévus.

Il est à noter que le bénéfice net est passé de 321,852 millions de dollars à la fin de 2019 à 275,135 millions de dollars à la fin de 2020, en raison de la baisse de la performance des portefeuilles de titres en raison de l'impact négatif de la pandémie Corona sur la performance des marchés boursiers et obligataires mondiaux en 2020.





## Etats Financiers 2020



## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT**

### ***A Messieurs le Président et les Membres du Conseil des Gouverneurs de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique***

#### **L'opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (« BADEA »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020, l'état des revenus et dépenses, l'état des variations des Droits des États Membres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris le résumé des principales méthodes comptables pertinentes.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la banque au 31 décembre 2020, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la base de présentation précisée dans la note explicative No 2 des états financiers annexés.

#### **Fondement de l'opinion**

Nous avons effectué nos travaux d'audit conformément aux normes d'audit internationales. Nos responsabilités conformément à ces normes sont décrites plus en détail dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » de notre rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément à la charte de l'International Ethics Standards Board for Accountants, publiée par l'International Ethics Standards Board for Accountants. Nous avons également rempli nos autres responsabilités éthiques conformément à cette charte. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers**

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément à la base de présentation précisée dans la note explicative No 2 des états financiers annexés, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la BADEA à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la BADEA ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

#### **Il incombe aux responsables de la gouvernance de superviser le préparation des rapports financiers de la Banque.**

## Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

### À : l'Honorable Président et aux membres du Conseil des Gouverneurs de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

#### Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport d'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

#### **Il incombe aux responsables de la gouvernance de superviser la préparation des rapports financiers de la Banque.**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

#### En outre

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre les procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons, des éléments probants, suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la BADEA.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation, et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la BADEA à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de



cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou des situations futurs pourraient, par ailleurs, amener la BADEA à cesser son exploitation selon le principe de continuité.

- Nous évaluons la présentation générale des rapports financiers, leur structures, les explications qui y sont fournies et si les états financiers présentent les processus et événements associés d'une manière qui donne une image fidèle

Nous échangeons avec les responsables de la gouvernance sur plusieurs sujets, notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne, que nous aurions relevée au cours de notre audit.

DELOITTE and TOUCH (Moyen Orient) et associés SARL

Mascot, Sultanat d'Oman

4 Mars 2021

**État de la situation financière**  
Pour l'exercice clos au 31 Décembre 2020

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	2020	2019
<b>Actif :</b>		<b>dollars américains</b>	<b>dollars américains</b>
Avoirs en caisse et en banques		1 110	1 049
Investissements	3	3 330 528	3 236 464
Participation dans des institutions financières	4	68 280	57 018
Financement net du commerce	5	121 530	64 213
Intérêts courus sur le financement du commerce	6	1 628	691
Solde net de prêts	7 et 2(g)	1 913 722	1 814 281
Intérêts nets courus sur les prêts	8	12 039	13 509
Autres actifs	9	2 731	3 612
Actifs immobilisés nets	10	13 725	14 116
<b>Total des actifs</b>		<b>5 465 293</b>	<b>5 204 953</b>
<b>Passif :</b>			
Autres dettes		78 940	62 300
Provision pour indemnités de fin de services	11	10 102	9 352
<b>Total des passifs</b>		<b>89 042</b>	<b>71 652</b>
<b>Actif Net</b>		<b>5 376 251</b>	<b>5 133 301</b>
Droits des Pays Membres			
Capital souscrit et libéré	12	4 200 000	3 999 271
Réserve générale	13	901 116	812 178
Revenu net de l'exercice		275 135	321 852
<b>Total droits des états membres</b>		<b>5 376 251</b>	<b>5 133 301</b>

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers



## État des Revenus et des Dépenses

Pour l'exercice clos au 31 Décembre 2020

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Note Notes	2020 dollars américains	2019 dollars américains
<b>Revenus</b>			
Revenus Nets des Investissements	14	247 490	365 702
Revenus des Prêts		26 502	22 250
Revenus du financement du commerce		6 401	2 908
Autres Revenus		1 637	238
<b>Total</b>		<b>282 030</b>	<b>391 098</b>
<b>Dépenses</b>			
Conseil des Gouverneurs		-	171
Conseil d'Administration		949	1 308
Salaires et indemnités		14 254	13 409
Missions et services		2 363	3 023
Charges d'exploitation		1 257	1 106
Amortissements	10	799	801
Autres dépenses		25	16
<b>Total des Dépenses</b>		<b>19 647</b>	<b>19 834</b>
Revenu net avant les dons et allocations		262 383	371 264
Dons accordés aux états bénéficiaires		(6 627)	(7 808)
Provision des prêts et financement du commerce réintégrés (dotation)	7/c	19 379	(41 604)
<b>Revenu Net de l'Exercice</b>		<b>275 135</b>	<b>321 852</b>

## État de L'Évolution des Droits des États Membres

Pour l'exercice clos 31 Décembre 2020

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	Capital souscrit et libéré US\$	Réserve Générale US\$	Revenu net de l'exercice US\$	Total US\$
Solde au 1° Janvier 2019		3 999 264	862 137	(39 959)	4 821 442
Versements des pays membres	12	7	-	-	7
Affectation à la réserve générale	13	-	(39 959)	39 959	-
Appropriations		-	(10,000)	-	(10 000)
Revenu net de l'exercice 2019		-	-	<b>321 852</b>	321 852
<b>Solde au 1° Janvier 2020</b>		<b>3 999 271</b>	<b>812 178</b>	<b>321 852</b>	<b>5 133 301</b>
Transferts de la reserve générale au capital	12	<b>200 729</b>	<b>(200 729)</b>	-	-
Affectation à la réserve générale	13	-	<b>321 852</b>	<b>(321 852)</b>	-
Appropriations			<b>(32 185)</b>	-	<b>(32 185)</b>
Revenu net de l'exercice 2020		-		<b>275 135</b>	<b>275 135</b>
<b>Solde au 31/12/2020</b>		<b>4 200 000</b>	<b>901 116</b>	<b>275 135</b>	<b>5 376 251</b>

## État des Flux de Trésorerie

Pour l'exercice clos 31 Décembre 2020

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Note	2020 000 US\$	2019 000 US\$
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :</b>			
Revenu net de l'exercice		275 135	321 852
Ajustements pour réconcilier le revenu net au flux net résultant des activités d'exploitation :			
Allocations des prêts et financement du commerce (réintégration) dotation	7(c)	(19 379)	41 604
Amortissements d'actifs immobilisés	10	799	801
Profits et pertes latents liés à l'évaluation de la juste valeur des investissements	14	(18 084)	(153 630)
<i>Variation nette des actifs d'exploitation :</i>			
Investissements		(123 681)	229 325
Financement du commerce		(58 289)	(31 096)
Intérêts courus sur le financement du commerce		(937)	(74)
Movements nets des Prêts		(79 090)	(104 844)
Intérêts nets échus sur prêts		1 470	1 029
<i>Autres actifs nets</i>		881	(979)
<i>Variation nette des passifs d'exploitation :</i>			
Autres passifs après déduction des appropriations		(15 545)	(8 207)
Provision nette pour indemnités de fin de services		750	1 023
<b>Trésorerie nette résultant des activités d'exploitation</b>		<b>(35 970)</b>	296 804
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements :</b>			
Participation dans des institutions financières		(11 262)	(27 068)
Acquisition d'actifs immobilisés		(408)	(43)
<b>Trésorerie nette utilisée pour des activités d'investissements</b>		<b>(11 670)</b>	(27 111)
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>			
Versement des pays membres pour l'augmentation du capital	12	-	7
<b>Trésorerie nette provenant des activités de financement</b>		<b>-</b>	7
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents		<b>(47 640)</b>	269 700
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice		510 224	240 524
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	15	462 584	510 224

## Notes Explicatives sur les États Financiers pour l'exercice clos au 31 Décembre 2020

### 1- Création et Objectifs

La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) a été créée conformément à une résolution issue de la sixième Conférence du Sommet Arabe tenu le 28 novembre 1973, suite aux recommandations du Conseil Economique de la Ligue des Etats Arabes. Elle a été dotée d'un capital de 231 millions de dollars qui a été successivement augmenté, conformément aux décisions prises par le Conseil des Gouverneurs, pour atteindre 4,200 millions de dollars au 31 Décembre 2020 (3,999 millions de dollars au 31 Décembre 2019).

La BADEA est une institution financière internationale indépendante, sise à Khartoum, République du Soudan. Elle est dotée de la personnalité juridique et jouit d'une autonomie complète, tant sur le plan administratif que financier, et ce conformément aux dispositions de l'Accord portant création de la BADEA, et des principes du droit international.

Le siège de la BADEA est situé à l'adresse suivante :

**Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique**  
**BP : 2640**  
**Khartoum 11111**  
**République du Soudan**

La BADEA a pour objectif de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les pays africains et les pays arabes. A cette fin, elle est chargée de:

- Contribuer au financement du développement économique des pays africains.
- Inciter les capitaux arabes à participer au développement économique africain.
- Contribuer à l'octroi de l'assistance technique nécessaire au développement en Afrique.

### 2- Résumé des Principales Conventions Comptables

#### a) Conformité avec les normes

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément à l'Accord de création de la BADEA et à ses règlements intérieurs.

#### b) Bases de mesure

Les états financiers ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception des investissements acquis aux fins de transactions et des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur.

#### c) Monnaie utilisée et monnaie de présentation

La monnaie utilisée pour les opérations de la BADEA, ainsi que pour la présentation des états financiers est le Dollar des Etats Unis d'Amérique. Les états financiers sont présentés en dollars et arrondis au plus près millier de dollars américains.

#### **d) Utilisation des estimations dans la préparation des états financiers**

L'établissement des états financiers, conformément aux conventions comptables adoptées par la BADEA, nécessite l'utilisation des estimations et des suppositions qui peuvent affecter les montants des actifs et passifs et les notes relatives aux actifs et passifs de contingence à la date des états financiers, ainsi que les montants des revenus et dépenses enregistrés au cours de l'année qui s'achève à cette date. Les estimations sont continuellement révisées sur la base des expériences antérieures et de certains autres facteurs

Les principaux éléments où sont utilisées les estimations sont :

#### **La provision pour prêts**

La méthode appliquée par la BADEA pour la détermination de la provision de la réserve spéciale est expliquée dans la note 2(g) «Prêts et provision pour prêts» et aussi expliquée plus en détail dans la note 18 relative au «Risque de crédit».

#### **e) Date de règlement**

Toutes les opérations régulières d'achat et de vente d'actifs financiers sont constatées à la date de règlement.

Les opérations régulières d'achat et de vente d'actifs financiers sont celles qui requièrent la livraison de ces actifs dans un délai généralement prévu par la réglementation ou admis par le marché.

#### **f) Actifs financiers**

Les actifs financiers de la BADEA se présentent comme suit :

##### **1. Titres à revenu fixe et investissements en actions**

Tous les investissements en titres à revenu fixe et en actions sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont initialement comptabilisés à la juste valeur des montants payés.

Ces investissements sont réévalués en utilisant leur juste valeur qui correspond au prix du marché à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'État des Revenus et Dépenses.

Les actifs financiers dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont enregistrés à leur coût déduction faite de la provision pour dépréciation, le cas échéant.

##### **2. Titres -Sukuk**

Les actifs financiers comprennent des titres – Sukuk acquis pour être détenus pendant une période illimitée et susceptibles d'être vendus pour des besoins de liquidité ou en raison de l'évolution de la situation du marché. Ils sont enregistrés à leur coût, déduction faite de la provision pour dépréciation, le cas échéant.

##### **3. Les soldes de prêts**

Les actifs financiers à remboursements fixes ou déterminés, non cotés sur un marché actif, sont classés comme prêts pour la valeur des montants décaissés déduction faite des montants remboursés et la provision de prêts.

#### **g) Prêts et provision pour les prêts**

Tous les prêts octroyés par la BADEA sont considérés comme actifs au moment de leur décaissement et comptabilisés à la valeur des montants décaissés.

La banque exclut de ses revenus tout intérêt sur le principal des prêts du secteur public lorsque le paiement de ces intérêts est retardé de plus de 180 jours, et la banque exclut de ses revenus tout intérêt sur le principal des prêts du secteur privé. et le financement du commerce lorsque le paiement de ces intérêts est retardé de plus de 90 jours.

La réserve spéciale pour arriérés de prêts est consituée en déduction du revenu net réalisé annuellement, en application de la Résolution du Conseil des Gouverneurs No (21-3) de l'année 2019 adoptant une politique de provision pour prêts au secteur public et la résolution No (9) de l'année 2019, adoptant une politique de provision pour prêts au secteur privé et au commerce (dénommée, depuis octobre 2019 réserve pour prêts, en vue de la présentation des états financiers, au lieu de réserve spéciale qui était utilisé en vertu de la Résolution du Conseil des Gouverneurs, N° 1 de l'année 1989).

En vertu des nouvelles politiques, la provision pour prêts du secteur public est calculée en pourcentage des arriérés de paiement et en pourcentage du solde impayé des prêts, moins les arriérés de paiement, selon la classification des prêts et de l'Etat, comme on calcule la provision pour prêts au secteur privé et au commerce en pourcentage du solde des impayés, et ce en fonction de la durée du retard et la classification interne des risques.

Les prêts sont présentés après déduction de la provision pour prêts dans l'état de la situation financière.

Les prêts renégoiés, qui font l'objet d'arrangements de règlement des montants dus ou de rééchelonnement des échéances, y compris les prêts couverts par l'initiative de traitement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), et dont les échéances sont devenues courantes (n'accusant pas de retard de règlement), sont considérés comme de nouveaux prêts.

#### **h) Dépréciation des actifs financiers**

A chaque date de clôture du bilan, une évaluation est effectuée à l'effet de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif ou groupe d'actifs financiers. Si une telle indication existe, le montant recouvrable estimé de cet actif et toute perte pour dépréciation due aux fluctuations de sa valeur comptable sont déterminés.

#### **i) Réalisation des revenus**

Les intérêts sur les dépôts bancaires, les obligations, les SUKUK et les prêts sont enregistrés en tant que revenus sur la base de la comptabilité d'engagement.

#### **ii) Dividendes**

Les dividendes sont comptabilisés comme revenus dès qu'ils sont déclarés.

#### **j) Dons**

Les frais d'études de faisabilité de projets et d'assistance technique sont classés comme dons et imputés aux dépenses au moment de leur décaissement.

#### **k) Actifs immobilisés**

Les actifs immobilisés figurent à leur coût après déduction des amortissements cumulés. L'amortissement des actifs immobilisés est calculé suivant la méthode de l'amortissement linéaire et sur la base de leur durée de vie productive estimée.

Les durées de vie productive estimées des actifs pour l'exercice actuel et pour l'exercice de comparaison sont comme suit :

	Années
Immeubles	
Immeubles	30
Matériel et mobilier	5
Véhicules	5

#### **l) Provisions**

Des provisions sont constituées lorsque la BADEA a des obligations juridiques ou prévisibles résultant d'événements passés et que le paiement de ces obligations peut s'avérer nécessaire.

#### **m) Les instruments financiers dérivés et couverture des risques**

Les instruments financiers dérivés, incluant les contrats à terme ferme et futurs figurent, à l'origine, à leur coût et sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur.

La juste valeur est généralement déterminée en se référant au prix du marché, aux modèles d'actualisation des flux de trésorerie et aux modèles d'évaluation appropriés.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont directement enregistrées dans l'État des Revenus et Dépenses.

#### **n) Conversion des monnaies étrangères**

Les transactions libellées en devises, autres que le dollar américain, sont converties en dollars américains au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires comptabilisés en monnaies étrangères sont convertis en dollars américains suivant le taux de change en vigueur à la date de l'établissement du bilan. Les différences de change sont imputées sur l'état des revenus et dépenses.

#### **o) Provision pour indemnités de fin de services**

La provision pour indemnité de fin de services du Directeur Général est calculée sur la base de l'article (6) de la décision du comité ministériel désigné pour la révision des salaires et indemnités des présidents et directeurs généraux des institutions financières arabes. La provision pour indemnités de fin de services des employés est calculée sur la base de l'article (1/13) des statuts des fonctionnaires de la BADEA et des décisions du Conseil d'Administration portant modification de ces statuts.

#### **p) Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Aux fins d'établissement de l'État de Flux de Trésorerie, les fonds en caisse, les comptes courants, les dépôts à vue et à terme, dont la maturité est égale ou inférieure à trois mois à compter de la date de leur acquisition, sont considérés comme trésorerie et équivalents de trésorerie.

### **3 - Investissements**

Ils se composent d'investissements en portefeuilles de titres financiers, gérés par des gestionnaires et détenus à des fins de transaction, du portefeuille de Sukuk, d'actions Non-cotées en bourse, de portefeuille d'investissement pour financer le commerce international, d'opportunités du marché et de dépôts à terme.

Ils se présentent, au 31 décembre, comme suit :

	2020	2019
	000'USD	000'USD
Titres à revenu fixe	1 552 838	1 467 114
Titres SUKUK	232 212	238 335
Total titres revenu fixe et SUKUK Note (18)	1 785 050	1 705 449
Titres- actions cotées en bourse	747 499	789 571
Titres- actions non cotés en bourse	10 319	10 001
Total titres-actions cotés et non cotés (note 18)	757 818	799 572
Portefeuille d'investissement pour le financement du commerce international	14 666	13 263
Opportunité des marches	114 825	-
Total des titres-actions cotés et non cotés, financement de commerce international et opportunité des marches	887 309	812 835
Juste valeur nette des instruments financiers dérivés (Note 17)	(23 080)	(10 935)
Intérêts courus sur dépôts et titres financiers	12 059	12 940
<b>Sous total</b>	<b>2 661 338</b>	<b>2 520 289</b>
Dépôts à terme et comptes à vue	669 190	716 175
<b>Investissements</b>	<b>3 330 528</b>	<b>3 236 464</b>

Les dépôts à terme et comptes à vue se présentent, au 31 décembre, comme suit :

	Gérés par					
	BADEA		Gestionnaires de portefeuilles		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	000'USD	000'USD	000'USD	000'USD	000'USD	000'USD
dépôts à terme	525 536	565 300	15 800	11 300	541 336	576 600
comptes à vue	38 153	9 625	89 701	129 950	127 854	139 575
<b>Total</b>	<b>563 689</b>	<b>574 925</b>	<b>105 501</b>	<b>141 250</b>	<b>669 190</b>	<b>716 175</b>

#### 4- Participation dans des Institutions Financières :

(En milliers de dollars E.U)

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
Participation au capital de AFREXIMBANK	32 330	31 068
Participation au capital de SAGICE	25 950	25 950
Participation au capital de TAMWEEL	10 000	-
	<b>68 280</b>	<b>57 018</b>

##### a) Participation au Capital d'AFREXIMBANK

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé, lors de sa dix-neuvième réunion annuelle, en vertu de la Résolution no (4) de l'année 1994, la souscription au capital d'AFREXIMBANK pour un montant de dix millions de dollars, soit environ 1,3% du capital autorisé. La BADEA a procédé au versement de 4 millions de dollars en 1995). Le 17 Novembre 2019, a été décidée une souscription au capital d'AFREXIMBANK à hauteur 67,671 millions de dollars américains, dont la BADEA a procédé au versement de 27,068 millions de dollars américains en de 2019.

Le Conseil d'administration a aussi approuvé, lors de sa deuxième réunion pour l'année 2020, la résolution n ° 30 (2) le 27 septembre 2020, visant à utiliser une partie de la part de la Banque sur les bénéfices d'AFREXIMBANK pour l'année. 2019 pour acheter 62 actions supplémentaires pour un montant de 1,262 million de dollars US. Ainsi la contribution de la BADEA au capital d'AFREXIMBANK au 31 décembre 2020 est de 32,330 millions de dollars (2019: 31,068 millions de dollars). (Voir Note 20 (c)).

##### b) Participation au Capital de SAGICE

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé, lors de sa vingt-septième réunion annuelle, en vertu de la Résolution No (6) de l'année 2002, la participation au capital de la SAGICE pour un montant de 17,300 millions de dollars représentant environ 9,2% du capital autorisé. La BADEA a procédé au versement de la totalité du montant. Le Conseil des Gouverneurs a également approuvé, lors de sa trente-neuvième réunion annuelle, en vertu de la Résolution no (3) de l'année 2014, l'augmentation de la participation de la BADEA au capital de la SAGICE pour un montant de 8,650 millions de dollars payable en annuités égales sur cinq ans à compter de 2013.

La BADEA a procédé au versement de la totalité du montant. Ainsi, la participation de la BADEA au capital souscrit de la SAGICE a atteint 25,950 millions de dollars américains au 31 décembre 2020 (2019 : 25,950 millions de dollars).

##### C) Participation au capital de TAMWEEL AFRICA

Lors de sa quatrième réunion de 2019, le Conseil d'administration a approuvé la Résolution n ° 33 du 11 décembre 2019, portant souscription au capital de la Société Financière Africaine pour un montant de 10 millions de dollars, ce qui représente 0,86% du capital autorisé, et la BADEA a procédé au versement de la totalité du montant au cours de l'année 2020. En conséquence, la contribution de la Banque au capital autorisé de la Société Financière Africaine au 31 décembre 2020 est de 10 millions de dollars (2019 : néant).

## 5- Financement net du commerce

Le solde net du financement du commerce après déduction de la provision s'élevait à 121,530 millions de dollars au 31 décembre 2020 (2019: 64 213 millions de dollars) représentant une partie des prêts accordés dans le cadre du financement des exportations arabes vers les pays africains.

Mouvement du financement du commerce au cours des deux dernières années :

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
Solde au 1 <sup>o</sup> Janvier	64 741	33 645
Décaissements au cours de l'année	123 224	76 054
Recouvrement au cours de l'année	(64 935)	(44 958)
encours au 31 décembre	123 030	64 741
A déduire la provision pour le financement du commerce (note 7/e)	(1 500)	(528)
<b>Solde impayé net au 31 décembre</b>	<b>121 530</b>	<b>64 213</b>

## 6 - Intérêts nets courus sur le financement du commerce

Les intérêts nets courus sur le financement du commerce au 31 décembre se présentent comme suit :

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
Intérêts courus du financement du commerce	1 919	691
A déduire les intérêts exclus	(291)	-
<b>Intérêts nets courus du financement du commerce</b>	<b>1 628</b>	<b>691</b>

## 7 - Soldes nets des prêts

### A- Soldes des prêts:

Voici le détail des soldes des prêts au 31 décembre :

				Total	
	Prêts pour les projets		Prêts du FASAA	2020	2019
	Secteur public	Secteur privé			
	Milliers de dollars américains				
Prêts approuvés	4 930 649	497 431	214 244	5 642 324	5 278 462
A déduire Prêts non signés	(205 000)	(255 518)	-	(460 518)	(326 450)
Total des Prêts signés	4 725 649	241 913	214 244	5 181 806	4 952 012
A déduire Prêts non entrés en vigueur	(246 950)	(70 000)	-	(316 950)	(227 300)
Total Prêts entrés en vigueur	4 478 699	171 913	214 244	4 864 856	4 724 712
A déduire Prêts non décaissés	(1 218 037)	(38 153)	-	(1 256 190)	(1 270 294)
Total des décaissements des Prêts	3 260 662	133 760	214 244	3 608 666	3 454 418
A déduire Prêts remboursés	(1 445 639)	(33 361)	(190 451)	(1 669 451)	(1 594 293)
encours au 31 Décembre	1 815 023	100 399	23 793	1 939 215	1 860 125
A déduire les provisions pour les prêts	(17 994)	(2 393)	(5 106)	(25 493)	(45 844)
Encours net au 31 Décembre	1 797 029	98 006	18 687	1 913 722	1 814 281

Les prêts non entrés en vigueur représentent les prêts signés qui n'ont pas encore répondu à toutes les conditions pour leur entrée en vigueur.

Les prêts FASAA, « le Fonds », représentent les montants avancés par le Fonds aux pays africains non arabes avant la fusion des prêts du Fonds dans le capital de la BADEA en 1977.

Le mouvement des prêts se résume au 31 décembre comme suit : (En milliers de dollars)

				Total	
	Prêts pour les projets		Prêts du Fonds de prêts	2020	2019
	Secteur public	Secteur privé			
	Milliers de dollars américains				
Solde au 01 janvier	1 732 389	102 909	24 827	1 860 125	1 755 281
Décaissements au cours de l'année	144 248	10 000	-	154 248	181 460
remboursement au cours de l'année	(61 614)	(12 510)	(1 034)	(75 158)	(76 616)
encours au 31 Décembre	1 815 023	100 399	23 793	1 939 215	1 860 125
A déduire les provisions pour les prêts	(17 994)	(2 393)	(5 106)	(25 493)	(45 844)
encours net au 31 Décembre	1 797 029	98 006	18 687	1 913 722	1 814 281

B- Le Conseil d'Administration a approuvé la participation de la BADEA à l'initiative du FMI et de la Banque Mondiale concernant le traitement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) tout en recommandant que, à la faveur des négociations avec les pays concernés, chaque cas lui soit exposé séparément.

La contribution de la BADEA à cette initiative se réalisera à travers la mise en place d'un plan d'arrangement des arriérés et/ou le rééchelonnement de ses échéances et/ou par abaissement du taux d'intérêt.

Le total des prêts rééchelonnés dans le cadre de cette initiative s'élevait jusqu'à 31 décembre 2020 à un montant de 426 690 millions de dollars, (2019 : 426.690 millions de dollars).

### A- provision pour Prêts

La variation de la provision de la réserve pour prêts se présente au 31 décembre comme suit :

					Total	
	Secteur public	Secteur privé	Fonds de prêts	Financement du commerce	2020	2019
	Milliers de dollars américains					
Solde au 1 <sup>o</sup> janvier	16 734	24 157	4 953	528	46 372	4 768
dotation de l'année	8 968	1 368	153	1 000	11 489	44 013
réintégration au cours de l'année	(7 708)	(23 132)	-	(28)	(30 868)	(2 409)
Solde au 31 Décembre	17 994	2 393	5 106	1 500	26 993	46 372

### 8- Intérêts Nets Courus sur Prêts

Le montant des intérêts nets courus sur les prêts au 31 décembre se résume comme suit :

			Total	
	Secteur public	Secteur privé	2020	2019
	Milliers de dollars américains			
Intérêts courus sur prêts	71 105	1 164	72 269	76 775
A déduire : les intérêts exclus	(60 200)	(30)	(60 230)	(63 266)
Intérêts nets courus sur prêts	10 905	1 134	12 039	13 509

## 9- Autres Actifs

Les autres actifs nets se résument au 31 décembre comme suit :

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
Taxe courue sur la Valeur Ajoutée	1 333	1 403
Autres	1 398	2 209
<b>Autres actifs</b>	<b>2 731</b>	<b>3 612</b>

## 10- Actifs nets immobilisés

Les actifs immobilisés nets se présentent au 31 décembre comme suit :

	Immeuble	Mobiliers et Matériels	Véhicules	Total
	Milliers de dollars américains			
<b>Coût :</b>				
Solde 1er janvier 2017	22 912	2 205	361	25 478
Acquisitions de l'exercice	-	333	75	408
<b>Solde 31 décembre 2020</b>	<b>22 912</b>	<b>2 538</b>	<b>436</b>	<b>25 886</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
Solde 1 <sup>er</sup> Janvier 2020	9 370	1 788	204	11 362
Amortissements de l'exercice	512	228	59	799
<b>Solde 31 décembre 2020</b>	<b>9 882</b>	<b>2,016</b>	<b>263</b>	<b>12 161</b>
<b>Valeur comptable nette</b>				
<b>Solde au 31 décembre 2020</b>	<b>13 030</b>	<b>522</b>	<b>173</b>	<b>13 725</b>
<b>Solde au 31 décembre 2019</b>	<b>13 542</b>	<b>417</b>	<b>157</b>	<b>14 116</b>

Le contrat de bail du terrain sur lequel est édifié l'immeuble a été renouvelé pour une période de 30 ans à compter du 01 janvier 2017.

## 11- Provision pour Indemnités de Fin Service

Le montant des indemnités de fin de service est placé dans un compte séparé de dépôt à terme productif d'intérêt et géré par la BADEA

## 12- Capital Souscrit et Libéré

La participation de chaque État membre au capital de la BADEA se présente comme suit au 31 décembre :

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
<b>Etat</b>		
Royaume Hachémite de Jordanie	8 992	8 562
État des Emirats Arabes Unis	449 582	428 095
Royaume du Bahreïn	8 992	8 562
République Tunisienne	37 465	35 674
République Algérienne Démocratique et Populaire	179 833	171 238
Royaume d'Arabie Saoudite	1 078 997	1 027 429
République du Soudan	8 992	8 562
République Arabe Syrienne	4 995	4 757
République d'Iraq	629 415	599 333
Sultanat d'Oman	53 950	51 372
État de Palestine	8 992	8 562
État de Qatar	359 665	342 476
État de Koweït	659 387	627 873
République Libanaise	29 972	28 540
État de Libye	599 442	570 794
République Arabe d'Egypte	8 992	8 562
Royaume du Maroc	65 938	62 787
République Islamique de Mauritanie	6 399	6 093
<b>Total</b>	<b>4 200 000</b>	<b>3 999 271</b>



Le Conseil des Gouverneurs de la BADEA a décidé, en date du 2 avril 2013, en vertu de sa Résolution No 4, d'augmenter, à compter de janvier 2014, le capital de la BADEA de 1 400 millions de dollars, soit 50 % de son capital qui s'élève à 2 800 millions de dollars. Sur cette augmentation, une part de 700 millions de dollars est effectuée par transfert de la réserve générale et le reste soit 700 millions de dollars sous forme d'augmentation en numéraire des pays membres payable en 5 versements annuels égaux dont le premier est dû en avril 2014.

Le 25 avril 2019, le conseil des gouverneurs de la Banque a pris sa Résolution n ° 5 de 2019, visant à augmenter le capital de la Banque en capitalisant la partie impayée de l'augmentation de capital décidée conformément à la décision n° 4 de 2013 du conseil des Gouverneurs, d'un montant à 200,729 millions de dollars américains au 31 mars 2020, en déduction de la réserve générale, à répartir entre les États membres selon le pourcentage de leurs contributions au capital (voir note 13). Le capital versé au 31 décembre 2020 était de 4 200 millions de dollars (2019: 3 999,271 millions de dollars).

### 13- Réserve Générale

Conformément à l'article 36 de l'Accord de Création, le Conseil des Gouverneurs, sur recommandation du Conseil d'Administration, détermine annuellement la part du revenu net à transférer à la réserve générale, au capital ou à tout autre usage conforme aux objectifs de la BADEA. Aux termes de la décision No 1 (2) du Conseil des Gouverneurs de la BADEA de l'année 2020, un montant de 321,852 millions de dollars (2019 :39, 959 millions de dollars) a été transféré à la réserve générale.

En application de la décision n° 5 de 2019 du Conseil des Gouverneurs de la Banque, un montant de 200,729 millions de dollars américains a été transféré de la réserve générale au capital souscrit et versé (voir note 12).

### 14- Revenu Net des Investissements

Le Revenu net des portefeuilles de titres financiers se présente au 31 décembre comme suit :

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
Intérêts des titres à revenu fixe	32 814	33 485
Dividendes – Titres actions	13 280	18 404
Marge de profit – Sukuk	10 855	10 890
Revenu du financement du commerce mondial	1 076	192
revenu des opportunités des marchés	215	-
Différence de Change et d'évaluation de dérivés	23 515	15 988
Revenu net de transaction	149 084	126 319
Profits latents	18 084	153 630
Honoraires des gestionnaires de portefeuilles	(6 958)	(6 235)
Revenu des dépôts à terme et des comptes à vue	5 525	13 029
<b>Revenu net des investissements</b>	<b>247 490</b>	<b>365 702</b>
Profits latents des investissements en titres actions	41 724	112 922
Pertes)/profits latents des investissements en titres à revenu fixe)	(23 640)	40 708
	18 084	153 630

Le revenu des dépôts à terme et à vue pour les deux années précédentes se présentent, au 31 décembre, comme suit :

	Gérés par					
	La BADEA		Gestionnaires de portefeuilles		Total	
	2020	2019	2020	2019	2020	2019
	Milliers de dollars américains					
dépôts à terme	<b>4 894</b>	12 218	<b>433</b>	103	<b>5 327</b>	12 321
comptes à vue	<b>28</b>	147	<b>170</b>	561	<b>198</b>	708
Total	<b>4 922</b>	12 365	<b>603</b>	664	<b>5 525</b>	13 029

## 15- Trésorerie et Equivalent

Aux fins d'établissement de l'État de Flux de Trésorerie, la trésorerie et équivalent sont constitués au 31 décembre des soldes suivants :

	2020	2019
	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains
Avoirs en caisse et en banques	<b>1 110</b>	1 049
Dépôts à terme et comptes à vue échéant à 3 mois de la date du contrat	<b>461 474</b>	509 175
	<b>462 584</b>	510 224

## 16- La Juste Valeur des Actifs et Passifs Financiers

La juste valeur représente le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale et conséquemment, des différences entre la valeur comptable et la juste valeur estimée peuvent apparaître.

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan, à l'exception des prêts, du financement des opérations de commerce extérieur, de la participation au capital d'institutions financières non cotée en bourses, ne diffère pas significativement de la valeur inscrite dans les états financiers. Actuellement, la BADEA ne cède pas ses prêts et avances et ne croit pas à l'existence d'un marché semblable pour ces produits.

Par conséquent, il n'est pas possible du point de vue pratique de déterminer la juste valeur de ces prêts de façon fiable pour l'adopter.

## 17- Les Instruments Financiers Dérivés

Les directives d'investissement de la BADEA autorisent l'utilisation des instruments financiers dérivés tels que les contrats à terme de gré à gré et normalisés.

Les contrats à terme de gré à gré et normalisés sont des contrats d'achat et de vente de devises, de marchandises ou d'instruments financiers à un prix fixé et dont la livraison et le paiement s'effectueront dans le futur.

Les contrats à terme de gré à gré sont des contrats conçus spécialement et conclus en dehors d'un marché organisé. Par contre, les contrats à terme normalisés sont des contrats standardisés dont les montants sont fixés et conclus dans des marchés réglementés. Les variations de la valeur de ces contrats sont dénouées au jour le jour.

Le tableau suivant résume la juste valeur positive ou négative des instruments financiers dérivés ainsi qu'une analyse des montants notionnels par maturité. Les montants notionnels considérés comme indicateurs du volume des transactions en cours à la fin de l'année, ne reflètent pas nécessairement les flux de trésorerie futurs y afférents.

Par conséquent, ces montants notionnels ne représentent ni une indication de l'exposition de la BADEA au risque de crédit, qui est généralement limité à la juste valeur positive des instruments financiers dérivés, ni aux risques de marché.

Montants notionnels par échéances							
	Juste Valeur Positive	Juste Valeur négative	Total montants notionnels	Durant 3 mois	3-12 mois	1-5 ans	Plus de 5 ans
	Milliers de dollars américains						
<b>2020</b>							
Contrats à terme de gré à gré	<b>2 684</b>	<b>25 764</b>	<b>1 306 197</b>	<b>1 215 338</b>	<b>52 968</b>	<b>35 199</b>	<b>2 692</b>
Contrats à terme normalisés	-	-	<b>16 702</b>	<b>16 702</b>	-	-	-
	<b>2 684</b>	<b>25 764</b>	<b>1 322 899</b>	<b>1 232 040</b>	<b>52 968</b>	<b>35 199</b>	<b>2 692</b>
<b>2019</b>							
Contrats à terme de gré à gré	4 574	15 509	1 719 496	1 652 058	17 216	46 000	4 222
Contrats à terme normalisés	-	-	57 496	57 496	-	-	-
	4 574	15 509	1 776 992	1 709 554	17 216	46 000	4 222

## 18- Gestion des Risques

La politique d'investissement poursuivie par la BADEA, telle qu'édictée par le Conseil d'Administration, considère la BADEA comme une institution de développement spécialisée, et son engagement dans le domaine de l'investissement vise à préserver son capital et accroître ses ressources sans exposer ses actifs à des risques significatifs. De ce fait, la nature de la BADEA exige la poursuite d'une politique d'investissement conservatrice visant la précaution et la prudence afin de minimiser les risques d'investissement, et ce à l'instar des autres institutions de financement du développement. A cet effet, la politique d'investissement de la BADEA s'appuie sur la combinaison des placements sous forme de dépôts bancaires à court terme et en portefeuilles de titres financiers et Sukuk. Les taux de placement dans les dépôts, dans les portefeuilles et dans les Sukuk sont périodiquement révisés à la lumière des développements en cours et prévisibles des marchés financiers.

### Risques de conservation

La BADEA a confié la conservation de ses actifs financiers en portefeuilles d'investissement à un dépositaire principal. Ce dernier conserve les investissements en portefeuilles et tient une comptabilité séparée pour chaque portefeuille et dénoue les transactions d'investissement effectuées par les gestionnaires de portefeuilles.

### Risques de crédit

Le risque de crédit se définit comme étant l'incapacité de la contrepartie d'honorer ses obligations à l'échéance.

En ce qui concerne les dépôts et les portefeuilles d'investissements détenus aux fins de transaction et disponibles à la vente, le risque de crédit est géré par la mise en place des limites de crédit et des directives d'investissement décidées par le Conseil d'Administration, sur la base de l'évaluation du degré de solvabilité, l'importance de la contrepartie et du pays ou de la monnaie.

La Direction de la BADEA et le Comité d'Investissement créé par le Conseil des Gouverneurs suivent régulièrement ces directives.

La concentration des investissements de la BADEA en titres à revenu fixe au 31 décembre se présente comme suit :

#### 1. Selon la répartition sectorielle des investissements :

	2020		2019	
	Montant	Pourcentage	Montant	pourcentage
	Milliers de dollars américains	%	Milliers de dollars américains	%
Gouvernements	1 140 897	64	1 181 475	69
Sociétés	379 442	21	294 602	17
Agences gouvernementales	120 788	7	84 699	5
Organisations internationales	143 923	8	144 673	9
<b>Total</b>	<b>1 785 050</b>	<b>100</b>	<b>1 705 449</b>	<b>100</b>

## 2. Selon la répartition géographique des investissements :

	2020		2019	
	Montant	Pourcentage	Montant	pourcentage
	Milliers de dollars américains	%	Milliers de dollars américains	%
Etats Unis d'Amérique et Canada	839 295	47	846 580	50
Europe	342 283	19	300 281	18
Japon	127 985	7	138 041	8
Sud Est Asiatique	92 938	5	73 998	4
Autres	382 549	22	346 549	20
<b>Total</b>	<b>1 785 050</b>	<b>100</b>	<b>1 705 449</b>	<b>100</b>

## 3. Selon les notations financières des investissements attribuées par l'agence de notation Standards and Poors :

	2020		2019	
	Montant	Pourcentage	Montant	pourcentage
	Milliers de dollars américains	%	Milliers de dollars américains	%
AAA	279 258	16	264 632	16
AA	880 269	49	907 991	53
A	202 712	11	193 803	11
BBB	224 192	12	165 523	10
Autres	198 619	12	173 500	10
<b>Total</b>	<b>1 785 050</b>	<b>100</b>	<b>1 705 449</b>	<b>100</b>

Le programme de prêts de la BADEA vise à appuyer les programmes de développement des pays africains non arabes, les requêtes de financement étant soumises à l'étude et à l'approbation de la BADEA. Ledit programme de prêts comprend l'octroi de crédits aux gouvernements des pays ou sous leur garantie. Ces prêts sont considérés comme souverains. La BADEA contrôle d'une manière régulière le remboursement des échéances, suspend l'octroi de prêts pour les emprunteurs accumulant des arriérés et prépare des rapports périodiques sur la situation du recouvrement de tous les prêts. Le programme de prêts comprend également le financement du secteur privé et des exportations arabes vers les pays africains non arabes. Le tableau ci-après donne le détail des prêts accordés aux pays au 31 décembre 2020 :

Pays	Nbre de prêts	Total des * prêts	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2020	%	Solde 2019
		Milliers de dollars américains	%	Milliers de dollars américains				
Angola	5	19 950	19 950	-	-	-	-	-
Bénin	32	161 948	-	50 000	52 794	59 154	3,22	56 914
Botswana	16	18 297	-	-	1 160	17 137	0,93	18 528
Burundi	16	89 517	-	-	46 513	43 004	2,34	35 152
Burkina Faso	39	226 383	20 000	-	81 500	124 883	6,79	110 227
R. Centrafricaine	9	37 561	-	-	32 148	5 413	0,29	6 005
Tchad	24	146 327	-	6 500	71 343	68 484	3,74	60 377
Cameroun	17	98 023	-	12 000	40 222	45 801	2,49	44 813
Congo	7	33 174	-	-	17 033	16 141	0,88	13 795
R.D du Congo	10	70 260	-	10 000	20 005	40 255	2,19	38 636
Comores	4	17 807	-	-	-	17 807	0,97	17 807
Cap Vert	22	96 204	16 500	-	36 174	43 530	2,37	44 243
Guinée Equatoriale	6	19 000	15 000	4 000	-	-	-	94
Erythrée	4	20 370	-	-	3 366	17 004	0,92	17 004
Ethiopie	23	232 580	49 550	-	84 355	98 675	5,37	97 636
Gabon	2	1 542	-	-	-	1 542	0,08	1 542
Ghana	23	67 899	-	-	23 036	44 863	2,44	47 964
Gambie	22	73 900	-	-	14 965	58 935	3,21	53 502
Guinée Bissau	5	16 164	-	-	11 000	5 164	0,28	5 638
Guinée	31	172 150	-	37 000	54 908	80 242	4,36	69 423
Côte d'Ivoire	18	163 852	50 000	-	49 089	64 763	3,52	58 169
Kenya	20	104 291	15 000	-	51 143	38 148	2,07	37 666
Libéria	6	30 387	-	-	11 804	18 583	1,01	19 093
Lesotho	17	52 823	-	-	14 058	38 765	2,11	39 999
Madagascar	24	81 220	-	5 000	37 382	38 838	2,11	39 299
Malawi	12	80 197	-	-	16 670	63 527	3,45	56 638
Ile Maurice	13	25 500	-	-	25 500	-	-	1 680
Mali	34	143 104	-	49 150	29 040	64 914	3,53	66 165
Mozambique	35	158 634	-	-	61 584	97 050	5,28	96 092
Namibie	5	13 633	-	-	6 700	6 933	0,38	7 850
Nigéria	1	8 000	-	-	2 118	5 882	0,32	5 882
Niger	24	128 078	-	-	64 204	63 874	3,47	62 561
Rwanda	22	113 695	2 000	-	35 673	76 022	4,13	71 129
Sénégal	46	174 138	-	-	50 559	123 579	6,72	118 914
Seychelles	12	32 827	-	-	13 692	19 135	1,04	19 620
Sierra Léone	15	103 983	-	45 000	4 806	54 177	2,95	53 839
Sao Tome Principe	9	26 038	-	7 800	5 879	12 359	0,67	10 796
Swaziland	9	52 585	-	-	29 846	22 739	1,24	24 471
Tanzanie	23	155 188	-	10 500	55 114	89 574	4,87	78 226
Togo	10	53 325	-	-	25 857	27 468	1,49	26 087
Ouganda	18	102 384	15 000	-	19 918	67 466	3,67	63 263
Zambie	11	45 289	-	-	10 488	34 801	1,89	34 245
Zimbabwe	10	26 424	-	10 000	6 391	10 033	0,55	11 198
Autres pays	7	14 152	2 000	-	-	12 152	0,66	15 034
<b>Total Secteur Public</b>	<b>718</b>	<b>3 508 803</b>	<b>205 000</b>	<b>246 950</b>	<b>1 218 037</b>	<b>1 838 816</b>	<b>100,00</b>	<b>1 757 216</b>

Institution emprunteuse	Nbre de prêts	Total des * prêts	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2020	%	Solde 2019
		Milliers de dollars américains		Milliers de dollars américains				
(BOAD)	1	15 000	-	-	-	15 000	14,94	5 000
(ECOBANK)	1	10 000	10 000	-	-	-	-	-
(EABD)	2	28 571	20 000	-	3	8 568	8,53	10 283
(BRD)	2	19 167	10 000	-	-	9 167	9,13	10 833
(BNDE)	1	16 518	16 518	-	-	-	-	-
(BDEAC)	1	15 000	-	-	-	15 000	14,94	15 000
(PTA BANK)	3	82 125	69 000	-	-	13 125	13,07	15 000
(SONIBANK)	1	5 000	5 000	-	-	-	-	-
(TIB)	1	8 864	-	-	7 500	1 364	1,36	1 818
(UDBL)	2	14 875	10 000	-	-	4 875	4,86	5 625
(BIDC CEDEAO)	1	15 000	-	-	-	15 000	14,94	15 000
(LBDI)	1	4 091	-	-	900	3 191	3,18	4 100
(CNCAS)	1	7 500	-	-	7 000	500	0,50	3 000
(BMS)	1	12 500	-	-	-	12 500	12,45	15 000
(BDM)	1	-	-	-	-	-	-	-
(SODECOTON)	1	10 000	-	-	10 000	-	-	-
(HFC)	1	14 859	-	-	12 750	2 109	2,10	2 250
(NORSAD)	1	15 000	15 000	-	-	-	-	-
ACCESS BANK GHANA)	1	10 000	10 000	-	-	-	-	-
(TAMWEEL AFRICA HOLDING)	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
SONACOS/ITFC	1	-	-	-	-	-	-	-
RAW BANK	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
CORIS BANK INTERNATIONAL	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
STERLING BANK PLC	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
BRM	1	10 000	-	10 000	-	-	-	-
BNI	1	10 000	10 000	-	-	-	-	-
SOCIETE STATION ECOA POWER SOLAR RESERVE REDSTONE Ltd POUR L'ENERGIE SOLAIRE EN AFRIQUE DU SUD	1	40 000	40 000	-	-	-	-	-
NEHO DE MADAGASCAR	1	40 000	40 000	-	-	-	-	-
<b>Total secteur privé</b>	<b>33</b>	<b>464 070</b>	<b>255 518</b>	<b>70 000</b>	<b>38 153</b>	<b>100 399</b>	<b>100 00</b>	<b>102 909</b>
<b>Total secteurs public et privé</b>	<b>751</b>	<b>3 972 873</b>	<b>460 518</b>	<b>316 950</b>	<b>1 256 190</b>	<b>1 939 215</b>	<b>-</b>	<b>1 860 125</b>
A déduire la provision pour les prêts des secteurs publics et privés	-	-	-	-	-	(25 493)	-	(45 844)
<b>Total public et privé après provision</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 913 722</b>	<b>-</b>	<b>1 814 281</b>

La BADEA assure le suivi du remboursement des montants dus par les pays emprunteurs et évalue la situation de remboursement conformément à la Résolution du Conseil des Gouverneurs (N° 21-3 de l'année 2019) en appliquant la politique de provision pour les prêts pour le secteur public, et la résolution N° 9 de l'année 2019 décidant de la politique de provision pour les prêts pour le secteur privé et le financement du commerce.

Le tableau suivant met en exergue le degré de régularité des pays dans le remboursement des montants dus, au 31 décembre 2019 :

31 Décembre 2020	Nbre d'états	Prêts pour projets	Prêts FASAA	Total 2018	Nbre d'institutions	Prêts pour le secteur privé
		Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains		Milliers de dollars américains
<b>Pays effectuant des paiements réguliers<sup>1</sup></b>						
Sans arriérés	16	730 645	-	730 645	25	97 208
Arriérés de moins d'un an	10	482 218	3 133	485 351	3	3 191
<b>Sous-total</b>	<b>26</b>	<b>1 212 863</b>	<b>3 133</b>	<b>1 215 996</b>	<b>28</b>	<b>100 399</b>
<b>Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et effectuant des paiements réguliers</b>						
Sans arriérés	11	513 969	10 143	524 112	-	-
Arriérés de moins d'un an	3	27 505	50	27 555	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>14</b>	<b>541 474</b>	<b>10 193</b>	<b>551 667</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas de paiement</b>						
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	1	34 800	-	34 800		
Arriérés de deux ans et plus	2	24 344	10 467	34 811	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>3</b>	<b>59 144</b>	<b>10 467</b>	<b>69 611</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Pays n'ayant pas d'arrangement de remboursement des arriérés et n'effectuant pas de paiements</b>						
Arriérés de plus de deux ans	1	1 542	-	1 542	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>1</b>	<b>1 542</b>	<b>-</b>	<b>1 542</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Général 2020</b>	<b>44</b>	<b>1 815 023</b>	<b>23 793</b>	<b>1 838 816</b>	<b>28</b>	<b>100 399</b>

31 décembre 2019	Nbre d'états	Prêts pour projets	Prêts FASAA	Total 2019	Nbre d'institutions	Prêts pour le secteur privé
		Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains	Milliers de dollars américains		Milliers de dollars américains
<b>Pays effectuant des paiements réguliers<sup>2</sup></b>						
Sans arriérés	17	799 884	-	799 884	19	70 677
Arriérés de moins d'un an	8	369 571	3 133	372 704	7	8 075
Arriérés de plus d'un an et de moins de deux ans	-	-	-	-	2	-
<b>Sous-total</b>	25	1 169 455	3 133	1 172 588	28	78 752
<b>Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et effectuant des paiements réguliers</b>						
Sans arriérés	10	462 602	6 897	469 499	-	-
Arriérés de moins d'un an	3	55 063	4 280	59 343	-	-
<b>Sous-total</b>	13	517 665	11 177	528 842	-	-
<b>Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements</b>						
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	2	17 368	50	17 418	-	-
Arriérés de deux ans et plus	2	11 167	5 514	16 681	-	-
<b>Sous-total</b>	4	28 535	5 564	34 099	-	-
<b>Pays n'ayant pas des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements</b>						
Arriérés de plus de deux ans	1	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	1	-	-	-	-	-
<b>Total Général 2019</b>	43	1 715 655	19 874	1 735 529	28	78 752

### a) Risques de fluctuation des cours des actions

Le risque de fluctuation des prix des actions comprend le risque de variation des prix des actions cotées sur les marchés financiers. La Banque établit des directives appropriées pour l'investissement en titres -actions. La concentration des investissements de la BADEA en titres-actions au 31 décembre se présente comme suit :

#### 1) Selon la répartition sectorielle des investissements :

	Milliers de dollars américains	%	Milliers de dollars américains	%
Biens de consommation	154 100	20	149 543	19
Energie	17 685	2	40 355	5
Institutions financières	99 211	13	145 920	18
Santé	94 349	13	107 198	14
Industrie	85 229	11	86 929	11
Technologies de l'information	167 561	22	144 959	18
Matériaux	40 874	5	33 901	4
Télécommunications	78 787	11	65 318	8
Services publics	20 022	3	25 449	3
<b>Total</b>	<b>757 818</b>	<b>100</b>	<b>799 572</b>	<b>100</b>

#### 2) Selon la répartition géographique des investissements

	2020		2019	
	Montant	pourcentage	Montant	pourcentage
	Milliers de dollars américains	%	Milliers de dollars américains	%
États Unis d'Amérique et Canada	505 725	67	514 904	64
Europe	163 856	22	182 159	23
Japon	46 648	6	61 014	8
Asie du Sud-Est	25 568	3	23 328	3
Autres	16 021	2	18 167	2
<b>Total</b>	<b>757 818</b>	<b>100</b>	<b>799 572</b>	<b>100</b>



### a) Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la BADEA soit dans l'incapacité de faire face aux exigences de financement et plus particulièrement à ses engagements de prêts.

La BADEA dispose d'une couverture financière suffisante à l'effet d'honorer ses obligations à la date de leur exigibilité.

### b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme l'impact potentiel des fluctuations futures du taux d'intérêt sur la situation financière et les flux de trésorerie de la BADEA. Les fluctuations du taux d'intérêt peuvent engendrer une augmentation du revenu provenant des intérêts comme elles peuvent le réduire dans le cas de variations imprévues.

En ce qui concerne les dépôts et les titres financiers à revenu fixe et SUKUK, la BADEA a pour objectif principal de sécuriser ses actifs et d'assurer leur liquidité. A la lumière de ces paramètres, la BADEA cherche à réaliser le revenu le plus élevé possible. Les performances sont contrôlées régulièrement et des ajustements des composantes des portefeuilles sont effectués en fonction de l'évolution du marché.

S'agissant des prêts et du financement des opérations de commerce extérieur, le taux d'intérêt est fixé par le Conseil d'Administration indépendamment des mouvements du marché et selon des niveaux compatibles avec les orientations stratégiques de la BADEA et dans les limites de ses objectifs de développement.

### c) Risque de change :

Le risque de change se définit comme le risque de variation potentiel des cours des devises et son effet sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Banque. La BADEA a établi des critères relatifs aux monnaies étrangères permises dans les transactions ainsi que leur composition en pourcentage et les suit régulièrement. La BADEA utilise pour ses opérations de prêts et de placements bancaires le dollar américain.

Concernant les portefeuilles d'investissements détenus aux fins de transaction, la BADEA permet l'utilisation d'un nombre limité de monnaies. Cependant, le dollar américain constitue la monnaie principale vu qu'elle doit représenter pas moins de 65% de la valeur totale du portefeuille y compris les instruments financiers dérivés.

L'analyse qui suit montre la composition des actifs et passifs par monnaies au 31 décembre :

	Monnaies				Total	\$US %
	\$US	Euro	GBP	Autres		
<b>2020</b>						
<b>Total Actifs</b>	<b>4 424 014</b>	<b>434 958</b>	<b>122 978</b>	<b>483 343</b>	<b>5 465 293</b>	<b>81</b>
<b>Total Passifs</b>	<b>89 042</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>89 042</b>	<b>100</b>
<b>2019</b>						
<b>Total Actifs</b>	<b>4 248 266</b>	<b>385 496</b>	<b>111 244</b>	<b>459 947</b>	<b>5 204 953</b>	<b>82</b>
<b>Total Passifs</b>	<b>71 652</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>71 652</b>	<b>100</b>

## 19- Immunité fiscale

Aux termes de l'article (40) de l'Accord de création, la BADEA est exonérée de tous impôts et taxes sur les territoires des pays membres. Elle est également exonérée des restrictions sur l'importation des effets nécessaires pour son travail et des droits de douane y afférent. Cependant, cette exonération ne

couvre pas les taxes payables contre services effectivement rendus à la BADEA. Par ailleurs, la BADEA est exonérée de toute responsabilité concernant la collecte ou le paiement d'impôts ou taxes.

## 20- Engagements de Capital et Autres Engagements

### a) Engagements au titre des prêts et dons

Tous les prêts et dons sont régis par les Accords de Prêts et les Lettres d'Accords conclus avec les pays souverains bénéficiaires.

Le montant total des engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de liquidité du fait que certains engagements ne deviennent pas effectifs en raison de la non signature des accords ou de leur annulation ou du non accomplissement des conditions d'entrée en vigueur.

Le détail de ces engagements se présente comme suit au 31 décembre :

	2020			2019
	Secteur privé	Secteur public	total	
	Milliers de dollars américains			
Prêts non signés (Note 18)	205 000	255 518	460 518	339 950
Prêts non entrés en vigueur (Note 18)	246 950	70 000	316 950	213 800
Prêts non décaissés (Note 18)	1 218 037	38 153	1 256 190	1 270 294
Dons non décaissés	38 481	-	38 481	35 255
<b>Total</b>	<b>1 708 468</b>	<b>363 671</b>	<b>2 072 139</b>	<b>1 859 299</b>

### a) Programme de financement du commerce

Un montant de 520 millions de dollars été alloué au Programme de financement des exportations arabes vers les pays africains au titre de l'année 2020 (2019 : 250 millions de dollars).

Le montant des engagements s'est élevé à 1 343 millions de dollars (2019: 993 millions de dollars) après déduction des annulations pour un montant de 64.5 millions de dollars au cours de l'année et les accords de prêt non signés se montant à 683 millions de dollars (2019 : 425 millions de dollars).

### b) Autres engagements

Au 31 décembre 2020, la BADEA s'est engagée à verser un montant de 46,603 millions de dollars (2019 :46,603 millions de dollars), restant à verser de sa participation au capital d'AFREXIMBANK dès que l'appel est annoncé aux actionnaires (cf.note N°4).

## 21- Approbation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a recommandé, en date du 03 mars 2020, la soumission des présents états financiers au Conseil des Gouverneurs pour leur approbation finale.

**SIEGE:**

Avenue Abdel Rahman El Mahdi  
B.P. 2640 - Khartoum 11111, Soudan  
Tél. : +249-183-773646/773709  
Fax : +249-183-770498/770600  
E-mail: [badea@badea.org](mailto:badea@badea.org)  
Site web: [www.badea.org](http://www.badea.org)

**BUREAU DU CAIRE :**

72 B, El-Maahad El-Eshteraky  
Heliopolis - Le Caire - Egypte  
Tél. : (+202) 24175501  
Fax : (+202) 24175501  
Boite Postale: 11341

@BADEAbank



[www.badea.org](http://www.badea.org)



Design and Technical  
Procedures & Printing